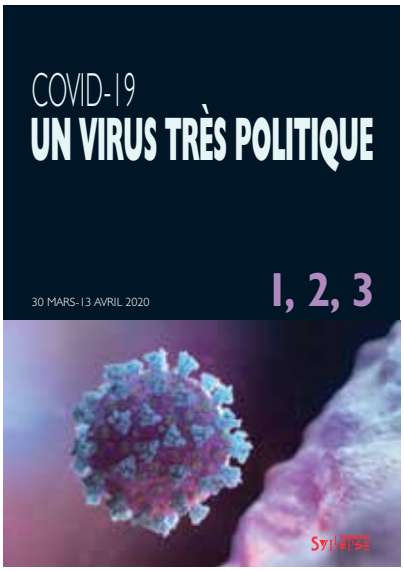
COVID-19
UN VIRUS TRÈS POLITIQUE

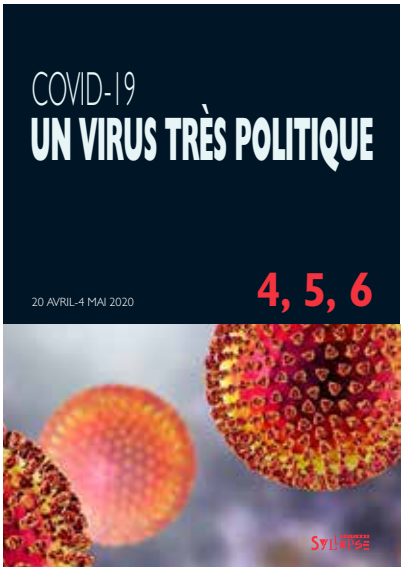
ÉDITION AUGMENTÉE DU 18 MAI 2020

(7 ET) 8

ÉDITIONS SYLLEPSE

POUR TÉLÉCHARGER LES ÉDITIONS 1, 2, 3
ET LES ÉDITIONS 4,5,6





www.syllepse.net

Pour nous écrire : edition@syllepse.net

ÉDITIONS SYLLEPSE
8e édition, 18 mai 2020
Iconographie : DR.
Merci à Serge d'Ignazio pour la photo de la page 9.

SOMMAIRE

ANTIDOTES

ÉDITION DU 18 MAI

Antidote n° 8. La reprise 5

ÉDITION DU 11 MAI

Antidote n° 7. Le jour J 7

OUVERTURES

ÉDITION DU 18 MAI

Non à la mise en danger des travailleurs, des enseignants, des enfants, de nous tous… au nom du profit 11

Créons tous ensemble une coopérative d'intérêt collectif pour la fabrication de masques 14

ÉDITION DU 11 MAI

Belgique. Masques en tissu : des costumières s'organisent pour sortir du travail gratuit 17

Argentine. La solidarité durant la quarantaine : l'entreprise frigorifique INCOB 22

France. Pourquoi il faut socialiser l'industrie pharmaceutique 24

ÉPHÉMÉRIDE

ÉDITION DU 18 MAI

Éphéméride sociale (11 mai-17 mai) 27

ÉDITION DU 11 MAI

Éphéméride sociale (4 mai-10 mai) 39

LA REPRISE

ÉDITION DU 18 MAI

Rentrée scolaire entre surveillance et «débrouillez-vous» 51

Témoignages 56

«Sans protection, nous avons refusé de reprendre les chantiers» 61

À la SNCF, les collègues sont inquiets 63

Mettre un terme aux dérogations 65

DOCUMENTS

ÉDITION DU 18 MAI

Nicaragua. Interdiction de rester chez soi 69

Canada. L'autre épidémie : les luttes au travail pendant la pandémie 71

Poissy. Mon quartier à l'heure du Covid-19 73

Belgique. Soignant·es en lutte : ramener l'humain au cœur des soins 75

Grande-Bretagne. Le masque du sexisme 82

Québec. Notes éparses pour un manifeste de l'après 84
France. Pour des comités de santé publique 88
Monde. Une épidémie prévisible 90
Monde. Le Covid-19 sur le chemin de la quatrième révolution industrielle 92
France. «Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune»: chiche! 96

ÉDITION DU 11 MAI

Italie. Administrations locales et collectivités territoriales: reprenons la caisse! 103
France. Zones à défendre et Zones d'autonomie définitive partout! 105

LES AUTEURS·ES DE SYLLEPSE FACE À LA PANDÉMIE

ÉDITION DU 11 MAI

Dans la presse d'extrême droite, corona rime avec paranoïa 111
Chine: lorsque la servilité l'emporte sur la lutte contre l'épidémie 114
L'avenir du travail vu du Sud... à la lumière du Covid-19 121
La maladie au service de la conquête du Nouveau Monde 126
Bolsonaro à l'épreuve du coronavirus 127

IMAGES 132

ANTIDOTE N° 8
LA REPRISE

C'est avec cette huitième édition que s'achève la publication hebdomadaire de *Covid-19, un virus très politique.* Depuis le 30 mars, date de la mise en ligne du premier opus, nous avons souhaité dans la phase de confinement, propice à l'isolement, apporter un autre regard sur la pandémie en cours. Un éclairage critique qui ne réduisait pas l'évènement à une crise sanitaire, mais lui restituait ses dimensions économique et sociale, et dont les premières victimes étaient les exploité·es et les dominé·es. D'emblée, nous n'avons pas voulu traiter cette crise dans un cadre national, français en l'occurrence, mais à une échelle mondiale, en témoigne le souci que nous avons eu de présenter, dans les huit volumes, des contributions venant de différents pays. De la même façon, notre éphéméride sociale s'est fait l'écho des luttes d'autodéfense sanitaire des travailleur·euses des cinq continents, en réservant une place importante aux luttes des personnels hospitaliers qui, en première lignes, se sont mobilisés dans leurs pays respectifs de façon exemplaire pour leur protection individuelle en termes d'équipement sanitaire et pour la défense du système de santé au service de tous et toutes. Dans le mouvement syndical international, les organisations d'infirmièr·es représentent aujourd'hui un secteur des plus combatifs.

Face à la faillite des États dans la gestion de la pandémie (production de masques, de gel…), nous avons pu observer la capacité des travailleur·euses et usager·es à construire des solutions à leur échelle : ateliers civiques de production de masques, proposition de reconversion de lignes de production à des fins socialement utiles, distribution non lucrative de repas, réseaux d'achats de courses en commun. Soulignons aussi la bataille exemplaire de la coalition syndicale Solidaires, FSU, CGT des Côtes-d'Armor pour une reprise du site de production de masques de Plaintel (fermé par son propriétaire, le groupe états-unien Honeywell) sous la forme d'une coopérative, combat sur lequel nous revenons de nouveau dans ce volume.

Toutes ces initiatives issues d'un confinement actif sont un bien précieux pour cet après incertain qui est devant nous.

Au sortir du confinement, une première phase de l'histoire de cette pandémie et de ses conséquences sociales se termine. La reprise du travail, à marche forcée et à moindre coût pour les propriétaires des moyens de production et leurs actionnaires, s'accélère dans tous les pays et dans tous les secteurs d'activité. Désormais, les affrontements sociaux autour de la question de la protection sur les lieux de travail, menés jusqu'ici par les travailleur·euses dits de « première ligne » (commerce, transports, hôpitaux) vont s'étendre à l'ensemble des salarié·es, à la réserve près de la fraction de ceux et celles qui sont en télétravail (dont le mode d'activité pourrait devenir une forme avantageuse de la gestion de la force de travail par les patrons et pose de redoutables problèmes au mouvement syndical). Pour résoudre sa crise, le capitalisme a déjà recours à ses solutions favorites : chômage, reculs sociaux, appauvrissement, exclusion. Ces régressions qui seront planétaires provoqueront également des batailles sociales d'ampleur.

La suite de cette histoire est donc devant nous. Nul doute qu'il sera nécessaire de continuer d'y apporter mille points de vue critiques. Les éditions Syllepse seront toujours disponibles pour y participer dans leur rôle d'éditeur.

Un dernier mot. Les 646 pages publiées en huit semaines de *Covid-19, un virus très politique,* tous volumes confondus, ont fait l'objet de plus de 30 000 téléchargements. Sous nos masques, un sourire.

LES ÉDITIONS SYLLEPSE

DEFENSE
D'AFFICHER
TES POTOS
J'AI PAS LE COVID
MAIS J'AI LA RAGE

ANTIDOTE N° 7
LE JOUR J

«Le temps perdu»

Devant la porte de l'usine
le travailleur soudain s'arrête
le beau temps l'a tiré par la veste
et comme il se retourne
et regarde le soleil
tout rouge tout rond
souriant dans son ciel de plomb
il cligne de l'œil
familièrement
Dis donc camarade Soleil
tu ne trouves pas
que c'est plutôt con
de donner une journée pareille
à un patron?
Jacques Prévert, *Paroles*

Au moment où paraît la 7e édition de ce livre en «état d'actualisation permanente», le temps du métro, boulot – pour le dodo, on verra – est venu. Les masques tombent, les héros fatiguent. Les poètes sortent leurs papiers. Les chiens de garde montrent les dents et les profiteurs de guerre profitent. Les fondés de pouvoir, eux, sont à la fois sûrs d'eux et inquiets. L'étrange défaite, dont ils portent l'entière responsabilité, pourrait bien déboucher sur une bifurcation. La civilisation est à nouveau au carrefour[1].

Textes, analyses et appels rappelant qu'un autre monde est possible et qu'il peut surgir de cette crise se sont multipliés. Avec ce livre, chacun·e s'en est rendu compte, les éditions Syllepse ont voulu donner à lire les résistances, les utopies concrètes, les pratiques solidaires et les alternatives, petites et grandes, qui se sont (re)mises en marche et qui, toutes, dessinent les contours de cet autre monde possible, émergeant et plus que jamais nécessaire. Avec l'optimisme de la volonté, nous pensons que les quelques choix que nous avons faits irrigueront les débats et les projets qui ne manqueront pas de surgir pour les lendemains du jour d'après. Avec le pessimisme de la raison, on lira aussi dans les pages que nous avons publiées, et dans bien d'autres, comme en miroir, la manière dont les fondés de pouvoir vont utiliser cette crise, comme ils le font à chaque crise, pour se rétablir et étendre leur domination.

Alors que le monde d'hier va tenter de se réinstaller en faisant croire que c'est un nouveau monde, il n'est pas inutile, tant ils sont forts, de rappeler les mots du Dr Pruhomme. Ce ne sont d'ailleurs pas des mots, mais le concentré des germes des possibles qui ont fleuri en ce printemps 2020 sur les cinq continents:

«En effet, le sentiment des personnels, toutes catégories confondues, est que les administrations n'ont été d'aucune utilité dans la période et qu'une certaine forme d'autogestion s'appuyant sur

1 Titre de l'ouvrage de Radovan Richta, à la fois programmatique et emblématique du printemps tchécoslovaque, *La Civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos, 1969.

des initiatives individuelles a constitué la bonne solution. Cela ouvre des perspectives pour l'avenir autour d'un vieux slogan qui n'apparaît plus si éculé que cela : le pouvoir aux travailleur·euses[2].»

Cette 7e édition – sans doute l'avant-dernière puisque le retour à l'anormal a été décidé par ceux dont la politique délinquante ne peut plus être masquée – paraît donc le jour du déconfinement officiel. Les librairies rouvrent, péniblement pour nombre d'entre elles. Pour la «chaîne du livre», l'épreuve de vérité est devant elle. Pour les éditions Syllepse, toujours debout et résistantes, nos nouveautés, sinistrées, restées confinées dans les cartons, tenteront de se frayer un chemin pour s'installer sur leurs tables dès le 4 juin. Et dès le mois de septembre, les titres annoncés vont paraître les uns après les autres, sans aucune exception, comme vous pouvez le voir sur la page «Avant-première» de notre site – www.syllepse.net – et sur notre vidéo.

Les huit éditions (30 mars-18 mai) de *Covid-19, un virus très politique* paraîtront en librairie – une sorte de *digest* – dès le mois de juin. Bien sûr, vous aurez déjà tout lu, gratuitement, mais comme chacun·e sait, la gratuité a un coût. De même que l'indépendance. Inutile d'insister, vous connaissez les gestes barrières indispensables pour freiner l'envahissement de notre société par le capitalovirus et que vivent les «territoires libérés». Investissez dans le livre et préparez-vous !

> «Les livres n'ont absolument rien de magique. Il n'y a de magie que dans ce qu'ils disent, dans la façon dont ils cousent les pièces et les morceaux de l'univers pour nous en faire un vêtement !» Ray Bradbury, *Fahrenheit 451*

WWW.SYLLEPSE.NET

2. Christophe Prudhomme, «Entretien», *Covid-19, un virus très politique,* édition du 4 mai. Il est médecin urgentiste au Samu 93, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) et syndicaliste à la CGT.

DES MILLIARDS POUR LES ENTREPRISES
TRAVAILLER PLUS POUR LES SALAIRES
LUTTONS POUR NOS DROITS
PAS DE RAPPT POUR LE CAPITAL
DEVIENS UN HÉROS, POSE TA MATRAQUE
La guerre de Macron : les travailleurs au front... Et les capitalistes encaissent les millions
Lutte ouvrière
EN GRÈVE
DROIT DU TRAVAIL NON-RETOUR-MOYEN-AGE
IL ETAT UNE FOIS DANS LA RÉVOLUTION
ATTENTION DANGER! MACRONAVIRUS
BAILLONNÉES
NE PLUS SURVIVRE CE SERA MON PROJET
ARRÊTEZ DE MASSACRER NOS ENFANTS
VIVE L'HÔPITAL PUBLIC
JAUNE COMPLÉMENTAIRE DE LA LIBERTÉ DANS L'ART
LA LIBERTÉ NE SE DEMANDE PAS ELLE SE PRIND !
SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DANS LA LOTTE
1er mai 2020
Un jour, il faudra rendre des comptes
nos vies valent plus que leurs profits
Toujours là!
Un virus nommé Capitalisme
Sauvez les vies, pas les profits
IL FAUT VIVRE PAS SURVIVRE RÉSISTANCE OPTIONNELLE
Pour mon premier 1er Mai ça promet...
CETTE INDÉCENCE QUI NOUS GOUVERNE
DÉSOBÉISSANCE CIVILE DEVOIR SACRÉ DE L'ÉTAT HORS LA LOI DU CORROMPU
MAYDAY! STOP À LA BIG BANK THEORY
NOS VIES VALENT PLUS QUE VOS PROFITS
L'ART EST UN RÉVÉLATEUR DE CIRCONSTANCES
L'ISF POUR L'HÔPITAL
AUTRE VIEUX MONDE, EST JURASSIC
RÉSISTANCE OPTIONNELLE
LEUR MONDE? ÇA SUFFIT
MACRONAVIRUS MORITURI TE SALUTANT
1er Mai cgt
SOLIDAIRES NEW YORK 1er MAI 2020
Reconnaissance aux 1ère de corvée
Après le confinement TOUS SE RAPPROCHENT
DU FRIC POUR L'HÔPITAL PAS POUR LE CAPITAL
1 MAI CONSTRUISONS UN NOUVEAU FUTUR

OUVERTURES

NON À LA MISE EN DANGER DES TRAVAILLEURS, DES ENSEIGNANTS, DES ENFANTS, DE NOUS TOUS… AU NOM DU PROFIT

APPEL DU 12 MAI 2020

Le 7 mai, saisi par la CGT de l'usine, le tribunal du Havre avait condamné Renault à suspendre la reprise de la production à Sandouville (Seine-Maritime) en raison de mesures de protections insuffisantes face au Covid-19. Pour la CGT de Seine-Maritime, «cette décision constitue un point d'appui important pour les équipes syndicales de milliers d'usines ou d'entreprises où l'activité reprend sans consulter correctement les représentants du personnel et sans prendre toutes les mesures de prévention nécessaires». Dans un communiqué en date du 11 mai, la CGT rappelait que le tribunal avait «condamné Renault à suspendre la reprise de la production […] le temps de la régularisation de la procédure de consultation et de procéder à une évaluation des risques, à la mise en œuvre des mesures de prévention». «Si la direction avait respecté ses obligations légales et la santé des salariés, il n'aurait pas été nécessaire d'en appeler au juge et la suspension provisoire de l'activité n'aurait pas eu lieu». C'est, rappelle la CGT, «le b.a.-ba du syndicalisme de défendre l'intérêt des salariés et faire respecter les droits qui s'imposent à une direction d'entreprise. Ou devrions-nous admettre que les directions d'entreprise puissent se soustraire à la loi, à leurs propres accords d'entreprise au nom de considérations exclusivement économiques?» Enfin, le communiqué note que le «dialogue social» ne peut être «synonyme d'allégeance aux thèses libérales selon lesquelles le marché pour le marché de toutes les activités humaines est un dogme indiscutable, quand bien même, il met en péril la planète et les conditions de vie». De son côté, l'Union syndicale SUD-Industrie «salue la justice qui défend les salarié·es» et relève que «les plans de préventions concernant les entreprises sous-traitantes n'ont pas été remis à jour.»

Revenant sur l'événèment, l'«appel du 12 mai» donne incontestablement les bases pour une bataille pour la santé et la sécutité au travail et dans la cité. Il regroupe des responsables syndicaux de Solidaires, de la FSU, de la CGT, et même un responsable de la CFTC, ainsi que des chercheurs et juristes. Il présente des exigences qui rappellent le rôle que devraient tenir des comités hygiène et sécurité dans le travail (CHSCT) supprimés par la loi travail en 2016.

Cette semaine, en France, des millions de personnes – enseignant·es, travailleur·euses, enfants – reprennent le chemin de l'école, de l'usine, des chantiers du BTP ou du nettoyage, du bureau, de la plate-forme logistique, des transports…

Pour chacun·e, il s'agit d'entrer dans la quadrature du cercle que connaissent ceux qui n'ont pas pu interrompre le travail depuis le début de l'épidémie, et avec quelles conséquences physiques et psychiques! Il s'agit de travailler, enseigner, étudier, sans se retrouver à risque d'être contaminé et contaminant par un virus redoutable et omniprésent. On veut faire porter aux individus exclusivement la responsabilité de la circulation du virus avec comme seule arme les «gestes barrières». Et ceci sous injonction insupportable du gouvernement et du patronat quant à l'urgence de la reprise économique, qui justifierait toutes les infractions à la sécurité sur les lieux de travail, le plus dramatique étant que quelques syndicats aient cru utile de se joindre au concert, alors que la question

fondamentale est celle de la vie et de la santé des travailleur·euses. La déclaration de Muriel Pénicaud considérant que «les conditions sanitaires sont réunies[1]» revient, de fait, à critiquer la décision du juge des référés et donne un signal aux employeurs sur le fait que même s'ils ne respectent pas le Code du travail, notamment sur l'évaluation des risques, ils auront le soutien de la ministre contre les syndicats, voire contre l'inspection du travail.

Alors que le gouvernement a eu la main très lourde en sanctionnant les citoyen·nes hors des clous des injonctions du confinement (1 million de verbalisations et des peines de prison ferme!), avec un seul message: «Restez chez vous. Sauvez des vies!», pour ceux qui n'ont pas d'autres choix que d'aller à l'usine, à l'école ou sur le chantier, le discours est tout autre «Sortez! Allez travailler! N'exigez rien!». Les employeurs bénéficient d'une totale impunité dans le non respect des règles de droit conçues pour la protection de la santé et de la vie des travailleurs. Pour preuve, un inspecteur du travail, Anthony Smith, est suspendu pour avoir «osé» exercer sa mission de contrôle en entreprise.

La démarche courageuse du syndicat CGT-Renault-Sandouville, qui a subi de violentes attaques abondamment relayées part les médias, prend tout son sens dans ce contexte d'une épidémie non maîtrisée, en accordant la priorité absolue à la défense de la santé des travailleur·euses. Dans cette situation de danger grave et imminent pour les travailleur·euses et leur entourage, en présence de la contagion, saisir le juge des référés s'est imposé aux syndicalistes CGT-Renault-Sandouville comme la seule voie possible pour obliger les dirigeants de Renault au respect du droit des travailleur·euses à ne pas être mis en danger, au travail comme dans la cité.

L'ordonnance des référés[2], qui d'ailleurs fait suite à d'autres décisions judiciaires du même type concernant d'autres entreprises, et pas des moindres, notamment La Poste, Amazon et Carrefour[3], porte sur quatre points essentiels à la prévention.

L'infraction première est le fait que «l'évaluation des risques est insuffisante». Elle ne prend en compte ni «les risques biologiques», ni «les risques psychosociaux» et ne garantit pas «une maîtrise satisfaisante des risques spécifiques à cette situation exceptionnelle», en référence aux principes généraux de prévention. L'ordonnance précise que l'évaluation des risques doit être «faite par unité de travail» et «doit être adaptée à la situation particulière de chaque usine» (p. 13-14).

Concernant la consultation du Conseil social et économique (CSE) d'établissement, selon l'ordonnance, citant l'article 4323-97 du Code du travail: «L'employeur détermine, après consultation du CSE, les conditions dans lesquelles les équipements de protection individuelle sont mis à disposition et utilisés, notamment celles concernant la durée de leur port. Il prend en compte la gravité du risque, la fréquence de l'exposition au risque, les caractéristiques du poste de travail de chaque travailleur, et les performances des équipements de protection individuelle en cause (p. 15).»

Il ne s'agit nullement de formalisme mais de la démarche qui consiste à donner toute leur importance au travail réel et au travail syndical nécessaire pour le faire prendre en compte dans le cadre des stratégies de prévention. Par exemple, le port du masque. Nous le savons les masques FFP2 ou FFP3 sont les seuls véritablement protecteurs quand ils doivent être portés sur la durée d'un poste. Cependant, la contrainte respiratoire est telle, que le salarié doit s'arrêter après une heure de travail et faire une pause[4], ce qui n'était pas le cas en l'espèce. Puis un autre masque doit être mis à disposition du salarié. Ceci fait partie de l'évaluation des risques.

---

1. *www.lefigaro.fr.*
2. L'ordonnance dans son intégralité est sur le site de l'association Henri Pézerat, www.asso-henri-pezerat.org.
3. Doctrine, «De Lille à Nanterre en passant par Versailles, les points cardinaux du doit à la sécurité en temps d'épidémie», *Le Droit ouvrier*, mai 2020, n° 862
4. Recommandation INRS: www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%20146.

Selon l'ordonnance, une formation à la sécurité doit «impérativement être dispensée aux salariés pour leur apprendre à travailler sans prendre le risque d'être contaminé». Il s'agit d'une «formation pratique et appropriée à chaque poste de travail [...], conforme à la réglementation générale incluant les équipements de protection individuelle» (p. 16). Renault est «condamnée à soumettre préalablement les programmes de formation au CSE pour consultation» (p. 16).

Enfin la présence sur le site de Renault-Sandouville de nombreux travailleurs extérieurs, salariés d'entreprises sous-traitantes, a conduit le tribunal à statuer également sur l'application des règles du Code du travail concernant l'intervention d'une entreprise extérieure au sein d'une entreprise d'accueil, en particulier ce qui aurait dû figurer dans les plans de prévention établis entre Renault et chacune des entreprises sous-traitantes, et des protocoles de sécurité. En leur absence, l'ordonnance fait obligation à Renault de «modifier tous les plans de prévention ainsi que les protocoles de sécurité applicables sur le site de Sandouville afin d'y intégrer notamment le risque lié au Covid-19 et les mesures de prévention devant être prises pour y faire face, après les inspections préalables communes avec le ou les chefs d'entreprises extérieures, et après information des membres du CSE pour que l'un d'entre eux soit désigné pour y participer» (p. 18). Il suffit d'évoquer le nettoyage et la gestion des déchets, deux fonctions systématiquement sous-traitées, pour mesurer l'importance de cette démarche qui vise à prévenir les risques associés à la contamination Covid-19, sachant que par contact cutané avec des surfaces, outils, déchets contaminés, les salariés de Renault et travailleurs sous-traitants peuvent eux-mêmes subir la contamination.

Depuis le début de l'épidémie, *a contrario* des principes généraux de prévention au travail qui font prévaloir la prévention collective, seule la prévention individuelle est retenue et, comme ici, en mode dégradé. Celle-ci permet à l'employeur de faire des économies et de reporter la responsabilité de la prévention sur les travailleurs qui sont en réalité les victimes.

Concernant le Covid-19, une autre stratégie sanitaire générale était pourtant possible, qui aurait dû intervenir dès le tout début de l'épidémie et pas seulement maintenant[5]. Fondée sur une démarche de «dépistage-suivi» digne de ce nom, elle aurait permis d'interrompre beaucoup plus tôt les chaînes de transmission du virus en population générale. Un des points noirs (parmi les autres!) de la stratégie choisie par le gouvernement est le fait de ne pas avoir rendu possible l'accès au test viral pour tous les travailleur·euses contraints d'aller travailler dans des lieux collectifs, les laissant dans l'incertitude absolue de ce qui les menace.

La vie, la santé, la dignité ne se négocient pas. Nous, signataires de cet appel, appelons à la mobilisation citoyenne, syndicale, associative, politique, pour:

- la mise en application stricte, dans toute situation de travail, des règles du Code du travail, telles que rappelées dans l'ordonnance de référé concernant Renault-Sandouville;
- le rétablissement complet de la responsabilité pénale des employeurs privés comme publics;
- le renforcement des pouvoirs des représentants du personnel et de l'inspection du travail;

le droit effectif des travailleurs et travailleuses à utiliser leur droit de retrait en cas de danger grave et imminent;

- l'accès gratuit aux tests de dépistage viral pour toute personne obligée de travailler et le renouvellement de ces tests dans le cadre d'un suivi médical renforcé;
- la reconnaissance automatique en accident du travail ou en maladie professionnelle des travailleurs victimes du Covid-19, par suite d'une contamination professionnelle en temps d'épidémie.

POUR SIGNER LA PÉTITION : CLIQUER ICI

5. https://blogs.mediapart.fr/annie-thebaud-mony.

CRÉONS TOUS ENSEMBLE UNE COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF POUR LA FABRICATION DE MASQUES

PÉTITION[1]

Après la crise sanitaire du coronavirus, il nous appartient toutes et tous ensemble d'inventer le monde d'après !

Dans cette perspective, mobilisons-nous pour que le projet de création de la SCIC « Fabrique de santé » se réalise, où se trouvait l'ex-usine Honeywell/Spérian.

Signons cette pétition et partageons-la massivement autour de nous pour montrer notre soutien à cette initiative.

Huit jours après le début du confinement décrété par Emmanuel Macron pour lutter contre la pandémie de coronavirus Sras-Cov-2, l'Union syndicale Solidaires des Côtes-d'Armor publie un communiqué qui fait grand bruit. « Que se cache-t-il derrière la fermeture de l'usine Honeywell de Plaintel ? Un scandale d'État ! » Elle propose de redémarrer une production locale et industrielle de masques respiratoires grâce aux compétences locales en créant une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). L'affaire Honeywell raconte le désinvestissement tragique de l'État dans la production de matériels de protection ainsi que la désindustrialisation du territoire dans un marché mondial de moins en moins régulé, où la recherche du profit maximum prime avant toute autre considération, en particulier sanitaire ou sociale.

Mais aujourd'hui, la proposition de Solidaires exprimée dès le 26 mars 2020 peut être appliquée. Les collectivités locales (région Bretagne, département des Côtes-d'Armor, ville et agglomération de Saint-Brieuc, commune de Plaintel) discutent du montage d'une Société coopérative d'intérêt collectif, dans laquelle d'ancien·nes salarié·es d'Honeywell Plaintel pourraient de nouveau exercer leurs compétences.

L'intersyndicale CGT, FSU et Solidaires des Côtes d'Armor s'est adressée au préfet pour qu'il d'organise rapidement une table ronde sur la réouverture de l'usine.

La société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) permet d'associer tou·tes les acteur·ices du territoire régional et de la filière. Salarié·es, collectivités locales, associations et groupements d'acheteurs siègent à son conseil d'administration.

Ces coopératives savent combiner de meilleures conditions de travail, la stabilité de l'emploi et la qualité de la production.

CLIQUER POUR SIGNER LA PÉTITION

1. Pour en savoir plus, écoutez l'entretien de Serge Le Quéau, lanceur d'alerte et syndicaliste à Solidaire, publié sur *La Déviation* ; et lire « Production de masques : une coopérative à la place de l'usine Honeywell de Plaintel », interview de Serge Le Quéau, secrétaire de l'union départementale Solidaires des Côtes-d'Armor, dans *Covid-19, un virus très politique,* éd. 4,5,6, Syllepse, 2020, www.syllepse.net.

I AM
A MAN
I AM
A MAN
I AM
A MAN
I AM
A MAN
PROTECT
& PAY
ALL
WORKERS!

La colère des quartiers populaires est légitime
Appel du 24 avril 2020
11 mai / 18h30
Chaîne humaine contre les violences policières
(en respectant les gestes sanitaires)
sur le pont face à la mairie de l'Île-Saint-Denis
Tramway station l'Île-Saint-Denis

BELGIQUE

MASQUES EN TISSU : DES COSTUMIÈRES S'ORGANISENT POUR SORTIR DU TRAVAIL GRATUIT

ENTRETIEN AVEC ANNABELLE LOCKS[1]

Depuis le début de la crise politico-sanitaire liée à la pandémie du Covid19, des couturières ne cessent d'être mobilisées à coups de larges appels à fabrication bénévole de masques en tissu émanant de pouvoirs publics peinant à élaborer d'autres solutions pour pallier leur incurie et les pénuries de protections. Annabelle Locks avait lancé l'alerte sur les conditions dans lesquelles se mènent ces opérations qui font travailler de nombreuses femmes gratuitement depuis chez elles et sans cadres. Costumière, elle initie aujourd'hui le projet «Lesmasquesdebruxelles», un collectif «féministe et mixte qui réunit costumières et livreuses, ainsi que des hommes chargés de la collecte de textiles et des commandes» et qui vise alimenter Schaerbeek en masques. Réflexions sur la condition de couturière à l'ère du coronavirus alors que les masques sont devenus aujourd'hui des produits de première nécessité et le symbole d'une gestion gouvernementale désastreuse. Mais aussi sur ce que de nouveaux projets solidaires peuvent faire naître d'espoirs et préparent un après plus désirable.

Comment en êtes-vous arrivée à fabriquer des masques en tissus

C'est d'abord une colère face à la situation et face à ce large appel à des bénévoles pour fabriquer des masques en tissu. La première étape a été très théorique, ça a pris la forme de la rédaction de l'article intitulé «Lutte contre le coronavirus : si les femmes s'arrêtent, les masques tombent» (www.axellemag.be/coronavirus-femmes-confection-masques[2]) avec la journaliste Manon Legrand et paru dans le magazine *Axelle*. C'est une réflexion autour des conditions dans lesquelles les masques sont fabriqués en Europe face à la pénurie. Son travail de journaliste a énormément compté dans l'énergie et le crédit que ça m'a donné. Grâce à ce premier travail, j'ai tellement été investie de cette idée qu'il fallait à tout prix faire travailler des femmes avec des contrats et des conditions dignes que je me suis mise à le faire ! Pour moi, c'est très clair : si ce n'est pas payé et sans contrats, je préfère autant rester chez moi à lire ma bibliothèque féministe. Petit à petit, ça a pris de l'ampleur, j'ai constitué une équipe, on va former prochainement une ASBL et faire des contrats. Je me suis assez rapidement opposée au fait que des professionnelles réalisent des masques bénévolement. Le métier de costumier est par nature précaire, fait de CDD, nos contrats ont été annulés et face à la crise, nous avons un savoir-faire utile à la société. En tant que professionnel·les, nous devons être rémunérées pour cette activité. En revanche, je ne m'oppose évidemment pas aux bénévoles qui cousent des masques de bon cœur et dont la situation financière et matérielle le permet. C'est même très beau que celles et ceux qui le peuvent, le fassent. Je souhaite toutefois alerter sur le risque de surmenage pour certaines qui se sentent investies d'une mission immense : puisqu'il faut des millions

1. Propos recueillis par Aurélien Berthier paru sur le site «Agir par la culture» du 22 avril 2020, www.agirparlaculture.be/author/aurelien/.
2. Article également publié dans *Covid-19, un virus très politique*, édition du 6 avril.

de masques, certaines travaillent des heures impossibles, et ce, bénévolement. On a d'ailleurs déjà vu quelques cas de burn-out chez les bénévoles. Dans notre collectif, nous respectons des horaires acceptables et même si la cadence est intense, nous posons les limites de ce que nous acceptons de produire chaque jour.

> On peut en effet se demander pourquoi les pouvoirs publics (Régions et communes) demandent à des femmes de coudre des masques systématiquement bénévolement, comme si c'était une évidence. Pourquoi devrait-on forcément travailler gratuitement quand il s'agit de masques en tissu ?

Parce que 95 % des personnes qui fabriquent des masques sont des femmes ! D'ailleurs, quand des appels à couturiers sont lancés, ils sont toujours adressés aux « couturier·es » bénévoles et jamais aux couturier·es. Si c'était des hommes qu'on mobilisait pour la production d'un produit de première nécessité, je doute qu'on fasse appel à leur gentillesse et à leurs générosités supposées. Toute cette notion du care, du soin, est attribuée aux femmes. Dans l'imaginaire collectif, cela reviendrait à nous, les femmes, de prendre la responsabilité de ce genre de chose… Même si très curieusement, on peut constater le contraire dans le choix de l'illustration d'articles de presse sur le sujet : des photos prises dans des ateliers où seuls des hommes s'affairent derrière des machines à coudre…

> Vous soulignez dans un entretien que le métier de couturière était dévalorisé, réduit à « hobby ». Est-ce que ça joue aussi dans l'idée qu'on n'aurait pas à le rémunérer ?

Encore une fois, la question de genre me semble primordiale. En ce moment par exemple, tout le monde jardine. On peut se dire, tout comme la couture, que c'est le métier d'un jardinier mais que c'est le hobby d'une autre personne, comme la couture est mon métier mais le passe-temps d'une autre. Pour autant, s'il s'avérait nécessaire de mobiliser des jardiniers aujourd'hui, métier traditionnellement attribué plutôt aux hommes, est-ce qu'on leur demanderait de travailler gratuitement à l'échelle d'une nation ? Je ne pense pas. Ainsi, non seulement la couture est considérée comme un hobby, mais plus encore, comme un hobby de femmes. Jusque dans les années 1970, les femmes faisaient de la couture à l'école. C'est un savoir-faire que les femmes ont parce qu'ils résultent d'un processus socialement construit. Et puis, plus pragmatiquement, peu d'hommes disposent aujourd'hui d'une machine à coudre. Je voudrais souligner au passage que sont également mobilisés sur la confection des masques certains groupes captifs comme les détenues des prisons ou précaires comme des groupes de sans-papiers. Détenus, sans-papiers, femmes, finalement, cette fabrication massive de masques revient à des groupes déjà fragiles socialement. Remarquons aussi qu'on s'offusque assez facilement du fait qu'il faille payer des professionnelles qui fabriquent des masques mais que, par contre, ça ne viendrait à personne l'idée de contester le fait qu'il faille payer des respirateurs des dizaines de milliers d'euros quand c'est nécessaire d'en acheter un. On ne dit pas aux industriels : « offrez-les-nous ! ». Notons également la réouverture des magasins de bricolage, mais pas des marchands de tissus et merceries, ce qui nous rend perplexe étant donné l'urgence à équiper la population de masques en vue d'un déconfinement.

> Assez rapidement dans les réponses apportées à l'épidémie de Covid19 et la nécessité du masque, que ce soit pour les soignant·es ou les citoyen·nes, les pouvoirs publics se sont avérés globalement impréparés, incompétents et très peu stratèges. Désorientés, ils n'ont souvent trouvé, semble-t-il, comme issu que ce large appel au bénévolat. Est-ce que ça aurait pu se faire autrement ? Quelles autres solutions collectives plus socialement justes on aurait pu ou on pourrait élaborer ?

Les pouvoirs publics auraient en effet pu mobiliser tout le secteur textile du pays. En Belgique et en France, on a encore des secteurs textiles très actifs. Plutôt que de les mobiliser, ce qui aurait semblé le plus logique pour la fabrication de masques à grande échelle, on a préféré mobiliser des citoyennes bénévolement. Le grand avantage : c'est que c'est gratuit ! En Tunisie, par contre, dès le début de la crise, les salariées d'une usine de prêt-à-porter ont été confinées ensemble pour confectionner des masques. Elles touchent leurs salaires et les heures sup sont bien sûr rémunérées.

> Dans cette affaire de masques, on a fait face à une espèce de panne d'imaginaire, de prise de décisions à la mesure des évènements. Les pouvoirs publics ne sont par exemple jamais lancés dans la réquisition d'usines textiles ou la mise en place de leurs propres ateliers…

Ça m'aurait semblé beaucoup plus logique en tout cas d'organiser la production de masques, de mobiliser l'ensemble du secteur textile et de l'orienter vers la production de ces masques. Mais pour moi ce n'est pas un oubli ou une panne d'imagination : c'est simplement un moyen de faire des économies, de faire en sorte que cette crise coûte le moins cher possible. Ça relève plutôt de l'idéologie néolibérale, celui d'un choix purement économique : même en temps de crise grave, on continue de chercher à faire des économies avec un travail gratuit ! Le choix du bénévolat, c'est aussi un choix plutôt contre-productif et inefficace en ce qu'il répond lentement et mal à la situation. L'appel à bénévoles nous fait en effet prendre du retard sur le moment où il y aura suffisamment de masques pour tout le monde. Ce n'est pas une réponse rapide à un besoin urgent. Car d'une part un appel à bénévoles implique un temps de réponse plus ou moins long, d'hésitation où les gens se décident ou non à s'engager. Et car d'autre part, toute une partie de ces bénévoles n'étant pas des professionnelles de la confection, on perd du temps en acquisition du savoir-faire nécessaire à la fabrication du masque. D'autant que les kits qu'elles reçoivent sont souvent mal faits, mal coupés, et durs à travailler. Bref, ça peut être une production très fastidieuse. Et la qualité des masques issus de ces kits n'est d'ailleurs généralement pas très bonne.

On pourrait évoquer aussi le fait qu'on s'est mis à leur demander toujours plus. Ainsi, dans un appel par la Région bruxelloise, par le biais de l'entreprise de travail adaptée Travie qui fait l'intermédiaire, les bénévoles ont d'abord reçu des kits de 25-50 masques à produire. Mais on leur a annoncé qu'ils allaient prochainement recevoir des kits de 200 masques à réaliser ! Il n'a jamais été question d'une telle hausse des cadences de production lors des prises de contact. De quoi larguer bon nombre de bénévoles.

> Beaucoup de gens en arrivent dès lors à considérer que les masques doivent être gratuits et surtout que leur confection soit non rémunérée. Vous recevez par exemple de copieuses insultes simplement parce que vous avez décidé de ne pas jouer ce jeu du bénévolat forcé et de faire payer à leur juste prix les masques que vous fabriquiez. Est-ce qu'on n'est pas dans une sorte de confusion entre la gratuité née du don de soi, de la générosité et la gratuité socialement construite du service public, où quand l'hôpital ou l'école sont « gratuits », c'est parce que les impôts les financent et rémunèrent les infirmiers et instituteurs ? Ici, on n'est pas arrivé pas à inclure les masques dans la sphère du service public de la santé et on l'a confié aux individus et au marché. On pourrait pourtant par exemple imaginer que ces masques, vu leur nécessité sanitaire, soient remboursés par la Sécu…

Ce qui m'effraie c'est qu'avec cette opération, j'ai l'impression que les États, la France et la Belgique, habituent leurs populations à croire que le travail n'a pas de valeur. Sans vouloir être

parano, on peut se demander si cette histoire de gratuité sur les masques peut être annonciatrice d'une baisse globale des salaires, qu'elle participe à rendre cette diminution acceptable par la population au nom de la crise sanitaire et économique.

> Lesmasquesdebruxelles est donc un collectif formé dans l'urgence qui propose d'acheter des masques en tissus réalisés à partir du recyclage de pantalon que vous récoltez à Schaerbeek pour en équiper les habitant·es. Comment s'organise ce projet à finalité sociale ?

Même si on a distribué des masques gratuitement à des sans-papiers et des sans-abri, on propose effectivement nos masques à la vente. Depuis le début de cette crise, je sais combien il y a de personnes professionnelles dans le pays qui se sont retrouvées sans revenus et qui sont capables de répondre à ce besoin d'urgence. Ce projet vise à ce que ces personnes dont c'est le métier et qui font des masques soient rémunérées pour cela. Actuellement, l'équipe est composée de six personnes, dont trois couturières. Vu les commandes enregistrées, on va devoir dès la semaine prochaine en rajouter trois autres ainsi que deux coupeuses, une équipe qui gère la collecte et un responsable des commandes et planning de production. Et ce n'est pas impossible qu'on soit à terme une quinzaine à travailler sur ce projet. Si j'accepte de me tuer à la tâche dans cette démarche, c'est parce que je sais que ça va permettre à un maximum de gens de bosser. C'est une super manière de résister à la fatalité, de continuer d'avoir de l'espoir malgré la crise et le climat anxiogène.

On tient à ce que notre projet reste pour le moment en circuit court. C'est une chouette manière de présenter notre travail, un peu comme un agriculteur qui va vendre directement ses légumes sur le marché. On sait pourquoi on le fait car on voit à qui on le vend. Car on reçoit essentiellement des commandes de Schaerbeekois·ses. On ne livre pour le moment que dans un seul point de vente à Schaerbeek. Et c'est encore à Schaerbeek qu'on récolte notre matière première, à savoir des pantalons qu'on recycle et qu'on transforme en masques. Plutôt que d'aller monter d'énormes usines, on pourrait imaginer que ce genre d'initiatives locales se multiplient, dans chaque commune de Bruxelles et de Belgique. C'est motivant d'arriver à faire tout cela sur place, pour un quartier, une commune. Et ça permet de raviver du lien humain et une proximité largement déchirés par le confinement. Car on rencontre les personnes, celle qu'on livre, celles qui nous donnent des pantalons, on discute longuement en équipe pour savoir comment on se gère, combien on se rémunère, etc. On reçoit beaucoup de messages de gens qui nous encouragent à continuer.

> Vous avez reçu aussi le soutien d'un autre secteur sinistré, le secteur culturel…

J'ai fait un post pour chercher un nouvel espace pour nous servir d'atelier. Quelques heures plus tard, j'ai été contactée par le Théâtre des Riche-Claires, la Balsamine et Théâtre des Martyrs qui étaient tous d'accord pour qu'on s'installe chez eux ! On va probablement aller au plus près des Schaerbeekois·es, à la Balsamine, pour pouvoir fabriquer, trouver les matières et vendre les masques dans la même zone.

> Et est-ce que les pouvoirs publics vous ont proposé de l'aide ? Vous souhaitez demander à être aidés par eux dans votre démarche ?

On a demandé un espace à la commune de Schaerbeek mais ça n'a rien donné. À vrai dire, je suis tellement déçue par la manière dont les pouvoirs publics ont globalement géré les choses jusqu'à maintenant que je n'ai pas forcément envie de coopérer avec eux. Je préfère qu'on reste dans une démarche citoyenne, un groupe qui se forme sur des rencontres et des affinités autour d'un projet

fédérateur, avec des habitant·es de Schaerbeek qui nous font confiance. Je ne voudrais pas qu'on soit récupérés. On entend beaucoup parler de l'organisation d'un nouveau système de vie au-delà de cette crise, d'un «après». Un projet de proximité comme le vôtre est-il une manière de participer de cette démarche d'une économie plus juste et plus humaine ?

C'est assez inédit pour nous de travailler comme ça avec une durée indéterminée et un salaire incertain, mais nous acceptons tous les conditions d'emblée. Parce que nous nous engageons tous les six dans cette aventure expérimentale de l'artisanat de demain. C'est expérimental à tous les stades : l'approvisionnement en matière première, la communication (parfois très «traditionnelles» puisque tout est parti d'une annonce papier déposée chez la fromagère en bas de chez moi pour en arrivé à une com sur les réseaux très ciblée sur la commune) ou le calcul des salaires (on est tous rémunérés au même taux horaire, et ça en fonction des ventes réalisées). Au début, on souhaitait même acheter aux gens leurs pantalons que nous allions recycler, personne n'a accepté, mais l'idée était que l'activité permette à tout le monde d'y gagner à la mesure de la contribution… Pour moi, c'est peut-être la première fois que faire la couture répond à un besoin si urgent. Ici les solutions qu'on trouve pour répondre à la crise (comment trouver du textile quand tous les fournisseurs sont fermés, par exemple) nous inspirent énormément pour nos méthodes à long terme. Je crois sincèrement que chacun·e sera amené à choisir de faire ce qui a plus de sens au milieu de ce grand trou noir, qu'en tout cas c'est l'occasion idéale pour se réinventer, pour appréhender nos pratiques d'une nouvelle manière.

ENTRETIEN PUBLIÉ SUR LE SITE AGIRPARLACULTURE.BE

Un collectif en autogestion, une piste pour l'après : Ophélie, Maya, Annabelle, Loransse, Bruno, Henri, Philippe, Matthieu et Anna fonctionnent en autogestion, «avec une réunion hebdomadaire pour évoquer les bilans de chacun, ce qui marche, ce qui peut être amélioré. Pas de rapport pyramidal, les décisions sont prises ensemble, et chacun·e a le même poids dans le processus de décision. Pour la suite, après le confinement, ce serait une piste à continuer de développer. Ça nous permet de fournir un travail à la fois efficace et heureux !»

Site web : www.lesmasquesdebruxelles.be

Facebook : www.facebook.com/lesmasquesdebruxelles

ARGENTINE

LA SOLIDARITÉ DURANT LA QUARANTAINE : L'ENTREPRISE FRIGORIFIQUE INCOB

FRANCISCO CANTAMUTTO[1]

En pleine pandémie, l'entreprise récupérée et gérée par ses salarié·es de Bahía Blanca, reste opérationnelle. Mais, au-delà de son fonctionnement habituel, elle développe des réseaux de solidarité avec les secteurs laissés à l'abandon dans son voisinage. Bien qu'elle ait subi un vol coûteux au début de la quarantaine, la coopérative a réussi à donner quatre tonnes de viande à ceux et celles qui n'ont pas encore reçu l'aide d'un État dévasté par quatre années de néolibéralisme.

La pandémie de coronavirus Covid-19 a fait éclaterles tensions qui s'accumulaient dans l'économie mondiale, et l'Argentine n'échappe pas à cette situation. Après la destruction de l'appareil productif, sous le gouvernement Cambiemos, le pays s'est retrouvé affaibli face à la crise. Plus de pauvreté, plus d'inégalités, plus de chômage, des salaires plus bas, des conditions de travail plus mauvaises, des PME noyées sous les dettes, et tout cela à cause d'un véritable pari sur la spéculation.

Les attentes à l'égard du nouveau gouvernement n'étaient pas minces, à l'aune de l'espoir de renverser cette situation douloureuse. La pandémie mondiale a créé une nouvelle difficulté, juste au moment où le plus urgent était de résoudre les dettes sociales. Il est important d'avoir en tête ce contexte, lorsque l'on réfléchit aux actions concrètes décrites.

Les entreprises récupérées font partie des nombreux secteurs mis à mal par les politiques de ces dernières années. Ceux et celles qui s'organisent collectivement doivent faire face aux tarifs douaniers, aux taux d'intérêt exorbitants, à un marché intérieur de plus en plus étroit et à un contexte politique défavorable. Nombre de ces entreprises, en particulier dans l'industrie textile et dans la métallurgie, ont dû fermer à cause de la quarantaine. Jusqu'à présent, et c'est le cas du mouvement autogestionnaire plus largement, elles n'ont pas particulièrement bénéficié du plan de relance du gouvernement – même si, contrairement à avant, elles n'en sont pas formellement exclues.

C'est dans ce cadre que les entreprises récupérées font face aux défis d'une économie stagnante, dont elles dépendent à travers la demande. Peu d'entre elles font partie des secteurs non paralysés parce que considérés comme essentiels. On note un plus grand souci et intérêt pour la sécurité des associé·s de ces coopératives que dans beaucoup de grandes entreprises. Elles ont aussi multiplié les actes de solidarité. Par exemple, plusieurs entreprises textiles ont converti leurs chaînes pour produire et donner des masques.

Le cas spécifique dont nous parlons ici est celui d'INCOB (*Industria de la Carne Obrera*), une usine récupérée, de transformation de viande, à Bahía Blanca. Plus de 70 personnes y travaillent. INCOB a connu plusieurs vicissitudes depuis son occupation et sa reprise en 2005. Elle fonctionne sous forme de coopérative depuis 2008 ; mais ceci n'a pas préservé le groupe de difficultés dues aux actes de quelques personnes qui ont eu pour conséquences de gravement endetter l'entreprise, notamment vis-à-vis d'organismes d'État. Les coopérateurs et coopératrices ont pu écarter les éléments qui s'enrichissaient sur le dos du collectif et, depuis 2015, le groupe est reparti sur de bonnes bases. Les

1. Article publié dans la revue *Autogestión*, trad. Christian Mahieux.

nouvelles organisations mises en œuvre garantissent la rotation, sont transparentes et démocratiques. Et cela renforce la lutte elle-même.

Depuis que la quarantaine obligatoire a été décrétée, INCOB a suspendu les tâches non prioritaires, se concentrant sur les essentielles. Prenant soin les un·es des autres, les travailleurs et travailleuses se sont concentré·s sur le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, ils et elles ont réussi à maintenir les volumes de production sans revers majeur. Dans les premiers jours de la crise, l'entreprise a subi un vol : une scie à coffre, machine de base pour le travail qui vaut plus d'un demi-million de pesos. Dans les quartiers environnants, comme dans de nombreux endroits, il y a des besoins vitaux urgents : le soulagement attendu depuis des années ne vient pas et la désespérance gagne du terrain. La réaction à ce vol n'a pas été une condamnation ou une diabolisation, mais l'empathie et la solidarité. Orlando Acosta, secrétaire de la coopérative explique :

> Quand la pandémie et la quarantaine ont commencé, nous avons constaté qu'il y avait des gens près de nous, des gens que nous connaissions, qui étaient dans le besoin, qui passaient un très mauvais moment. Nous avons le privilège d'être une industrie alimentaire et nous devons continuer à travailler pour qu'il n'y ait pas de pénurie. Mais nous avons des proches [...] qui ont été touchés dès le début.

Belén Fernández, ouvrière de l'usine de conditionnement de la viande, souligne que, ce qui a commencé comme une chaîne de dons à leurs proches, s'est rapidement transformé – sous l'impulsion notamment de l'actuel président de la coopérative, Ernesto Güenemil – en un mécanisme d'action huilé dans un plus grand rayon. Attaquée, frappée à l'intérieur et de l'extérieur, l'entreprise récupérée se considère comme privilégiée devant ses paires. Et elle agit. [...]

Des dons sont faits aux aires d'espaces sociaux, aux cantines et aux organisations de quartier, mais aussi aux familles dans le besoin ; ils sont distribués selon l'ordre dans lequel celles-ci demandent de l'aide. Les coopérateurs et coopératrices rencontré·es ont évoqué avec douleur le cas d'une famille qui vivait dans les installations animalières du zoo municipal. Une fois par semaine, des denrées non périssables et des vêtements donnés par les employés d'INCOB, sont également distribués. Une coopérative apicole a ajouté les dons de miel à ce dispositif. Ils et elles rendent possibles ces distributions, en prenant en charge les dépenses de carburant nécessaires pour se rendre dans tous les quartiers défavorisés de la ville ; c'est le véhicule de la coopérative qui est utilisé. La CTA[2] locale et régionale a fait un don en espèces pour aider à couvrir ces dépenses. Et plus encore, ils et elles donnent de leur temps, préparent des colis et les livrent, alors qu'ils et elles pourraient être avec leurs familles, à prendre soin les un·es des autres.

Les moyens mis en œuvre au sein de l'entreprise récupérée pour atteindre la limite de ses possibilités, détonnent avec ceux d'un État délabré, qui n'agit pas avec la rapidité et l'efficacité nécessaires. Orlando a souligné l'existence d'une longue liste d'attente pour les dons. Belén a mentionné que, de la demande, on passe à une frustration lorsqu'il n'y en a pas assez pour tout le monde. En d'autres termes, le manque de dynamisme de l'État se transforme en frustration à l'égard de ceux et celles qui prennent sa place en cherchant à aider. Le besoin urgent de nourriture ne peut attendre plus longtemps, car des années de misère ont déjà fait des ravages.

Cet effort ne reçoit pas l'attention qu'il mérite dans la presse, qui est plus attentive aux épisodes violents et autres faits divers. Certes, le cas d'INCOB n'est pas le seul, ni peut-être le plus héroïque, mais c'est un exemple qui mérite d'être connu. INCOB, en tant qu'organisation récupérée, prend soin de ses travailleurs et travailleuses, ainsi que de celles et ceux qui les entourent. Une logique qui ne sera jamais compatible avec la recherche du profit comme moteur de l'économie.

2. La Central de Trabajadores de la Argentina est l'une des organisations syndicales argentines.

FRANCE

POURQUOI IL FAUT SOCIALISER L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

GRÉGOIRE MARIMAN[1]

L'industrie pharmaceutique est une filière indispensable pour produire, en grande quantité, des tests de dépistage et une molécule qui donnerait des résultats contre le virus. Elle l'est également, hors contexte d'épidémie, pour produire des vaccins et des médicaments contre les maladies chroniques, par exemple. La laisser entre les mains d'intérêts privés, c'est aller vers de nouvelles catastrophes.

C'est parce que l'industrie pharmaceutique est soumise à la loi du profit que sa production a été délocalisée, notamment en Chine et en Inde, afin de baisser les salaires et les conditions de contrôle sur les médicaments[2]. L'Inde fournit 20 % de la demande mondiale. Or l'État indien a décidé, après avoir décelé six cas de coronavirus, de restreindre l'exportation de 26 médicaments (antibiotiques, paracétamol, un antiviral…) pour sécuriser son approvisionnement[3]. Les chaînes d'approvisionnement en médicaments ont ainsi été considérablement complexifiées, la doctrine libérale de gestion des stocks à flux tendu n'arrangeant rien. Mais cela ne date pas de la pandémie. En une décennie, les ruptures de stocks de médicaments en France ont été multipliées par douze[4] (anti-infectieux, vaccins, traitements contre l'épilepsie ou Parkinson, anticancéreux), et sont aujourd'hui craintes par les malades chroniques dont les associations ont signé une tribune avec des scientifiques et des responsables CGT et Solidaires[5].

La relocalisation de la production de médicaments en France ou en Europe est aujourd'hui en débat. Mais tant que cette production restera soumise à la loi du profit, ça ne sera pas suffisant. Les entreprises françaises chercheront à maximiser leurs profits par d'autres biais que les délocalisations : en se concentrant sur les médicaments qui rapportent, en gérant les stocks en flux tendu, en changeant les formules pour déposer de nouveaux brevets[6] ou en faisant du lobbying pour que ce soient les traitements les plus onéreux qui soient remboursés et donc prescrits[7]. D'ores et déjà, Sanofi tire parti de la crise en annonçant l'externalisation de six de ses onze sites européens (soit plus de 1 000 salarié·es en France et 3 000 en Europe), soi-disant pour mieux lutter contre les pénuries, en réalité pour se débarrasser des sites produisant les médicaments les moins lucratifs[8].

CE QUE SIGNIFIE LE CONTRÔLE POPULAIRE

Sortir cette industrie de la loi du marché en la socialisant est donc une question de santé publique. Socialiser, ça ne veut pas simplement dire la réquisitionner le temps de la crise : en effet, réorganiser une production largement délocalisée, ça ne va pas se faire du jour au lendemain. Socialiser, ça ne veut pas non plus dire nationaliser, au sens où l'État deviendrait actionnaire majoritaire voire

1. Grégoire Mariman est chercheur.
2. « Un tiers des médicaments produits en Inde sont non conformes », *Le Monde,* 11 janvier 2018.
3. « Covid-19 : l'Inde restreint l'exportation de 26 médicaments et API », *Industriepharma.fr,* 3 mars 2020.
4. « Coronavirus : la chaîne d'approvisionnement des médicaments remise en cause », RFI, 6 mars 2020.
5. « Pénurie de médicaments vitaux, tests et équipements : l'appel des personnalités ! », à retrouver sur le blog de Pauline Ondeix, 7 avril 2020, *Mediapart.*
6. Comme cela s'est fait avec le Levothyrox en 2017, ce qui a conduit à une vague d'effets secondaires indésirables chez les malades.
7. Simon Gouin, « Lobbying : comment l'industrie pharmaceutique prend d'"assaut" les institutions européennes », *Bastamag.net,* 24 mai 2019.
8. « Le grand coup de bluff du groupe Sanofi », *L'Humanité,* 16 avril 2020.

unique, mais où l'on resterait dans le cadre de la concurrence capitaliste, en s'imaginant que l'État aux commandes, « ça sera moins pire ». On voit bien où peut nous conduire le cas d'Air France que le gouvernement envisage de renationaliser parce que la compagnie est en difficulté… en annonçant qu'il la revendra une fois la crise passée – et sans doute après y avoir injecté moult argent public, ce qui se nomme socialiser les pertes et privatiser les profits !

« SOCIALISER, ÇA NE VEUT PAS SIMPLEMENT DIRE RÉQUISITIONNER, NI NATIONALISER »

Socialiser, ça ne veut pas non plus dire que les travailleuses et les travailleurs font ce qu'ils veulent dans les entreprises de ce secteur. Une concurrence entre entreprises autogérées conduirait à coup sûr à des dérives similaires. Cela signifierait que l'organisation du travail serait de la responsabilité des travailleurs, mais que la finalité de la recherche et de la production serait sous contrôle populaire, par le biais d'une planification démocratique. La population, à travers ses représentantes et ses représentants (mandaté·es révocables et/ou personnes tirées au sort, membres d'associations de malades), déciderait, en concertation avec les travailleurs de l'industrie concernée, des priorités de la recherche et de la production. Une caisse d'investissement financée par la cotisation sociale, sur le modèle de la Sécu, permettrait de dégager cette industrie de la loi du profit[9]. La question de l'utilité de chaque emploi[10], de chaque site de production et de son éventuelle reconversion écologique pourrait ainsi être mise en débat.

NE PAS S'EN TENIR À CETTE FILIÈRE

Mais finalement, ce raisonnement, on peut l'appliquer à toutes les entreprises. Qu'on le veuille ou non, c'est indispensable. Toute l'économie est imbriquée : la pharmaceutique dépend de l'approvisionnement en matières premières[11], en machines, de la logistique, etc. Or la socialisation d'une partie de l'économie se solderait nécessairement par des mesures de rétorsion de la part des capitalistes : pénalités de l'Union européenne ou barrières douanières, jusqu'à l'exemple d'un coup d'État comme au Chili en 1973. On pourrait imaginer le patronat des transports refusant de livrer les entreprises socialisées, ou bien celui la chimie refusant de livrer des consommables, en prétextant du désordre causé par la socialisation. Mais cette imbrication est également internationale. Certains médicaments nécessitent une collaboration entre pays, notamment quand un petit nombre de malades est concerné. Il faudra donc pousser à la socialisation au-delà les frontières, et briser la dépendance commune aux intérêts privés.

Ne socialiser qu'une partie de l'économie n'est donc pas réaliste : c'est tout ou rien. Mais dans le contexte d'une pandémie qui a ouvert les yeux à beaucoup de monde, on peut gagner une majorité d'idées sur la nécessité de socialiser le secteur de la santé et de l'industrie pharmaceutique. Un objectif intermédiaire avant d'aller vers la socialisation générale des moyens de production.

9. Sur ce point, et dans ce cadre – socialisation d'un secteur industriel particulier en dehors de la révolution globale de l'économie et de la société que prône l'UCL – nos idées peuvent rejoindre celles de Bernard Friot, « La cotisation, levier d'émancipation », *Le Monde diplomatique,* février 2012.

10. On pense ici aux emplois parasites comme celui de représentant médical.

11. C'est, par exemple, l'approvisionnement insuffisant en réactifs qui limite aujourd'hui la production de tests de dépistage. « Les "réactifs" au cœur du manque de tests », *Libération,* 29 mars 2020.

ÉPHÉMÉRIDE

ÉPHÉMÉRIDE SOCIALE (11 MAI-17 MAI)

11 MAI

FRANCE. Le 2 mai, les salariés d'Auchan Val d'Europe (77) ont organisé un débrayage, exigeant une même prime de 1 000 euros pour toutes et tous. Une colère chez les salariés de la grande distribution suite aux effets d'annonce sur la prime et les conditions d'accès à cette prime. À leur plus grande surprise, les clients d'Auchan leur ont apporté leur soutien : malgré la queue grandissante, la plupart les ont applaudis et ont manifesté leur consternation générale quand les salarié·es leur ont expliqué les différences de prime entre les salarié·es (http://onvaulxmieuxqueca.ouvaton.org/spip.php?article5326).

GUYANE. Dans une lettre ouverte au président de la République, la Confédération générale du travail DIECCTE, Komité Drapo, le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale, Nou Paré Pou, le Mouvement Péyi Guyane, Parti progressiste guyanais, Solidaires Guyane, l'Union nationale des syndicats autonomes DEAL, l'Union des travailleurs guyanais se déclarent « stupéfaits devant la volonté de lever le confinement en Guyane à compter du 11 mai ». En effet, « la gestion de la crise sanitaire en Guyane montre une fois de plus que les décisions relatives à la Guyane et au peuple guyanais doivent se prendre en Guyane et non en Europe à plus de 7 000 km ! ». Les organisations demandent « la mise en place d'un Comité de direction local de gestion de crise comprenant les acteurs de la vie sociale (syndicats de travailleur·euses, associations de parents d'élèves et de citoyens, partis politiques, etc.). Ce comité aurait à charge de se prononcer sur les modalités de gestion de la crise sanitaire et d'élaborer un réel plan pour la réouverture des structures citées à la prochaine rentrée scolaire avec les moyens alloués. Ce comité s'appuierait sur une coopération internationale de l'espace guyano-amazonien, ainsi que sur un comité scientifique local. »

CANADA. Le Congrès du travail du Canada (CTC) exige des changements majeurs dans le secteur des soins de longue durée : « La pandémie actuelle a dévoilé les conséquences de décennies de réduction du financement et de privatisation dans le secteur des soins de longue durée », déclare Hassan Yussuff, président du CTC. « La tragédie à laquelle nous assistons découle directement de l'implantation d'un modèle à but lucratif. Les soins de longue durée doivent être fournis à titre de service public. »

FRANCE. Dans un communiqué commun, Solidaires, la CGT et la FSU des Côtes-d'Armor appellent à la relance de la production de masques de protection sanitaire près de Saint-Brieuc et soulignent qu'« il n'appartient pas aux marchés financiers, représentés ici par M. Chatilla [un repreneur potentiel], de défendre l'intérêt général et d'assurer la protection sanitaire des populations », et que « la SCIC [société coopérative d'intérêt collectif] est au contraire, l'une des réponses majeures à la question que nous pose la pandémie que nous traversons. Plutôt que de relancer la machine infernale du capitalisme financier, les élu.es doivent, avec les organisations syndicales et les ancien·nes salarié·es de l'usine Honeywell, faire clairement le choix d'un autre mode de production et de développement. Nous ne voulons pas que le monde d'après soit le même, voire pire, que le monde d'avant. »

ÉTATS-UNIS. À la Nouvelle-Orléans, un groupe d'éboueurs est en grève depuis le 5 mai pour exiger une prime de risque et des équipements de protection individuelle. Les travailleurs de la Nouvelle-Orléans ont déclaré que leur employeur ne leur fournissait pas d'EPI et qu'ils étaient exposés au coronavirus et à d'autres risques. Aussi, ils exigent 135 dollars plus une prime de risque de 150 dollars par jour jusqu'à la fin de la pandémie. Ils demandent également la fourniture quotidienne d'équipements de protection adéquats. La ville de la Nouvelle-Orléans a contracté pour 10 millions de dollars un contrat avec leur employeur Metro Services Group, une société privée, pour les services de collecte des ordures.

FRANCE. Les syndicats Solidaires des différents modes de transport de l'Isère réclament des moyens de protection pour les salariées et les usagers. Notant que leur insuffisance est anxiogène pour l'ensemble de la population, ils appellent leurs collègues à user du droit de retrait dès qu'ils jugent une situation de danger grave et imminent pour leur vie et leur santé.

INDE. Le gouvernement de l'État du Karnataka est revenu sur sa décision antérieure et a demandé la reprise

de services de trains spéciaux pour aider les travailleurs migrants à retourner dans leurs États d'origine. Cette décision est intervenue après que 10 syndicats coalisés au sein du Joint Committee of Trade Unions (JCTU), aient protesté fermement auprès du gouvernement, dirigé par le parti d'extrême droite Bharatiya Janata (BJP). Le gouvernement du Karnataka avait précédemment décidé de demander l'arrêt de ces services à la suite d'une réunion avec l'association des promoteurs immobiliers. Les promoteurs immobiliers voulaient retenir les migrants pour conserver une main-d'œuvre bon marché pour leurs projets.

FRANCE. À Rennes, environ une cinquantaine de personnes ont manifesté ce lundi 11 mai place de la République dans une ambiance surréaliste. Les manifestants ont entonné des slogans, dont le fameux «On est là» des gilets jaunes. Policiers et gendarmes étaient en nombre pour éviter tout rassemblement (38 verbalisations et six contrôles d'identité). Une manifestation qui n'a finalement duré que quelques minutes. Derrière la Poste, Sud PTT manifestait aussi. À Toulouse, à l'appel des syndicats CGT et SUD s'est tenue une «Manif Gestes barrières» au CHU Purpan, le 11 mai, qui exige des moyens supplémentaires. 600 personnes présentes. Manifestation de SUD-PTT d'Ille-et-Vilaine post-confinement pour la défense des conditions de travail: «Beaucoup de gendarmes mobiles et BAC présents», a précisé un manifestant. «Grève massive à Paris-15 ce matin! Gros taux de grévistes avec des travées entières sans collègues! Grève historique, en particulier, aux lignes et acheminement», indique Sud-PTT. À Rouen, au premier jour du déconfinement, les syndicats CGT et Solidaires de Seine-Maritime ont manifesté, «par paquets de dix» devant la préfecture et la mairie de Rouen et dénoncé «la politique criminelle du gouvernement en refusant notamment de suspendre les activités non essentielles, laissant de nombreux salariés être exposés au risque de contamination». À Macon, à l'appel du Collectif alternatives sociales et citoyennes, une centaine de personnes se sont réunies devant le centre hospitalier «pour exiger de l'argent pour la santé, pour l'hôpital et les soignant·e·s et pour l'ensemble des services publics, de l'argent à la hauteur des enjeux sanitaires sociaux et écologiques». À Saint-Nazaire, près de 200 personnes se sont retrouvées sur le parvis de la Cité sanitaire à l'appel de la Maison du peuple et de différents collectifs car «la crise a montré que nous avions besoin de services publics, d'un hôpital public et de moyens». Une nouvelle manifestation est programmée ce samedi à 13 heures, place du Commando. Une cinquantaine de personnes a répondu à l'appel du collectif Bas les masques, à Clermont-Ferrand, pour que «le monde d'après ne soit pas celui d'avant». Au Havre, les gilets jaunes et collectif Bas les masques manifestent dès le premier jour du déconfinement. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées à 19 heures devant l'hôpital Jacques Monod, pour montrer leur colère et leur soutien aux soignants. Une quinzaine de gilets jaunes se sont retrouvés place du Peuple à Saint-Étienne lundi à 14 heures, les manifestants ont été verbalisés. Enfin à Nantes à 19 heures, devant le CHU, 300 personnes ont dit leur soutien aux soignants mais aussi dénoncé la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement. À Marseille, une cinquantaine de personnes ont marché le long de la Canebière, en brandissant des slogans comme «Dites la Vérité», «Plus de fric pour les hôpitaux, pas pour Bernard Arnault!» (PDG du groupe de luxe LVMH) à l'appel d'Extinction Rébellion.

FRANCE. Trente organisations, dont Attac, la LDH, le NPA, Solidaires, Vies volées, comité Adama, etc. avaient organisé une chaîne humaine, lundi 11 mai, contre les violences dans les quartiers, à l'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), une commune voisine de Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), où avaient eu lieu des affrontements après qu'un motard eut été blessé, le 18 avril, par un car de police. Cela avait entraîné des réactions des jeunes d'autres quartiers de la région parisienne et d'ailleurs. Alors que le rassemblement se préparait dans le respect des règles sanitaires de distance, la police, en nombre sur les lieux, a nassé une centaine de participants devant l'hôtel de ville créant en climat de tension. Qui ne respecte pas les règles sociales de sécurité, des manifestants espacés de plus d'un mètre où des flics qui, sans raison, vont au contact?

12 MAI

ITALIE. À l'occasion de la Journée mondiale des infirmières, ces dernières se sont invitées dans la rue en région Lazio, défiant les interdictions régionales. Leurs principales revendications restent la revalorisation des salaires, la titularisation des collègues en CDD et de nouvelles embauches.

INDE. Une association de médecins des hôpitaux municipaux de Delhi a écrit au premier ministre Modi,

car ils n'avaient pas été payés depuis trois mois. «Nous n'avons pas reçu de salaire depuis trois mois (février-avril), et nous connaissons notre devoir en tant que médecin de servir les patients. Nous ne demandons rien de plus, mais juste nos salaires», a déclaré le Dr R.R. Gautam, président de l'Association des médecins de la corporation municipale (MCDA). La seule option qui reste aux médecins serait de «démissionner en masse», indique le courrier. Dix membres du personnel médical, dont sept médecins de l'hôpital Hindu Rao ont été testés positifs au Covid-19 au cours des dernières semaines. C'est le plus grand hôpital de Delhi.

ÉTATS-UNIS. On estime que 1,4 million de travailleur·euses de la santé ont perdu leur emploi en avril. Fae-Marie Donathan, infirmière depuis 42 ans, licenciée, témoigne : «Un porte-parole de son hôpital a déclaré qu'ils connaissaient des difficultés financières à la suite de la pandémie. L'American Hospital Association explique que les hôpitaux allaient perdre jusqu'à 200 milliards de dollars jusqu'en juin. La majeure partie de cette perte de revenus est due au fait que les hôpitaux n'effectuent plus les opérations programmées. Et parce que les hôpitaux ne font pas beaucoup d'argent, ils disent qu'ils ne peuvent pas se permettre de garder tout le personnel.»

FRANCE. Il faut absolument que l'économie recommence à tourner pour que tout soit comme avant. En ce premier jour de déconfinement les courses hippiques, activité écologique s'il en est, et les paris qui les accompagnent ont repris sur les champs de courses pour le plus grand plaisir des propriétaires, des turfistes et de l'État. Sans public sur place, les jockeys courent avec des masques mais pas les chevaux et les distances barrières sont loin d'être respectées ! Quant au respect des règles de protection dans les PMU on ignore pour l'instant comment elles vont pouvoir être surveillées. Les courses avaient été la dernière activité de jeu d'argent basé sur le travail humain légalisé à être arrêtée le jour même du confinement, elle sera donc la première à être rouverte. Bonne chance aux jockeys et à leurs chevaux, quant à la diffusion du virus par les parieurs ce sera à mesurer dans une statistique que ne manquera pas d'introduire un jour le ministère de la santé.

HONG KONG. Plus de 3 000 travailleurs hospitaliers ont voté en faveur d'une grève qui pourrait commencer dès lundi dans le but de faire pression sur le gouvernement de Hong Kong pour qu'il ferme ses frontières avec la Chine continentale. Les travailleurs sont membres de la Hospital Authority Employees Alliance, créée en décembre et composée de 18 000 médecins, infirmières et autres employé·es de l'hôpital. Plus de 9 000 travailleurs médicaux ont signé une pétition, s'engageant à se joindre à la grève potentielle. Les travailleurs hospitaliers non essentiels devraient faire grève lundi, le reste des travailleurs commençant à faire grève pendant le reste de la semaine prochaine. L'autorité hospitalière de Hong Kong a rappelé que les hôpitaux comptent environ 77 000 travailleurs au total, dont 6 500 médecins et 27 000 infirmières.

INDE. Le gouvernement de l'État du Maharashtra a décidé d'augmenter à 12 le nombre d'heures de travail par jour jusqu'au 30 juin. Cependant, les entreprises devront payer le double aux travailleurs pour ce travail supplémentaire ; les heures de travail hebdomadaires ne peuvent pas dépasser 60 heures. Cette décision a été prise après que la Confédération de l'industrie indienne et les chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture de Maratha aient soumis un mémorandum au gouvernement de l'État faisant état d'une réduction de la main-d'œuvre. Vivek Montero, secrétaire du Centre des syndicats indiens (CITU) du Maharashtra, a déclaré : «C'était absolument inutile. Les lois du travail ont une histoire. Elles ont aidé les travailleurs ainsi que les industries à croître. Ces changements portent atteinte aux droits des travailleurs. Cela a été fait sans consultation des ouvriers. Cette opinion selon laquelle le droit du travail est un obstacle à la croissance de l'industrie est fondamentalement erronée et nous avons de sérieuses objections à cela.»

AFRIQUE DU SUD. Plus de 100 travailleur·euses de la santé à l'hôpital Tygerberg du Cap dont des infirmières, ont manifesté devant l'hôpital pour déplorer leur sort durant la pandémie de Covid-19 et pleurer la mort de leur collègue, Ntombizakithi Ngidi, décédé ce week-end. Ils et elles ont dénoncé que malgré plusieurs tests positifs au Covid-19, la direction de l'hôpital n'a pas réussi à nettoyer en profondeur les locaux où le personnel travaille, ni à fermer les services et isoler ceux qui avaient travaillé avec les victimes du Covid-19. Amina Pinto, infirmière à Tygerberg Hopsital et présidente de la Democratic Nursing Organization of SA (Denosa), a déclaré que les infirmières étaient en deuil en raison de la négligence de la direction.

FRANCE. À l'EPSM (Établissement public de santé mentale), la CGT a déposé un préavis de grève

reconductible. Elle tiendra un piquet de grève à l'entrée de l'établissement. Pour la CGT, «pas d'incertitude sur ce que doit être le jour d'après : nous ne voulons pas d'un retour à l'anormal !! ». Elle revendique «une revalorisation des salaires à 300 euros nets, le recrutement de personnels, la mise en stage des contractuel·les, l'arrêt de la fermeture de lits et de services».

ÉTATS-UNIS. À l'appel du National Nurses United (NNU), un millier d'infirmières ont allumé des bougies en streaming pour rendre hommage à la centaine des leurs qui ont perdu la vie. Le NNU dénonce les directions «qui ont échoué à protéger le personnel soignant en ne fournissant pas les équipements de protection nécessaires».

FRANCE. Une fiche pédagogique a été remise aux enseignants avant la reprise de l'école. Elle met en garde contre le risque de «replis communautaires» de certains élèves (voir «Rentrée scolaire entre surveillance et "débrouillez-vous"», p. 51). Le syndicat SUD-Éducation a condamné cette fiche qui vise «explicitement [...] les musulmans ou identifiés comme tels». Pour le SNuipp-FSU, «on pointe simplement la possibilité de dérive islamiste, mais on le dit presque à la fin de la fiche, et en catimini, mais en réalité on sait bien que c'est un peu ça qui est tout le temps en arrière-fond».

ÉTATS-UNIS. Après avoir menacé de déclencher une grève, le syndicat des personnels de soins à domicile (Illinois Association of Health Care Facilities) a obtenu des «augmentations de salaire les plus importantes jamais obtenues dans le secteur».

BELGIQUE. Selon le très libéral quotidien *Le Soir* de Belgique, 75 % des entreprises de ce pays contrôlées par l'inspection du travail entre le 23 mars et le 30 avril, durant le confinement, étaient en infraction. Trois entreprises belges sur quatre, donc, ne respectaient pas les règles de précaution sanitaires. Les visites de l'inspection se sont soldées par des avertissements pour la grande majorité (606 infractions) et 34 d'entre elles ont été fermées. Des chiffres considérables lorsque l'on sait que de nombreuses sociétés étaient à l'arrêt durant cette période.

FRANCE. La Ligue des droits de l'homme de Toulouse confirme que le procureur de la République l'a informé que le dossier des personnes placées en garde à vue pour avoir arboré des banderoles portant la mention «Macronavirus : à quand la fin ?» était classé sans suite.

13 MAI

ITALIE. L'intersyndicale CGIL-UIL-CISL-UGL du géant télécom italien TIM a décidé de «congeler» la deuxième phase du protocole de déconfinement, les conditions de sécurité n'étant pas garantie. Une première conséquence de la prise de position récente du gestionnaire public des assurances obligatoires (INAIL) qui fait des signataires du protocole les responsables au pénal de la santé des travailleurs ?

ARGENTINE. Face à la situation de faim et de pauvreté provoquée par le précédent gouvernement de droite et aggravée par la pandémie de Covid-19, des mouvements sociaux argentins, tels que Ciudad Futura et Frente Patria Grande, ont proposé un plan de souveraineté alimentaire et la création d'une entreprise publique d'alimentation, qui vise également à supprimer les intermédiaires pour l'accès à la nourriture à des segments de la société. Les dirigeants du Frente Patria Grande ont informé que les mouvements sociaux, les travailleurs de l'économie populaire, les coopératives, les petits et moyens producteurs et le gouvernement national, provincial et municipal participeraient à la conception de cette entreprise.

FRANCE. On recense 63 plaintes contre des membres du gouvernement. Elles ont pour origine des particuliers, des organisations de médecins ou des syndicats.

FRANCE. La CGT, SUD, FO et la CFDT de la zone Paris-Est de la SNCF protestent contre la direction qui a lancé des procédures disciplinaires contre cinq militants. Selon les quatre syndicats, la direction de la SNCF semble «plus occupée à vouloir faire tomber des têtes de militants syndicaux, qu'à s'occuper de la sécurité des agents par ces temps de crise sanitaire». Quatre syndicats appellent à un arrêt de travail le 18 mai.

KENYA. En dépit des mesures provisoires ordonnées par le tribunal de l'environnement et des terres pour

empêcher les expulsions, plus de 7000 familles vivant dans le bidonville d'agriculteurs, situé près du site de traitement des eaux usées de Kariobangi, ont été expulsées de force par la Compagnie des eaux et de l'assainissement de la ville de Nairobi (NCWSC) entre le 4 et le 6 mai. Pourtant, elles disposent de titres de propriété et payent leurs impôts fonciers au comté. La NCWSC a mis les habitants à la rue pendant la pandémie de Covid-19, ce qui accroît leur risque de contracter le virus.

AUSTRALIE. Le syndicat d'infirmières NSW Nurses and Midwives' Association (NSWNMA) a condamné les plans du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud de promulguer un gel des salaires dans le secteur public. Le secrétaire général de ce syndicat, Brett Holmes, a dénoncé l'hypocrisie du gouvernement, pour avoir prétendu hypocritement «toujours mettre les gens avant les chiffres», puis refuser aux travailleurs sur la ligne de front Covid-19, y compris les infirmières et les sages-femmes, une modeste augmentation de salaire à partir du 1er juillet.

ÉTATS-UNIS. McDonald's (850000 travailleur·euses) fait face à des protestations sans précédent ces dernières semaines, alors que les travailleurs demandent un salaire plus élevé et des protections sanitaires. Des manifestations d'employé·es se sont multipliées, avec des grèves dans des McDonald's d'au moins neuf villes. À Los Angeles, les employé·es ont manifesté pendant des semaines jusqu'à ce que leur magasin bénéficie d'un nettoyage en profondeur, et qu'ils obtiennent des EPI, des indemnités de quarantaine et des primes de risque. La semaine dernière, les employés McDonald's de Californie ont organisé des débrayages pour protester contre la réponse de l'entreprise au coronavirus. Les employés de McDonald's de Chicago ont déposé des plaintes auprès de la Direction de la sécurité et de la santé au travail du ministère du travail, accusant leurs employeurs de les avoir exposés dans leurs conditions de travail au risque de coronavirus.

PAKISTAN. Des milliers de travailleurs ont organisé une grande manifestation contre le non-paiement des salaires et les pertes d'emplois généralisées qui, selon eux, ont plongé plus de 10 millions de personnes dans la pauvreté. La Fédération nationale des syndicats du Pakistan (NTUF) et la Fédération des travailleuses à domicile (HBWWF) ont organisé la manifestation dans la zone industrielle de Korangi de la capitale, Karachi, une plaque tournante majeure de l'industrie textile et de l'habillement du pays. Les manifestants ont accusé de comportement «criminel» et ont condamné le rôle du gouvernement. Ils ont menacé d'assiéger les maisons et les bureaux des autorités si leurs revendications n'étaient pas satisfaites.

ÉTAT ESPAGNOL-CATALOGNE. Il existe une Journée internationale des infirmier·ères, c'est le 12 mai. Le Syndicat espagnol de l'infirmerie (Satse) a profité de cette date pour dénoncer le manque d'effectifs en infirmier·ères en santé primaire alors que les plans de déconfinement dans l'État espagnol comptent sur les centres de santé primaire pour lutter contre une reprise de l'épidémie. Le Satse demande la création 15500 emplois dans ce secteur. C'est avec le mot d'ordre de «Applaudissements en droits» que les soignants se sont aussi rassemblés devant des hôpitaux de Barcelone réclamant les conditions de travail d'avant les mesures d'austérité de 2008, des contrats stables et de meilleures protections, notamment contre le Covid-19. Le Satse rappelle que pour dix soignant·es infecté·es par le virus, six étaient des infirmier·ères. La vidéo du rassemblement à l'hôpital de la Vall d'Hebrón, à Barcelone, et le témoignage de soignant·es: www.youtube.com/watch?v=6PbQaKF0pZA#action=share.

BRÉSIL. Le mouvement des travailleurs ruraux sans terre a distribué l'alimentation produite par ses coopératives aux hôpitaux et aux personnes dans le besoin. Plus de 500 tonnes de nourriture saine venant de leurs campements et de leurs fermes, ont été distribuées dans le pays entier par des équipes de paysans sans terre.

CHILI. Les attaques contre les salarié·es fusent de toute part dans le pays, où l'on estime à environ 20% le nombre de travailleur·euses du secteur formel ayant été touché par des licenciements, suspensions ou baisses de salaire. Une estimation qui ne tient même pas compte du secteur informel. Une campagne à l'initiative d'une vingtaine d'organisations, de gros syndicats des secteurs portuaire, minier ou encore hospitalier à des collectifs et plateformes très actifs durant les récentes mobilisations populaires, demande à ce que les licenciements s'arrêtent immédiatement et que la crise soit payée par les capitalistes.

FRANCE. Le 22 avril, le gouvernement a adopté une ordonnance (complétée le 2 mai), qui réduit encore les droits des salariés. Sous prétexte de répondre aux urgences économiques et financières de la crise, les délais de consultation du CSE sont réduits: ils passent de un mois à huit jours, en l'absence de recours à un expert,

et de deux ou trois mois à onze ou douze jours en cas d'expertise. Ce texte est une réponse au jugement et à l'appel contre la multinationale pris par les tribunaux français en avril (voir «Livreurs, Amazon – Des luttes dans le "nouveau monde"», *Covid-19 : un virus très politique,* édition n° 5). Les syndicats d'Amazon (CFDT, CGT, FO et Solidaires) l'ont dénoncé : «[…] Ce décret est taillé sur mesure pour sortir Amazon du pétrin dans lequel la société s'est mise dans son obstination à passer outre les alertes du personnel, des syndicats et de l'inspection du travail. […] Nous n'avons pas la même puissance de lobbying.» En résumé, puisque les représentants des salariés obtiennent que soit respecté leur droit à être consultés, revoyons les conditions de la consultation pour la vider de sa substance, la privant de tout effet. La crise sanitaire sert de laboratoire à des régressions des droits et libertés. Amazon a gardé ses entrepôts fermés jusqu'au 19 mai, après avoir enfin trouvé un accord avec les syndicats. «La reprise sera progressive. Elle se fera sur le principe du volontariat, avec des mesures incitatives», ont annoncé les organisations syndicales.

14 MAI

TRINITÉ-ET-TOBAGO. Le président de la Fédération des syndicats indépendants (FITUN), Joseph Remy, a salué la décision du gouvernement d'inclure les activités syndicales parmi les services essentiels. «Mais des centaines de milliers de travailleurs ont déjà été soumis à des mesures sévères en l'absence de représentation syndicale», a déclaré un responsable syndical du FITUN. Ce dernier a cité des exemples d'employeurs obligeant les travailleurs à partir en congé, les licenciant temporairement ou définitivement.

ITALIE. Une grève de 48 heures, les 15 et 16 mai, a été annoncée par l'assemblée générale des travailleur·euses de l'agence nationale de presse italienne (ANSA), en protestation contre le plan de la direction «pour récupérer les pertes induites par la crise du Covid-19». L'assemblée qui se déclare prête à un conflit de longue durée, dénonce des mesures prises sur le dos des salariés et plus particulièrement des plus précaires d'entre eux. «Les journalistes de l'ANSA demandent à la société un plan de continuité de l'activité et appellent le gouvernement, le Parlement, la société civile et toutes les forces démocratiques, avec lesquelles ils poursuivront un dialogue étroit, à faire entendre leur voix pour éviter des choix qui mettraient en péril l'un des principaux piliers du système d'information.»

GRANDE-BRETAGNE. Le gouvernement a été averti que les services ferroviaires pourraient être interrompus. Alors que certains bus et trains étaient bondés de gens qui retournaient au travail mercredi, Mick Cash, secrétaire général du syndicat des transports RMT, a déclaré que les travailleurs des transports publics s'inquiétaient de la surpopulation et que les services pourraient devoir être interrompus «pour assurer la sécurité des personnes». Il a ajouté : «Nos membres sont très inquiets de la façon dont les passagers se rassemblent dans les trains et les bus et de l'impact que cela va avoir.»

ÉTATS-UNIS. Les membres du personnel de l'hôpital Lawrence Memorial de New London (Connecticut) ont participé mercredi à un «rassemblement solennel de solidarité» le long de l'avenue Montauk, organisé par un syndicat des travailleurs de la santé. Debbie Wyzacecki, l'un des présidents de la section locale 5 049 de l'AFT, le syndicat du Lawrence Memorial représentant les infirmières professionnelles, a déclaré que l'événement visait à soutenir to

ute personne atteinte du coronavirus, mais surtout ses pairs. «Nous voulons simplement demander un EPI adéquat pour ne pas tous tomber malades, ou pire», a-t-elle déclaré.

ÉTAT ESPAGNOL. La Confederación General del Trabajo (CGT) a déposé des plaintes contre Renault. Cela concerne le non-respect par la multinationale des mesures de sécurité dans les usines de Valladolid et Palencia. Trabajos unidos propose que les organisations syndicales de la firme exigent ensemble une rencontre avec le ministère de la santé.

ARGENTINE. Une mobilisation nationale de travailleurs précaires, notamment de livreurs à vélo, travailleur·euses de la restauration rapide, ou encore de centres d'appels, a eu lieu ce jeudi 14 mai. Ils étaient plusieurs centaines dans les rues de Buenos Aires mais aussi dans de nombreuses autres villes du pays. Leur revendication principale est l'arrêt immédiat des licenciements.

MEXIQUE. Les chauffeur·euses du Réseau de transport public de la ville de Mexico ont porté plainte devant la Commission nationale des droits de l'homme contre plusieurs membres de leur direction. Cette action en justice fait suite au décès de dix travailleur·euses de la RTP par le Covid-19 et exige la mise en place immédiate de mesure de protections, à commencer par des tests de dépistage.

GRANDE-BRETAGNE. Une enquête des Trade Union Congress montre que seules 85 % des femmes travailleuses dispose des équipements de protection individuelle fournis par leurs employeurs. 10 % de ceux-ci ne remplacent pas ces équipements et moins de la moitié paient les frais de nettoyage.

AFRIQUE DU SUD. Les syndicats d'enseignants affirment que seules deux des neuf provinces du pays ont respecté les normes minimales d'hygiène et de sécurité dans les écoles pour permettre aux équipes enseignantes de reprendre le travail la semaine prochaine, avant un retour progressif des élèves plus tard dans l'année. Xolani Fakude, responsable du secrétariat du South African Democratic Teachers (Sadtu), a déclaré que le gouvernement ne devrait donc pas autoriser certaines provinces à reprendre les cours, alors que d'autres provinces devaient fermer leurs écoles.

FRANCE. Bordeaux Métropole vient de débloquer une prime de 500 euros brut censée remercier les éboueurs ayant continué à travailler pendant le confinement. La CGT et FO jugent, mercredi, ce montant insuffisant, et parlent même de «cacahuètes». Les syndicats soulignent par ailleurs la surcharge de travail à laquelle ils ont dû faire face pendant le confinement.

BELGIQUE. Ryanair demande une réduction de 10 % des salaires du personnel de cabine et de 20 % de ceux des pilotes, indique ce mercredi la confédération syndicale CNE et ACV Puls. Les syndicats souhaitent en outre avoir de la clarté quant aux 3 000 suppressions d'emploi qu'envisage la compagnie à bas coûts à travers l'Europe à la suite de la crise du coronavirus, dont plusieurs centaines à Charleroi et Zaventem, selon les déclarations de Michael O'Leary, le patron du groupe irlandais. «Ryanair doit mettre toutes les cartes sur la table», plaident ainsi ACV Puls et CNE. Selon eux, la compagnie aérienne irlandaise a demandé aux travailleurs de tous les pays ce qu'ils sont prêts à abandonner pour rester à bord.

INDE. Le Bharatiya Mazdoor Sangh, un syndicat qui revendique 10 millions de membres a annoncé jeudi son intention de mener une campagne nationale contre la suspension des lois du travail par les gouvernements de l'Uttar Pradesh, du Madhya Pradesh et du Gujarat, tous gouvernés par le parti d'extrême droite BJP. Le BMS a déclaré dans un communiqué «fermement condamner» ces mesures. Des manifestations sont annoncées. D'autres États, dont le Rajasthan, le Maharashtra, Goa et Odisha, ont déjà mis en œuvre ou envisageaient de porter les heures de travail quotidiennes de huit à douze.

NICARAGUA. Le Réseau des femmes du Nord dénonce l'aggravation de la situation des paysannes avec la crise du Covid-19. Elles ne peuvent plus aller vendre leurs produits en ville, une «violence économique qui réduit leur pouvoir d'achat», accroît le chômage des ouvrières agricoles, sans oublier les effets collatéraux en termes de violence domestique. Pour soutenir les paysannes, le Réseau organise des petits potagers d'autoconsommation de fruits et légumes. Les femmes victimes de violences conjugales qui portent plainte, rappelle le Réseau, se voient obligées de payer des pots-de-vin aux policiers pour qu'ils viennent dresser les constats sur place. Lesdites plaintes déposées traînent ensuite en justice, cette institution étant au service du régime, plus occupé à fabriquer et à inculper de faux opposants qu'à défendre les femmes.

ÉTAT ESPAGNOL. Les médecins espagnols s'organisent pour le déconfinement : ils ont créé l'association des Médecins unis pour leurs droits (MUD), qui compte plus de 8 000 adhérents, à partir d'un groupe d'échanges né sur Facebook (voir Éphéméride du 30 mars), qui a mené un état des lieux et présente ses revendications. Alors que plusieurs régions sont passées en phase 1 du déconfinement, les médecins préviennent : même si les cas en réanimation diminuent, les pathologies «ordinaires» reviennent à l'hôpital où les soignant.es manquent de matériel, de protection, avec des listes d'attente interminables et en sous-effectif. «Ce que nous avons vécu est horrible. Mais ce qui nous attend est dramatique», dit une des porte-parole de MUD. La première urgence, selon le MUD : recruter du personnel, sur des postes fixes et améliorer les conditions de travail. Le MUD a ses propres statistiques sur le secteur : il dénombre 78 soignant.es mort.es du Covid (dont 70 % de médecins), contre 42 (hors Catalogne) «officiels» ; 40 000 infecté.es (le chiffre le plus élevé en Europe).

CATALOGNE. Le bras de fer continue chez Nissan. Alors que la grève dure depuis onze jours à l'usine de Moncada (voir Éphéméride du 4 mai), la direction a décidé d'appliquer un nouvel ERTE (mise au chômage partiel) sous prétexte d'épidémie. Le comité d'entreprise le jugeant illégal, car répondant à la grève, a saisi l'inspection du travail et le ministère pour «violation du droit de grève». Une vingtaine d'autres travailleurs ont rejoint le mouvement, mardi 12 mai, dans une autre usine à San Andreu (Barcelone). La direction répond par le chantage et menace de «mort annoncée» ses usines dans la zone franche de Barcelone, ce qui toucherait 3 000 emplois directs et 20 000 indirects. Cette incertitude sur l'avenir touche la majorité des salarié.es du secteur automobile (en chômage partiel) qui, dans l'État espagnol, travaillent à 85 % pour l'assemblage de voitures destinées à des pays étrangers.

FRANCE. Le collectif interhôpitaux «ne veut pas de médailles, juste des moyens». Plusieurs dizaines de soignant·es de l'hôpital Robert-Debré à Paris se sont rassemblé·es, durant une vingtaine de minutes, devant leur établissement.

15 MAI

PÉROU. En mars, le Pérou a déclaré le prolongement de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 24 mai. Bien que, au départ, l'exploitation minière n'ait pas été jugée une activité essentielle, les intérêts du secteur ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il autorise les mines à continuer de fonctionner. Le secrétaire général de la FNTMMSP, Jorge Juárez, a déclaré que les compagnies ne mettent pas de mesures de protection contre le Covid-19 et que rien n'est fait pour les y obliger. 252 mineurs ont contracté la maladie, dont un est décédé.

ÉTATS-UNIS. Le gouverneur Gavin Newsom va proposer une réduction de salaire de 10 % des fonctionnaires de l'État dans le cadre de son plan pour combler un déficit budgétaire de 54,3 milliards de dollars causé par le ralentissement économique induit par le coronavirus, selon les dirigeants syndicaux des travailleurs de l'État de Californie.

MEXIQUE. Une vague de grèves touche les sociétés de l'industrie électronique dans la zone Jalisco, qui compte plus de 200 entreprises pour environ 100 000 travailleurs. Les ouvrières et ouvriers de la zone - sans compter le fait que les activités n'ont jamais cessé malgré l'épidémie – dénonce des directions qui ont profité de la crise pour baisser les salaires et couper les prestations sociales associées. Sous la menace d'une série de licenciements en cas d'arrêt de la production, ils et elles demandent le simple respect des droits des travailleur·euses.

ARGENTINE. Les salarié·es de l'entreprise Mondelez ne lâchent pas, et étaient une nouvelle fois en grève aujourd'hui. Refusant l'accord entre le gouvernement et l'entreprise pour un chômage par-tiel aux conditions de cette dernière, ils demandent au ministère du travail que ce soit leurs exigences, et non pas celles de la direction, qui déterminent l'accord ainsi que les conditions d'une continuité éventuelle de l'activité.

ÉTATS-UNIS. Cette semaine, la grève liée au Covid-19 dans la vallée de Yakima, dans l'État de Washington, a quadruplé en nombre de grévistes, alors que les travailleurs cessaient le travail dans trois usines de conditionnement de pommes. Plus d'une centaine ont cessé de travailler le 7 mai chez Allan Brothers Fruit, une grande entreprise de culture et d'emballage de pommes à Naches, dans le centre de Washington. Le 12 mai, 200 autres travailleurs se sont joints à eux, et ont quitté le travail à la Jack Frost Fruit Co. à Yakima et à la Matson Fruit Co. à Selah. Le lendemain, 100 autres travailleurs sont sortis du hangar d'emballage de Monson Fruit, également à Selah. Au centre des arrêts de travail se trouvent deux revendications principales : des conditions de travail plus sûres et un supplément de 2 dollars de l'heure en prime de risque.

ÉTATS-UNIS. Après avoir voté pour la grève, les travailleur·euses des maisons de soins infirmiers de St. Monica, dans le sud de Philadelphie, ont obtenu un contrat que les dirigeants syndicaux disent être le «jour par rapport à la nuit», si l'on considère leurs précédents contrats. Les travailleurs, représentés par leur syndicat ont pu obtenir une prime de risque pour toutes les classifications d'emplois, et pas seulement le personnel infirmier, et un engagement de l'employeur à fournir plus d'équipement de protection individuelle (EPI) au personnel - bien que cette garantie ne soit pas acquise, car il reste une pénurie nationale d'EPI.

GRANDE-BRETAGNE. Les enseignants peuvent légalement refuser de retourner en cours lorsqu'ils ou elles n'obtiennent pas les mêmes protections contre le coronavirus que les autres membres du personnel de première ligne, a averti l'un des principaux syndicats d'enseignants du Royaume-Uni, le NASUWT, fort de 300 000 adhérent·es. Le NASUWT menace d'engager une action en justice pour défendre les enseignant·es contre le retour forcé dans les écoles le 1er juin en raison du risque pour leur santé.

AFRIQUE DU SUD. La désinfection des écoles du KwaZulu-Natal en vue de leur réouverture n'a même pas atteint 25 %, rapporte le syndicat South African Democratic Teachers' Union (SADTU), qui encourage ses membres de ne pas se présenter lundi parce que le ministère de l'éducation n'a pas satisfait à l'exigence minimale d'assurer la sécurité dans les écoles.

BANGLADESH. Les fabricants de vêtements ne respectent pas leurs propres directives de sécurité mises en place pour protéger les travailleurs contre le coronavirus lors de la réouverture des usines, ont averti les dirigeants syndicaux. « Seulement 20 % des usines maintiennent une distanciation physique et c'est parce que ce sont de grandes usines et qu'elles ont de l'espace », a déclaré Kalpona Akter, fondatrice du Bangladesh Center for Worker Solidarity. La Fédération Sommilito Garments Sramik, un syndicat représentant plus de 100 000 travailleur·euses, a déclaré que, selon les informations fournies par ses membres, dans au moins 100 usines, la plupart avaient eu du mal à maintenir leurs distances, en particulier en entrant et en sortant. Son secrétaire général, Nahidul Hasan Nayan, a déclaré que les travailleurs se lavaient les mains et que leurs températures étaient prises régulièrement, mais que les chaînes de production rendaient la distanciation difficile.

FRANCE. L'intersyndicale de General Electric Belfort a dénoncé ce vendredi 15 mai 2020 l'annonce de « nouvelles délocalisations » aux États-Unis et en Arabie Saoudite que la direction justifie par la baisse de l'activité du site belfortain en raison du Covid-19. Le groupe américain a annoncé mercredi en CSE son intention de « délocaliser, aux États-Unis et en Arabie Saoudite notamment, près de 30 % de l'activité réparation rotor » effectuée à Belfort, dénonce un communiqué l'intersyndicale CFE-CGC, CGT et Sud.

ÉTATS-UNIS. Le maire de Denver Michael Hancock a déclaré jeudi que des milliers d'employé·es de la ville seront mis·es à pied pendant huit jours pour aider à combler ce qui devrait être un déficit budgétaire de 226 millions de dollars, provoqué par le coronavirus, rejoignant les maires à travers le pays qui ont fait de même. Les villes américaines de Puyallup, dans l'État de Washington, de Miramar, en Floride, ont également mis à pied leurs employé·es. En avril, le maire de Los Angeles, Eric Garcetti, a décidé la mise en congé de près de 16 000 travailleur·euses, les employé·es de la ville ont pris 26 jours de congé non payés.

CATALOGNE. Alors que les autorités pénitentiaires sous la pression du Tribunal suprême (TSJ) avaient refusé que les prisonniers politiques catalans passent le confinement chez eux (voir Éphéméride du 30 mars), nouveau retournement de situation. L'ordre au niveau de l'État de réduire les effectifs en prison pour cause de Covid-19 a fini par avoir raison de la position idéologique d'un autre siècle du TSJ : les prisonniers retrouvent leur régime de semi-liberté et reprennent le travail qu'ils occupaient en février, avant la crise, le nombre d'heures de sortie ayant été même augmenté pour certains. Oriol Junqueras, l'ancien vice-président, est passé à douze heures par jour quatre fois par semaine de liberté dans un monastère cistercien de Poblet, afin de travailler sur des archives historiques. Les deux femmes emprisonnées, Carme Forcadell et Dolors Bassas, ont été autorisées à s'occuper de leurs mères malades et à faire du bénévolat. En revanche, Jordi Sanchez (président de l'ANC) essuie encore le courroux du juge Llarena, qui l'accuse d'absence « de toute volonté d'assumer son délit » (sic) et ne sortira pas tout de suite.

ITALIE. Nous annoncions dans la deuxième édition de notre éphéméride la négociation d'un décret régularisant les travailleurs sans-papiers pour les six prochains mois au grand dam du leader d'extrême droite Salvini et de son parti la Lega. Depuis les discussions se sont embourbées, suite au ralliement du mouvement 5 étoiles aux positions réactionnaires, l'accord porterait aujourd'hui sur une durée de trois mois. Si ces dispositions se sont voulues une réponse à l'urgence agricole, elles concernent aussi bien d'autres professions, notamment les aides à domicile – 300 000 travailleurs agricoles, à peu près autant d'aides à domicile et de 500 000 à 600 000 personnes dans les autres secteurs économiques. Les organisations sociales qui soutiennent, elles, la régularisation complète, se disent consternées tant par la primauté de l'économique sur la dignité des personnes, que par des débats de nature xénophobe qui ne sont absolument pas en mesure de

répondre aux problèmes structurels de ces professions. En réaction, un communiqué de l'USB agricole a annoncé qu'elle organisait une grève des invisibles le 21 mai prochain. «Pas de récoltes de fruits ! Ce ne sont pas les travailleurs agricoles qui doivent être régularisés mais les êtres humains».

16 MAI

CHILI. Situation de tension dans la région de Antafagosta, et plus particulièrement dans l'industrie minière. Des grèves secouent deux grandes mines de la zone depuis cinq jours déjà, auxquelles s'ajoute la mobilisation pour la réintégration des travailleurs d'une autre mine du secteur à la suite à leur licenciement. Plusieurs syndicats de ces entreprises font partie de la campagne nationale contre les licenciements qui affectent le pays.

16 MAI

FRANCE. Les entrepôts français d'Amazon, fermés depuis le 16 avril, vont pouvoir rouvrir le 19 mai. «Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO et SUD et la direction d'Amazon viennent de s'accorder sur les conditions de reprise de l'activité des six entrepôts implantés sur notre territoire, à partir du 19 mai», ont annoncé triomphalement les syndicats, avant même que l'entreprise ait communiqué.

NICARAGUA. Les enseignants de l'Unité syndicale des instituteurs, qui ne se sentent pas représentés par les syndicats sandinistes proches du gouvernement Ortega-Murillo, ont déclaré que 19 instituteurs présentant des symptômes de Covid-19 ont été renvoyés chez eux sans pouvoir être testés. «Nous sommes inquiets car les cours continuent, et à tout moment des collègues infectés peuvent se présenter à l'école. Le gouvernement veut garder des apparences de normalité, mais c'est criminel ce qu'il fait.» Une institutrice présentant des symptômes a été renvoyée chez elle en quarantaine, sans aucun diagnostic, alors qu'elle cohabitait avec un jeune malade qui, après avoir tenté de se faire soigner à l'hôpital, est décédé. Selon le gouvernement, le 15 mai, seulement 25 personnes auraient été contaminées au Nicaragua et 8 seraient mortes. L'Observatoire citoyen Covid-19 recense, à la même date, 1 270 cas d'infection (dont 505 la semaine du 8 au 15 mai) et 233 décès. 37 prisonniers politiques présenteraient des symptômes.

FRANCE. Les coups de Jarnac contre le droit du travail continuent : le Corona a bon dos ! L'Assemblée nationale a encore voté une «disposition urgente face à l'épidémie», vendredi 15 mai, pour permettre de déroger à la règle du renouvellement des CDD et de recours à l'intérim, officiellement jusqu'à fin 2020. Jusqu'à présent les CDD ne pouvaient être renouvelés que deux fois (règle souvent contournée en changeant le motif du contrat…) et pour une durée maximale de dix-huit mois. Désormais, une simple «convention d'entreprise» pourra fixer le nombre de renouvellements possibles et fixer le calcul de la carence entre deux contrats. Muriel Pénicaud a eu le culot de se cacher derrière la protection des précaires : le but de cette disposition serait «d'éviter les ruptures brutales» ! Cette manœuvre porte encore un coup à la primauté de la loi ou de l'accord de branche sur l'accord d'entreprise (qu'on ne veut même plus nommer en haut lieu, préférant le terme star-upisant de «convention»). Une obsession macronienne et patronale.

ÉTATS-UNIS. «Dans un moment de crise, les employeurs et les chefs d'entreprise se saisissent de celle-ci pour l'utiliser comme une opportunité à leur profit en accélérant leur agenda. Mais c'est aussi une chance pour les travailleurs. Alors que les entreprises sont à l'arrêt, nous devons nous saisir du moment pour avancer notre propre agenda. Nous pouvons réouvrir les entreprises mais selon nos propres termes et faire de ce moment le pivot pour mettre en avant nos revendications et nos besoins, ceux des travailleurs et des communautés, et imaginer ce que pourraient être nos emplois, quand nous reprendrons le travail», rapporte Al Bradbury dans la revue Labour Not.

CATALOGNE. Le CDR de Mollet del Vallès (Barcelone), qui depuis le début de la pandémie produit et distribue des masques pour les soignant.es et dans les Ehpad de la région (voir «Le mouvement indépendantiste catalan face au Covid», dans notre édition du 13 avril), a cousu pour les enfants, cette fois. Des masques ont été distribués sur une place de Mollet aux gamins de 3 à 7 ans et aux adultes vendredi 15 mai. Lors de la

journée de lutte des infirmières et des médecins, le 12 mai, le CDR manifestait avec les soignant.es pour une «santé publique et républicaine».

ÉTAT ESPAGNOL. «Dans ces moments dangereux, la seule préoccupation de l'entreprise est la production et pas la santé des travailleuses et des travailleurs.» Aux usines Renault de Valladolid, tout comme à Palencia, la distance sociale n'est pas respectée, surtout sur les chaînes, où aucune mesure de réorganisation n'a été tentée. Les vestiaires ne sont pas désinfectés et il n'y a pas les produits de ménage nécessaires. Lorsque des cas de Covid-19 sont recensés, les élus du personnel n'ont pas d'information sur les lieux de travail concernés et ne peuvent pas vérifier si les normes de désinfection sont appliquées. Tout cela a été dénoncé à la DRH de Renault et au comité de protection de la santé, sans succès. La CGT a saisi l'inspection du travail.

NICARAGUA. Alors que 25 000 travailleur·euses des *maquilas* attendent d'être rappelé·es sur leurs lieux de travail, on apprend que quinze de ces entreprises sont en train de fabriquer des masques et des blouses médicales pour les marchés internationaux. Des 35 000 salarié·es renvoyé·es, dont 23 000 en suspension temporaire du contrat de travail avec très peu ou pas de revenus, seulement 10 000 ont été rappelé.es sur les chaînes en attendant une hypothétique reprise en juin (voir Éphéméride du 2 mai).

17 MAI

GRANDE-BRETAGNE. Le syndicat Unite demande une enquête publique complète après que les chiffres de l'Office for National Statistics ont révélé que les travailleurs des «professions élémentaires peu qualifiées» étaient presque quatre fois plus susceptibles de mourir du virus (21,4 décès pour 100 000) que les autres (5,6 pour 100 000).

INDE. Vendredi, dix syndicats nationaux ont appelé à une grève nationale le 22 mai pour protester contre la suspension des lois du travail par certains États pendant la période de lock-out, et ont également décidé de porter l'affaire devant l'Organisation internationale du travail (OIT).

BELGIQUE. La Confédération des syndicats chrétiens services publics annonce vendredi déposer un préavis de grève dans toutes les institutions de soins de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour dénoncer plusieurs décisions prises sous le couvert des pouvoirs spéciaux concernant le secteur de la santé. Le syndicat dénonce notamment l'utilisation des montants du fonds des blouses blanches pour refinancer les hôpitaux, la possibilité de réquisitionner du personnel soignant et d'autoriser du personnel non qualifié à prodiguer des soins infirmiers. Des actions locales sont prévues entre le 18 mai et le 18 juin (manifestation, arrêt de travail plus ou moins long, sensibilisation des visiteurs…), sans pour autant délaisser les patients et résidents.

INDE. Les dirigeants de dix syndicats centraux feront une grève de la faim d'une journée au mémorial du Mahatma Gandhi, Rajghat, le 22 mai, dans le cadre de la manifestation nationale contre la décision de suspendre la législation du travail dans plusieurs États, dont l'Uttar Pradesh.

ÉTATS-UNIS. Les grévistes tiennent leur piquet devant Monson Fruit à Selah samedi pour obtenir plus d'équipement de protection et des mesures de sécurité à l'usine. Adrian Mendoza, l'un des travailleurs de Monson, a déclaré que les représentants des travailleurs allaient rencontrer la direction de l'entreprise lundi, après la réunion de vendredi où la direction a demandé des détails sur leurs demandes. La grève de Monson a été l'une des nombreuses grèves dans les usines locales d'emballage de fruits de la région de Yakima en raison des problèmes de sécurité et de l'incertitude concernant la prime de risque pendant la pandémie de coronavirus.

CANADA. Les travailleuses et travailleurs de la santé «sont épuisé·es, et surtout, sont en colère parce qu'ils et elles se voient reporter leurs jours fériés et leurs vacances», dit Marjolaine Aubé, présidente du Syndicat des travailleuses et travailleurs du CISSS de Laval. Elle explique que ses membres, qui sont pour la plupart au front sans arrêt depuis la mi-mars, réclament le droit à des vacances et à de meilleures conditions de travail. Selon elle, plusieurs songent à démissionner devant l'impossibilité d'avoir un peu de répit.

HEALTH & SAFETY
OVER
BO$$E$
PROFIT$

ÉPHÉMÉRIDE SOCIALE (4 MAI-10 MAI)

4 MAI

INDE. Suite à la prolongation du confinement, le Conseil des affiliés indiens (IAC) représentant les travailleurs des secteurs du bâtiment-construction, des matériaux de construction et de la foresterie dans les principaux États, a élaboré une «charte des revendications» en dix points en défense des travailleurs. Parmi ces points figurent l'abandon de tout projet de modification de la législation du travail du pays sans consulter dûment les syndicats, des tests gratuits sur les chantiers et dans les campements des travailleurs, la reconnaissance des travailleurs de l'électricité et de l'approvisionnement en eau comme des «guerriers Covid-19» dignes d'être couverts par des prestations d'assurance et le retour en toute sécurité des migrants internes et externes à leur domicile.

ÉTATS-UNIS. Depuis la mi-avril, le syndicat des conducteurs de bus et de métro (Amalgamated Transit Union) du New Jersey a pris en main le dépistage du coronavirus en installant ses propres sites, sous la forme de «*drive-thru*». En partenariat avec un laboratoire d'analyses et avec des équipes médicales, le syndicat permet le dépistage de tous les salariés, contrairement aux directives des entreprises et de l'administration de l'État, qui n'organisent que le dépistage des personnes ayant des symptômes.

MAURICE. Les syndicats CMWEU et CTSP sont venus en aide à 44 travailleurs migrants indiens employés par Swadeshi Pvt Ltd, une entreprise indienne de construction à Maurice. Les syndicats ont déclaré que les travailleurs n'avaient pas reçu leur salaire du mois de mars malgré l'engagement du gouvernement à assumer la moitié du salaire des travailleurs pour garantir la sécurité de leur revenu. Les travailleurs indiens ont déclaré qu'ils n'avaient reçu aucun équipement de protection individuelle (EPI) pour se protéger du Covid-19.

JORDANIE. Bien qu'elles poursuivent leur travail en ligne, les enseignantes des écoles privées en Jordanie ne reçoivent plus leur salaire. La plupart des enseignantes concernées sont des femmes. En Jordanie, tous les établissements d'enseignement, y compris les jardins d'enfants, ont été fermés depuis le 15 mars. Malgré l'engagement des enseignantes à dispenser un enseignement en ligne, leurs employeurs ont refusé de payer leur salaire. La représentante des enseignants des écoles privées, Hadeel Kiswani, a exigé le paiement intégral des salaires et a subi en retour des menaces.

ÉTATS-UNIS. L'université de Bridgeport a supprimé les prestations de soins de santé à au moins dix employés mis en congés en raison de la crise sanitaire. Seth Goldstein, représentant la section locale 153 du Office and Professional Employees International Union, a qualifié cette action de scandaleuse. Goldstein a déclaré que le syndicat déposera une plainte au National Labor Relations Board. Dans un e-mail à Goldstein, Melitha Przygoda, directrice des ressources humaines, a déclaré que la politique de l'université était d'annuler l'assurance maladie pour tous les employés à la fin du mois, car ils n'étaient plus actifs. Par ailleurs, en Californie, des milliers d'infirmières, de médecins et d'autres personnels médicaux ont été licenciés ou mis en congé ou ont subi une baisse de salaire depuis la mi-mars dans les principaux établissements, tels que Stanford Health Care, jusqu'aux petits hôpitaux ruraux en passant par les praticiens privés. Partout dans le pays, les pertes d'emplois dans le secteur des soins de santé viennent au deuxième rang après celles de l'industrie de la restauration, selon les statistiques fédérales du travail. Les soins de santé américains sont une entreprise, et l'économie est simple : moins de patients en raison de la crise sanitaire signifient moins de profit.

AFRIQUE DU SUD. Le syndicat South Africa's Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU) a déclaré dimanche qu'il avait remporté un procès contre le gouvernement qui obligera les autorités à imposer des directives strictes aux sociétés minières pour protéger les travailleurs contre le Covid-19. L'Afrique du Sud, le plus grand producteur mondial de minerais de platine, de manganèse et de chrome qui a enregistré 6 336 cas de coronavirus, dont 123 sont décédés, laisse ses mines fonctionner à mi-capacité. L'AMCU avait déposé une action en justice pour exiger des normes nationales de sécurité pour les mines, y compris des procédures de désinfection et un niveau minimum d'équipement de protection, avant de retourner au travail. Les travailleurs des mines profondes du Pérou se sont également opposés au retour au travail sans

équipement de protection adéquat. Une telle résistance pourrait également se propager au Chili, au Burkina Faso, aux États-Unis et dans d'autres pays, où les mineurs font des demandes similaires.

FRANCE. Selon une enquête de la CGT menée du 30 mars au 6 avril 2020, les masques manquent pour les personnels des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux en France, privés et publics. 83,19 % des salarié·es interrogé.es déclarent manquer de matériel de protection individuelle. Autre fait notable, ce chiffre augmente en fonction de la taille de l'établissement de santé concerné. «Plus l'établissement est important, plus le manque de moyens se fait sentir […]. 73 % des établissements de plus de 1 500 salarié·es manquaient de matériel le 6 avril», constate la CGT.

BIRMANIE. Plus de 60 000 travailleurs à travers le pays ont perdu leur emploi en raison de fermetures d'usines causées par des commandes annulées et l'interruption de l'approvisionnement en matières premières pour cause de pandémie Covid-19.

GRANDE-BRETAGNE. Les trois syndicats ferroviaires britanniques – ASLEF, RMT et TSSA – ont écrit au premier ministre Boris Johnson, à Nicola Sturgeon, au premier ministre d'Écosse, à Mark Drakeford, au premier ministre du Pays de Galles et à Sadiq Khan, le maire de Londres, disant que ce n'est pas le moment de lever l'arrêt des trains. Dans ce courrier, les syndicalistes déclarent qu'il est «totalement inacceptable» de mettre en danger la vie des passagers et du personnel ferroviaire. Ils ajoutent «Nous sommes très préoccupés par les tentatives des opérateurs d'augmenter les niveaux de service […] et il n'y a pas d'accord sur la manière dont les services peuvent être augmentés, tout en protégeant les travailleurs et les passagers. […] Nous n'accepterons pas de nouveaux modèles de travail qui mettent en danger la vie des cheminots et des passagers.»

ÉTAT ESPAGNOL. Les professionnels de la culture se mobilisent dans l'État espagnol. Un manifeste, signé par plus de 1 000 travailleurs et travailleuses de ce secteur sur le site Nativa (https://nativa.cat/2020/04/gent-que-treballa-en-cultura-per-una-renda-basica-universal-i-incondicional/) demande au gouvernement l'instauration d'un revenu universel de base, la «meilleure politique culturelle possible». «Depuis des années, nous connaissons la précarité, beaucoup d'entre nous n'arrivent pas à 6 000 euros par an», rappelle le texte. Il n'existe pas d'équivalent de statut intermittent dans l'État espagnol et beaucoup de travailleurs de ce secteur sont obligés de travailler sur facture (*autònomos*). Un tel dispositif, selon l'appel, «améliorerait la vie de beaucoup de gens tout en changeant radicalement les pratiques artistiques et culturelles».

5 MAI

AFGHANISTAN. Le Syndicat national des travailleurs et employés d'Afghanistan a déclaré vendredi qu'environ deux millions de travailleurs et d'employés avaient perdu leur emploi en raison de la propagation du coronavirus et des mesures préventives comme les fermetures dans les villes. «La crise politique, les menaces à la sécurité, le verrouillage des villes et la réduction de l'aide internationale nous préoccupent fortement. Nous voulons que tous prêtent attention à la situation et aux problèmes», a déclaré Marouf Qadiri, responsable du Syndicat national des travailleurs.

FRANCE. L'inspection du travail a assigné la société Les Coursiers de Lyon membre du groupe COGEPART, «afin de voir ordonner toutes mesures propres à faire cesser le risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique des travailleurs». Solidaires-Rhône s'est porté intervenant volontaire en soutien aux élus Solidaires du CSE et aux salariés qui emballent et livrent les courses aux clients de Carrefour. Dès le 17 mars, plusieurs salariés avaient fait valoir leur droit de retrait. Les élus avaient déposé un droit d'alerte. La seule réponse de COGEPART avait été de menacer de licenciement les salariés en droit de retrait, contraints, la boule au ventre, de reprendre le travail sans masques, sans gants, sans désinfectant, sans gestes barrières.

FRANCE. Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a déposé ce lundi 4 mai un référé-liberté devant le Conseil d'État contre «l'initiative gouvernementale consistant à référencer, sur le site officiel gouvernement.fr, des articles de presse consacrés à l'épidémie de Covid-19.» Le SNJ a demandé le retrait de la rubrique «Désinfox» du site du gouvernement pour atteinte à la liberté de la presse et discrimination. Cette initiative gouvernementale a fait l'objet d'une condamnation quasi unanime de la profession. Le ministre de la culture, Frank Riester, a finalement annoncé, le 5 mai, que cette page était retirée du site gouvernemental.

Cette atteinte à l'indépendance de la presse, sous l'inscription «Information officielle», s'accompagnait d'une discrimination nuisible entre les médias et de choix néfastes au pluralisme : la liste retenue se résumait à cinq grands médias. On n'y trouvait pas les informations contradictoires dénonçant la mauvaise gestion de cette crise sanitaire grave par le gouvernement.

CATALOGNE. Une entreprise catalane privée d'import-expot alimentaire (notamment de boissons alcooliques de luxe), sans aucune expérience dans le domaine de la santé, a été choisie par le ministère de la santé de Madrid pour gérer les 263 millions d'euros débloqués pour l'achat de masques, gants et lunettes de protection. Comme le dévoile le site *Crític,* dans un marché de la santé chaotique, Pedro Sánchez choisit de continuer de déléguer des missions de service public au privé.

La presse a rendu publique la liste des 62 contrats d'urgence passés par le gouvernement avec des entreprises privées (1 milliard d'euros), pour la plupart sans aucune expérience sanitaire. On trouve aussi une entreprise de Hong Kong inconnue (Hong Kong Travis Asia Limited), qui a reçu 244 millions pour acheter du matériel sanitaire. Une autre société chinoise a reçu 71 millions pour commander des lunettes de protection. Le gouvernement espagnol a déjà oublié ses déboires avec les 640 000 tests défectueux achetés en Chine en mars.

FRANCE. «Quel drôle de retournement de situation ! Voilà que le virus tueur va peut-être ressusciter ces chaînes du service public – France 4 sur le canal 14 et France Ô en position 19 – vouées à l'extinction hertzienne le 9 août», écrit le SNJ CGT dans un communiqué. En effet, ces chaînes publiques, que le gouvernement avait condamnées, diffusent des programmes scolaires depuis le début du confinement et ce jusqu'au moins le 3 juillet. France Ô, elle, est la seule à relier les Ultramarins avec l'Hexagone. Rappelant l'utilité sociale de ces chaînes, les organisations syndicales de France Télé ont interpellé la présidente, Delphine Ernotte, pour que soit élaboré un projet de développement. L'audiovisuel public montre, lui aussi, son rôle «essentiel» pour maintenir le lien avec tous les publics en temps de crise.

CANADA. Cargill, un important abattoir au sud de l'Alberta a rouvert ses portes deux semaines après avoir cessé temporairement ses activités en raison du Covid-19. Contre la réouverture le syndicat de l'entreprise a organisé une manifestation à proximité de l'abattoir et a distribué des masques avec l'inscription «Safety First» (La sécurité avant tout). Il y a eu plus de 900 diagnostics de Covid-19 et un décès parmi les 2 000 travailleurs de l'abattoir. Le syndicat milite pour le maintien de sa fermeture, car il considère que les conditions de travail en toute sécurité ne sont assurées.

CANADA. Le syndicat SEIU Healthcare des personnels de santé de l'Ontario qui représente plus de 60 000 travailleurs de santé demande des enquêtes publiques et des enquêtes criminelles sur les décès liés aux coronavirus dans les centres de soins de longue durée de l'État. Sharleen Stewart, présidente du syndicat, a déclaré mardi que le syndicat avait envoyé des lettres à la police régionale de Toronto et à Peel, les exhortant à commencer des enquêtes sur la négligence criminelle après la mort de trois travailleurs de santé qui, selon Stewart, étaient évitables. «Ces personnes étaient-elles correctement protégées ? Je ne pense pas qu'ils aient fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher ces trois morts», a-t-elle déclaré. Le syndicat souhaite également que le bureau du coroner en chef procède à des autopsies.

ÉTATS-UNIS. Les infirmières et autres travailleurs de la santé de première ligne de l'un des plus grands hôpitaux de Denver ont annoncé ce 5 mai avoir fondé un syndicat pour obtenir une meilleure rémunération et de meilleures protections, alors qu'ils continuent de lutter contre la pandémie de coronavirus. «Nous annonçons aujourd'hui la formation de Denver Health Workers United, une voix indépendante pour les agents de santé de première ligne, un syndicat ouvert à tous les employés», ont déclaré les nouveaux syndiqués dans une lettre adressée au PDG de l'hôpital, Robin Wittenstein. «Au milieu de la crise du Covid-19, nous avons vu le besoin urgent d'une organisation qui nous défende.»

6 MAI

IRLANDE. En pleine pandémie, selon le syndicat Irish Nurses and Midwives Organisation (INMO), plus de 10 000 infirmières n'ont pas encore reçu des milliers d'euros de rémunération et d'indemnités qui leur sont

dues depuis mars dernier. Des accords salariaux allant jusqu'à 5 500 euros par an de prime pour environ 30 000 infirmières et sages-femmes ont été conclus en mars dernier après la grève des infirmières début 2019. Seul un petit nombre d'hôpitaux ont mis en œuvre intégralement les accords sur les salaires et indemnités.

INDE. Malgré l'ordonnance du gouvernement de l'État du Gujarat de payer les salaires des travailleurs pendant la période de confinement, les artisans diamantaires de Surat n'ont pas été payés par leurs employeurs, a déclaré le syndicat Diamond Workers Union. «Nous avons déposé des plaintes contre plus de 100 unités diamantifères qui n'ont pas payé de salaire aux artisans», a déclaré Ramesh Jilariya, président du Diamond Workers qui a été arrêté mardi pour avoir annoncé une manifestation contre les diamantaires en cause.

ÉTATS-UNIS. Les responsables syndicaux des casinos de Las Vegas, Atlantic City, La Nouvelle-Orléans et Biloxi ont organisé une vidéoconférence mardi pour appeler tous les travailleurs à subir des tests aux frais des casinos avant de reprendre leur travail. Cet appel intervient alors que les législateurs du New Jersey ont proposé ce qui pourrait facilement représenter des dizaines de millions de dollars d'allégements fiscaux et d'autres aides aux casinos d'Atlantic City, pour les aider à survivre à l'épidémie de virus. Deux des plus grands syndicats de travailleurs de casino du pays, Unite Here et le Culinary Workers Union, ont également établi des protocoles de santé et de sécurité détaillés propres au travail de chaque employé. «J'ai peur de toucher les lits et les serviettes sales et d'attraper le virus et de rendre mes enfants malades», a déclaré Gladis Blanco, une femme de chambre du Bellagio à Las Vegas.

FRANCE. L'appel «La colère des quartiers populaires est légitime» annonce l'organisation d'une «chaîne humaine contre les violences policières dans les quartiers populaires», entre le pont de l'Île-Saint-Denis et Villeneuve-la-Garenne.

CHINE. Li Xunlei, directeur de Zhongtai Securities, souligne dans le rapport «Quel est le taux de chômage réel en Chine?» que les chiffres officiels ne correspondent pas à la situation économique actuelle. Il estime que le taux de chômage en Chine est de 20%, et le nombre de chômeurs pourrait avoir atteint 70 millions. Bien que les chiffres soient en effet difficiles à estimer, des conflits de travail dus à des licenciements ont été fréquemment constatés au cours des deux derniers mois.

FRANCE. Le ministère du travail a refusé la demande de chômage partiel d'Amazon pour six sites durant la fermeture due à la non-conformité de ses installations avec les mesures sanitaires. Les syndicats SUD, CGT, CFDT et FO avaient écrit leur opposition à cette requête jugée «indécente» à Muriel Pénicaud: «Ce dispositif a été mis en place pour venir en aide aux salariés des entreprises dont l'activité est rendue impossible dans la période [...] Amazon a fait le choix de fermer temporairement ses entrepôts depuis le 16 avril, tout en poursuivant son activité depuis ceux européens, pour mieux se soustraire à deux décisions de justice successives.» Le ministère a été contraint cette fois de les suivre, admettant que la fermeture des sites d'Amazon France était due à une décision de justice et pas à une baisse de l'activité (voir notre article dans l'édition n° 5, «Livreurs, Amazon – Des luttes dans le "nouveau monde"»).

NICARAGUA. L'Articulation des mouvements sociaux a exigé la libération de tous les prisonniers du Nicaragua en ces temps d'épidémie, que le gouvernement Ortega-Murillo continue de nier. Sous le titre #Nos faltan70 (#Il nous manque 70 [prisonniers]), une affiche de l'Unité bleu et blanc, coalition à laquelle participent les mouvements sociaux, reprend une lettre des détenu.es: «Nous, les prisonniers de droit commun, comme les politiques, souffrons de toux, fièvre, mal de gorge, pas de médicaments ici...» Le gouvernement continue de séquestrer et d'emprisonner. La Commission des droits humains (Cenidh) recensait 76 détenus pour des motifs politiques fin mars: «Ils sont dans de petites cellules, exposés non seulement à l'injustice et aux tortures mais aussi à la contamination et à la mort.» L'Union européenne vient par ailleurs d'adopter des sanctions contre des fonctionnaires sandinistes accusés de violations des droits humains, un nouveau revers pour Ortega.

MAURITANIE. Les employés de Tasiast Mauritanie Limited (TMSA), filiale de la multinationale aurifère canadienne Kinross, ont entamé une grève mardi. «Un mouvement largement suivi qui paralyse l'essentiel des activités de l'entreprise», selon la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM). Les employés en grève réclament «un bonus et une compensation liée au confinement». En effet, les employés

sur le site travaillent pendant 12 heures sept jours sur sept sans compensation. L'entreprise a proposé un montant dérisoire de 8 000 MRU refusé par les salariés.

AMÉRIQUE LATINE. Les violences faites aux femmes explosent depuis le début de la pandémie. Selon le site de la revue Americas Quaterly, l'Argentine a recensé une hausse de 25 % des violences domestiques depuis le début du confinement ; au Mexique, la hausse est de 60 %, les foyers pour femmes battues voyant leur population multipliée par deux ; au Chili, le week-end du 27-29 mars (premier confiné) a enregistré, par rapport au précédent, une hausse de 70 % des appels de femmes battues. En Colombie, les violences domestiques ont augmenté de 79 % depuis le début des mesures d'isolement ; au Pérou, après 23 jours d'état d'urgence, la ligne rouge contre les violences a reçu 360 appels par jour, 27 concernant des enfants.

HONDURAS. Le 16 mars, sous prétexte de combattre le Covid-19, le gouvernement du très autoritaire Juan Orlando Hernández a suspendu certaines libertés (droit de circuler, inviolabilité du domicile), mettant des bâtons dans les roues des organisations de droits humains, empêchées de se déplacer librement. Celles-ci ont saisi le Conseil national de protection, qui a confirmé le refus de leur donner des laissez-passer. Elles ont des difficultés pour se rendre sur le terrain constater, par exemple, comment la police profite du couvre-feu, dans le département de Paraíso, pour torturer durant vingt-quatre heures les détenus. Ou encore soutenir des organisations LGTB privées d'aide alimentaire d'urgence car elles ne sont pas, selon les autorités, des « populations prioritaires ».

ÉTATS-UNIS. L'Amalgamated Transit Union, qui revendique 200 000 membres dans les personnels des transports aux États-Unis et au Canada, déclare qu'un millier d'entre eux ont été contaminés et qu'une quarantaine sont morts.

CATALOGNE. Les travailleurs et travailleuses de Nissan dans la zone franche de Montcada i Reixac, près de Barcelone, ont entamé une grève illimitée et massivement suivie, le 4 mai, jour où la multinationale avait prévu de reprendre partiellement la production. CCOO, UGT, USOC et CGT considèrent que plus de 3 000 emplois directs et 20 000 emplois indirects sont menacés. En principe, ce 4 mai ne devait redémarrer dans l'usine de Montcada i Reixac que la ligne d'assemblage des vans pick-up pour satisfaire une commande pour Mercedes (un travail « essentiel », à n'en pas douter !), ce qui supposait le retour à leurs postes de 30 % des salarié·es, le reste de l'effectif demeurant en chômage partiel (ERTE). Mais la grève a arrêté toute production. À la suite de ce mouvement, Nissan a annoncé le 6 mai suspendre toute production en zone franche faute de pièces.

7 MAI

ÉTATS-UNIS. La plus grande société hospitalière d'Amérique, HCA Healthcare (184 établissements aux États-Unis et au Royaume-Uni) utilise la pandémie de coronavirus pour retarder et saper les élections syndicales de 1 600 infirmières en Caroline du Nord. Elle a embauché des intervenants antisyndicaux à 400 $ l'heure pour organiser des réunions à l'hôpital Mission d'Asheville, exhortant à ne pas adhérer à un syndicat. Mais 70 % des infirmières se sont déclarées favorables au syndicat. Seuls 37 des 184 hôpitaux de HCA sont syndiqués. Alors que la société devrait empocher 4,7 milliards de dollars en prestations de soins, le nombre de cas de coronavirus en Caroline du Nord ne cesse d'augmenter, et les infirmières expliquent qu'elles ont dû se battre pour obtenir un équipement de protection individuelle de base.

AFRIQUE DU SUD. Les urgentistes à Khayelitsha ont recours à des draps en plastique, du ruban adhésif et des couvre-lits pour se protéger pendant le transport des patients. Le 5 mai, la province du Cap occidental avait enregistré 2 610 cas de Covid-19. Nomveliso Matiwane, délégué syndical du Syndicat national de la fonction publique et des travailleurs assimilés, a déclaré que les ambulanciers paramédicaux ne se sentaient pas en sécurité. Samedi, une trentaine d'urgentistes se sont mis en grève, exigeant un équipement de protection individuelle adéquat. Le groupe a repris le travail lundi après avoir rencontré la direction pour négocier leurs revendications.

ZIMBABWE. Le Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) a appelé les travailleurs à cesser immédiatement de se présenter au travail jusqu'à ce que leurs lieux de travail aient les conditions requises pour lutter contre

la propagation du Covid-19. La plupart des entreprises ont repris leurs activités lundi après l'assouplissement des restrictions de confinement annoncé vendredi dernier par le président Emmerson Mnangagwa. Dans un communiqué, le secrétaire général du ZCTU, Japhet Moyo, a déclaré que les travailleurs étaient exposés à des risques élevés de contagion par le Covid-19 en raison de l'annulation des obligations de sécurité de niveau 2 du confinement national.

TCHAD. Selon Younouss Mahadjir, le président du Syndicat des travailleurs de la santé, les autorités sanitaires semblent être dépassées par la situation. «Le Covid-19 a surpris tout le monde et particulièrement des pays comme le nôtre où le désordre est organisé jusqu'au sommet de l'État. Les gens ne s'y retrouvent pas. Nous avons fait des plaidoyers auprès du ministre de la santé mais personne ne nous a répondu. Finalement, nous sommes arrivés au stade où il y a une multitude de travailleurs qui sont testés positifs, il y a même des morts parmi le personnel. Ça devient grave».

FRANCE. La CGT des hôpitaux de Nice dénonce les contrats «spécial Covid» mis en place par le CHU pour les «bonnes volontés». Le syndicat menace d'arrêter le travail si la direction ne s'engage pas à les requalifier dans la journée en CDD réglementaires à temps plein, à la date de recrutement, avec rattrapage de salaires. Ces contrats concernent essentiellement aides-soignants et agents de service, recrutés dans le cadre du plan blanc et de la mobilisation générale décrétée par le gouvernement pour faire face à la crise sanitaire.

GRANDE-BRETAGNE. À propos des taux de mortalité Covid-19 disproportionnellement élevés dans la population noire, la secrétaire générale adjointe d'UNISON, Christina McAnea, a déclaré: «À maintes reprises, nous avons vu comment les personnes issues des communautés noires et des minorités ethniques (BAME) souffrent de problèmes de santé causés par les handicaps sociaux et la pauvreté, ce qui pourrait les rendre plus vulnérables. Il est grand temps de s'attaquer aux causes de ces problèmes sociaux.» Le syndicat UNISON revendique 1,3 million de membres dans le secteur public.

SWAZILAND. Plus de 18 000 travailleurs et travailleuses du secteur du textile d'Eswatini n'ont plus été payés depuis l'annonce du confinement. Thandi, qui travaille dans l'industrie du vêtement chez Fashion International à Matsapha, accuse: «La faim nous tuera avant que le coronavirus ne nous atteigne. Nous avons besoin de nos salaires, car nous ne pouvons même pas acheter du sel. Nous peinons à payer nos loyers. Pourquoi l'employeur ne nous paie-t-il pas alors qu'il a l'argent pour le faire?» Le Syndicat général du Swaziland (ATUSWA) exige que les travailleurs soient payés par le Fonds de prévoyance auquel ils contribuent. «Nous faisons campagne pour que les employeurs versent un salaire vital aux travailleurs. [...] Le Fonds de prévoyance national d'Eswatini peut être utilisé pour payer un salaire d'au moins 1 400 emalangeni (76 dollars), mais notre objectif à long terme est de dépasser 3 500 emalangeni (190 dollars)».

ÉTAT ESPAGNOL. La plate-forme #PlandeChocSocial a lancé la campagne «Je peins un cœur en vert», pour exiger que l'État revienne sur les économies budgétaires et les privatisations de ces dernières années, qui ont placé le pays bien en dessous des moyennes européennes de dépenses sociales et qui expliquent l'ampleur de la crise sanitaire. Ce regroupement rassemble plus de 400 organisations sociales, des associations professionnelles, des personnalités, des travailleurs des secteurs dits «essentiels» (santé, nettoyage transports, etc.), des agriculteurs et des petits commerçants. Un appel est lancé à la population pour que des cœurs verts soient accrochés aux balcons ou sur les lieux de travail

GRANDE-BRETAGNE. Campagne «Pas de sécurité sur les lieux de travail, pas de retour au travail», organisée par divers groupes: People Before Profit, Shut the Sites et des syndicats locaux.

MELILLA. Cent Tunisiens menacés d'expulsion ont entamé une grève de la faim dans un centre de rétention. Ils sont soutenus par 120 associations d'aide aux migrants et des droits humains qui ont lancé un appel demandant «l'arrêt du processus de déportation» de 600 Tunisiens, et leur transfert de Melilla vers la péninsule. Le ministre de l'intérieur espagnol, Fernando Grande Marlaska, claironnait, le 26 mars, que l'arrêté d'expulsion était prêt. Il prétendait alléger le surpeuplement du Ceti (le centre de séjour temporaire de migrants), où s'entassent 1 700 personnes (le double de sa capacité d'accueil), dont 200 enfants. La situation sanitaire en période de Covid-19 y est très précaire (voir notre Éphéméride du 1er avril).

8 MAI

CAMBODGE. Pum Sokunthy, responsable du syndicat de l'Union du mouvement de travailleurs, a annoncé que You Li International Garment Co Ltd suspendait du 1er mai au 30 juin ses activités, car les commandes de vêtements se tarissent. «Ses 2 000 travailleurs recevront une compensation du gouvernement et de l'entreprise. En attendant, ils seront confrontés à des difficultés alors qu'ils tentent de se débrouiller au jour le jour», a expliqué M. Sokunthy. Le 1er mai, une coalition syndicale représentant plus de 100 000 travailleurs de huit secteurs, ont envoyé une pétition au premier ministre Hun Sen pour demander une garantie de paiement d'indemnités et d'autres avantages pour tous les travailleurs victimes des arrêts d'activité qui sont de plus en plus nombreux dans le textile.

ÉTATS-UNIS. Les infirmières de l'État de l'Illinois crient victoire suite à la signature d'une nouvelle convention collective. Elles avaient menacé grève ce vendredi. La convention de deux ans couvre les 10 000 membres de SEIU Healthcare Illinois qui travaillent dans 100 maisons de soins infirmiers dans tout l'État. L'accord prévoit un salaire de base d'au moins 15 $ par heure pour toutes les employées, un congé de maladie prolongé et un salaire supplémentaire de 2 $ par heure pour travailler pendant la durée de la pandémie, ont déclaré des responsables syndicaux. L'accord comprend également une disposition selon laquelle les employées ne doivent pas travailler sans équipement de protection suffisant. Lavern Johnson, une blanchisseuse de 65 ans au Wentworth Rehabilitation and Health Care Center de Chicago, a déclaré qu'elle était heureuse que l'accord lui permette de prendre bientôt sa retraite.

INDONÉSIE. La Confédération des syndicats indonésiens (KSPI) s'est prononcée contre une circulaire publiée par le ministère du travail qui permettrait aux employeurs de réduire les primes de vacances (THR). Le président de KSPI, Said Iqbal, a déclaré que la circulaire violait la loi qui stipule que chaque employeur est obligé d'accorder une prime de vacances aux employés qui travaillent dans l'entreprise depuis plus d'un an.

FRANCE. Le tribunal judiciaire du Havre a condamné jeudi en référé Renault à suspendre la reprise de la production à Sandouville (Seine-Maritime) en raison de mesures de protections insuffisantes face au Covid-19. Le syndicat CGT de l'usine, qui aurait souhaité attendre le déconfinement total, a obtenu ce jeudi 7 mai le report du démarrage du site, estimant que la sécurité des salariés n'était pas assurée. Le tribunal condamne aussi Renault à mettre «en œuvre des actions de prévention ainsi que des méthodes de travail et de production garantissant un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs». Pour Gérard Le Corre de la CGT de Seine-Maritime, «cette décision constitue un point d'appui important pour les équipes syndicales de milliers d'usines ou d'entreprises où l'activité reprend sans consulter correctement les représentants du personnel et sans prendre toutes les mesures de prévention nécessaires». Laurent Berger secrétaire général de la CFDT juge ce recours et la décision «irresponsables». La fédération FO de la métallurgie parle de «prise d'otages par la CGT et la justice».

INDE. Le gouvernement de l'Uttar Pradesh a décidé d'une ordonnance exemptant les entreprises de la quasi-totalité des lois du travail pour les trois prochaines années, dans le but «de fournir un coup de fouet aux investissements touchés par le coronavirus dans l'État».

FRANCE. Des organisations syndicales vont se mobiliser et manifester lundi 11 mai 2020 à Toulouse, pour le premier jour du déconfinement, afin de réclamer des moyens pour l'hôpital public. Elles considèrent que «ni le gouvernement, ni la direction du CHU de Toulouse n'ont l'intention de satisfaire» leurs revendications. Les syndicats CGT et SUD des différents établissements hospitaliers de la ville rose vont battre le pavé, lundi 11 mai 2020, premier jour du déconfinement, à 14 heures. À Saint-Nazaire, la Maison du peuple des Gilets jaunes donne rendez-vous devant l'hôpital de Saint-Nazaire le 11 mai à 19 heures, car «après s'être fait gazer pendant des mois, alors que le personnel hospitalier réclamait des moyens et des conditions décentes pour l'exercice de leurs professions […] soyons solidaires avec le personnel de santé, exposé pendant le confinement, exigeons la reconstruction des services publics pour les usager·es et la reconnaissance du travail effectué.»

SWAZILAND. Le Swaziland Democratic Nurses Union (Swadnu) a déclaré son intention de traduire le gouvernement Eswatini en justice pour négligence grave. Le syndicat des infirmières a consulté ses avocats et

a l'intention de déposer une demande urgente pour qu'un tribunal ordonne au gouvernement de fournir un équipement de protection individuelle (EPI) adéquat à tous les travailleurs de la santé. Une infirmière de l'hôpital Raleigh Fitkin Memorial a été testée positive pour Covid-19 et dix autres infirmières ont été placées en isolement. La présidente de Swadnu, Mamba, a déclaré que l'infirmière infectée n'aurait pas contracté le virus si les ministres avaient accepté les conseils professionnels de santé qui leur avaient été fournis.

FRANCE. La CGT de l'hôpital de l'Aigle (Orne) dénonce «une pénurie de linge et de tenues», qui dure depuis des mois mais pose désormais «un problème d'hygiène fondamental». La direction a annoncé le 1er avril avir passé commande avant de se rétracter le 22 : «Aucune commande n'est passée et ne sera passée avant juin 2020.» Le syndicat CGT a calculé que le besoin est de 650 draps à commander en urgence, «pour un montant d'environ 3 000 euros».

GRÈCE. Manifestation des intermittents du spectacle rassemblés devant le Parlement sous des banderoles proclamant : «La civilisation est sauvée lorsque les gens sont sauvés», «Nous ne sommes pas des mendiants, nous avons des droits», «La culture ne peut pas être réduite au silence», «Droit au travail», «L'art n'est pas mort».

ÉTAT ESPAGNOL. Après les locataires, qui ont lancé un appel à la grève des loyers, les propriétaires de logements endettés ne veulent plus payer d'impossibles crédits. Plus de 200 000 foyers qui avaient contracté un crédit logement demandent aux banques de suspendre les paiements pour cause de coronavirus. Cela équivaudrait à 20 milliards d'euros. L'établissement bancaire le plus touché serait CaixaBank, cette banque renflouée par l'État lors de la crise des subprimes et qui vient d'ouvrir des succursales dans le paradis fiscal luxembourgeois afin d'accueillir des riches évadés fiscaux espagnols (voir Éphéméride du 13 avril). Un mouvement semblable est lancé dans les crédits à a consommation, un secteur de vautours en pleine croissance ces dernières années (les foyers espagnols sont endettés à hauteur de 95 milliards).

ÉTAT ESPAGNOL. Le porte-parole du mouvement de soutien aux migrants @RegularizaciònYa («Régularisation maintenant»), Serigne Mamadou, a répondu de nouveau à la campagne raciste de Vox sur les «Espagnols d'abord». Mamadou lance à Santiago Abascal, le leader de Vox : «Les Espagnols d'abord ! Et où es-tu ? Le premier Espagnol, c'est moi, je suis dans les champs, au boulot. Vous, vous êtes le dernier des Espagnols, tout ce que vous savez faire, c'est apprendre aux jeunes à être racistes, à s'entretuer, à tuer des migrants.» Mamadou a passé le pic de l'épidémie sur les champs à Huelva et part rejoindre Lleida pour la récolte de fruits : «C'est compliqué de voyager en ce moment. Nous ne savons pas si les mairies vont nous loger. Nous finissons souvent à la rue… […] Nous travaillons 12 heures pour 25 euros…» En janvier, Serigne Mamadou, immigrant et sévillan, témoignait de sa vie sur les champs et répondait déjà aux campagnes racistes de Vox (www.facebook.com/watch/?v=2301704213446661).

9 MAI

FRANCE. La fédération SUD-Rail appelle les cheminot·es à ne pas participer aux opérations de contrôle du port du masque obligatoire et de verbalisation pour se concentrer sur la gestion des flux de voyageurs dans les gares et dans les trains en préservant leur sécurité avant tout. Le syndicat déclare : «C'est à l'Etat et au patronat de fournir gratuitement les protections pour les transports ! Les usagers des transports, majoritairement des salarié·es qui se rendent à leur travail, n'ont pas à supporter le coût des masques… Les plus précaires, déjà fortement impacté·es, les salarié·es qui n'ont pas d'autre choix que de se rendre sur leur lieu de travail, ne doivent pas supporter le coût de leur sécurité.»

ÉTATS-UNIS. Vendredi, le plus important syndicat représentant les travailleurs américains de conditionnement de viande, le TUAC, a déclaré qu'il s'opposait à la réouverture des usines, car l'administration Trump n'avait pas garanti la sécurité des travailleurs. Le 28 avril, le président Donald Trump a invoqué la loi de 1950 sur la production de défense pour obliger les usines de ce secteur à rester ouvertes. «La précipitation d'aujourd'hui par l'administration Trump pour rouvrir quatorze usines de conditionnement de viande sans les améliorations urgentes de sécurité nécessaires est une décision imprudente qui mettra des vies américaines en danger

et mettra en danger la sécurité à long terme de l'approvisionnement alimentaire de notre nation», a déclaré Marc Perrone, président du TUAC, dans un communiqué.

FRANCE. Solidaires-Isère lance une grande collecte de témoignages visant à relever les manquements en terme de santé et de sécurité au travail pour les salarié·es tous secteurs et métiers confondus, du public ou du privé, qui seraient contraint·es d'aller travailler pendant la pandémie. Cette enquête s'adresse à tous et à toutes les travailleurs et travailleuses qu'ils soient fonctionnaires, en CDI, CDD, intérimaires, saisonniers, stagiaires, auto-entrepreneurs… Les modalités de dépôt des témoignages sont proposées sur le site du syndicat.

FRANCE. La section syndicale SUD-Santé Sociaux de l'hôpital Le Mas Careiron, à Uzès (Gard), publie des témoignages du personnel. Un exemple avec cet extrait : «La pédopsychiatrie, [c'est] l'accueil des enfants dans un lieu de soins où il est question entre autres de prendre en compte les troubles de l'enfant ou de l'adolescent, qui peuvent être divers, et l'ensemble de la dynamique familiale. […] Je m'interroge sur la position de l'hôpital qui d'emblée a arbitrairement, dès l'annonce de la fermeture des hôpitaux de jour pour enfants, déployé son personnel dans les services d'hospitalisation complètes auprès des adultes sans se préoccuper de l'avis des médecins responsables des unités de pédopsychiatrie et encore moins des conséquences sur les enfants qui alors se retrouvaient sans soins. Nous avons eu le sentiment que notre travail n'avait plus raison d'être alors que les angoisses que pouvaient provoquer cette crise sanitaire risquaient de mettre en danger les familles et les enfants que nous suivons. "Déconfis" par une attitude aussi peu respectueuse de notre travail et des familles suivies, nous nous sommes sentis très mal considérés et mis en danger par une institution qui n'hésitait pas à nous exposer dans des structures adultes méconnues de chacun·e d'entre nous et sans vérifier notre état de santé. Á ce sujet, plusieurs personnes ont été consulter leur médecin car elles présentaient une partie des symptômes repérés et une présente une maladie à risque. D'autres ont dû être testées par la suite ayant été en contact avec des personnes contaminées. Bref à aucun moment nous n'avons eu le sentiment que l'institution a pris soin de son personnel ! Et par ricochet des patients !»

ÉTATS-UNIS. Dans le Missouri et en Louisiane, les prisonniers sont «payés» entre 0,30 et 0,71 dollar de l'heure pour fabriquer des équipements de protection. Selon une loi fédérale, les prisonniers sont exclus de la réglementation du travail.

CATALOGNE. Des péages de l'autoroute A-7, qui va de la Catalogne jusqu'à Gibraltar, ont été brûlés dans la province de Barcelone, durant la nuit du 6 au 7 mai. L'organisation de jeunesse indépendantiste Arran, liée à la CUP, a posté une vidéo sur son compte Twitter. Arran dénonce la société Abertis (dont le groupe Benetton est coactionnaire), qui a demandé, pour se dédommager de la crise du Covid, que sa concession sur les péages soit prolongée au-delà de la date du contrat qui la lie à l'État, août 2021. «Abertis veut faire des affaires durant la pandémie #Covid19. Les autoroutes sont plus que rentabilisées. C'est à Abertis de payer la crise», a tweeté Arran (https://twitter.com/Arran_jovent/status/1258280554400792579).

ÉTAT ESPAGNOL. La Plate-forme pour une fiscalité, environnementale et solidaire juste, qui regroupe Attac Catalogne, Oxfam, les CCOO et UGT Catalogne, le syndicat des techniciens des Impôts, Gestha, et des associations, a présenté un paquet de 15 mesures intitulé «Sauvetage fiscal». Parmi les mesures d'urgence, il propose l'instauration d'un «revenu garanti» et d'une «taxe Covid» sur les patrimoines supérieurs à un million d'euros.

10 MAI

BANGLADESH. Environ 10 000 familles de salarié·es d'entreprises traitant la fibre de jute à Khulna, meurent de faim parce qu'elles n'ont pas eu de travail depuis environ deux mois en raison du Covid-19. L'exportation de jute brut vers la Chine a été arrêtée depuis décembre dernier en raison de l'épidémie. Les exportations vers l'Inde, le Pakistan et le Vietnam ont également été interrompues pendant environ un mois. Pour Abdul Kader Master, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de Daulatpur Jute Belling : «Environ 10 000 travailleurs vivent dans la précarité. Ils n'ont reçu une aide gouvernementale qu'une seule fois au cours des un mois et demi. Les propriétaires de l'entreprise ne leur fournissent aucune assistance.»

GRANDE-BRETAGNE. Dans une déclaration, les quatre plus importants syndicats, Unison, Unite, GMB et

Usdaw, ont déclaré que beaucoup de leurs membres ont déjà perdu la vie «transportant des personnes et des marchandises, protégeant le public et s'occupant des personnes vulnérables». Les syndicats estiment que la santé et la sécurité doivent être améliorées dans tous les lieux de travail. Les dirigeants des syndicats insistent sur le fait que tous les employeurs doivent procéder à des évaluations des risques et publier les mesures qu'ils prennent pour créer un environnement sûr pour leur personnel. Ils demandent également d'introduire des sanctions contre les employeurs qui ne le feraient pas en déployant des inspections de santé et de sécurité.

INDE. Trois syndicats d'employés d'Air India, Air India Aircraft Engineers' Association (AIEA), All India Service Engineers Association et Indian Pilots Guild se sont se rendus jeudi au tribunal de grande instance de Bombay pour contester la baisse de 10% de leur salaire à cause de l'impact de la pandémie de coronavirus. Leur plainte explique : «Il s'agit d'une violation flagrante des directives émises par le gouvernement de l'Inde, en particulier de l'arrêté du gouvernement du 29 mars 2020, interdisant aux employeurs de procéder à des réductions de salaire pendant la pandémie de Covid-19 et le confinement, que les établissements soient opérationnels ou non.»

CONFINEES
VENER
ON RESTE
DETER

LA REPRISE

Depuis le 11 mai, beaucoup de salarié·es ont repris le chemin du travail. Nous avons recueilli plusieurs témoignages sur les conditions de ce retour au travail. L'inquiétude domine. Les conditions d'accueil ne sont pas toujours satisfaisantes aux yeux de ceux et celles qui doivent reprendre le travail. Témoignages partiels mais qui nul doute reflètent les conditions générales de cette étrange reprise.

LA REPRISE

RENTRÉE SCOLAIRE ENTRE SURVEILLANCE ET « DÉBROUILLEZ-VOUS »

LÉON MARCADIER

Sur le site de l'Éducation nationale, afin de préparer la réouverture des établissements scolaires, le ministère avait rédigé le 4 mai une circulaire destinée – entre autres – aux chefs d'établissement et aux directrices et directeurs d'école. Cette circulaire renvoie à un certain nombre de ressources pédagogiques pour «préparer l'accueil des élèves». Une fiche intitulée Coronavirus et risques de replis communautaires a mystérieusement disparu depuis le 11 mai. Extraits :

> La crise du Covid-19 peut être utilisée par certains pour démontrer l'incapacité des États à protéger la population et tenter de déstabiliser les individus fragilisés […] En conséquence, certaines questions et réactions d'élèves peuvent être abruptes et empreintes d'hostilité et de défiance : remise en question radicale de notre société et des valeurs républicaines, méfiance envers les discours scientifiques, fronde contre les mesures gouvernementales, etc. […] Toute remise en question radicale de notre société et de la politique du gouvernement est ainsi considérée comme suspecte.

Sous le chapitre «Conduites à tenir» :

> Être attentif aux atteintes à la République qui doivent être identifiées et sanctionnées.
>
> Mobiliser la vigilance de tous : les enseignants en cours, les CPE et assistants d'éducation dans les couloirs et la cour pour repérer des propos hors de la sphère républicaine en rupture avec les valeurs de l'École et qui s'attaquent à la cohésion sociale.
>
> Alerter l'équipe de direction afin qu'elle puisse : effectuer un signalement dans l'application «Faits établissement» ; Informer l'IA-DASEN en lien avec la cellule départementale des services de l'État dédiée à cette action et mise en place par le préfet.

La circulaire complète est disponible ici.

Le gouvernement a-t-il donc tenté, avec cette pandémie, d'instrumentaliser les résistances ou les protestations à sa politique erratique faite de mensonges destinés à habiller des stocks de masques inexistants, de l'inexistence de programmes de tests massifs, de tentatives de remettre au travail la population atteinte ou susceptible d'attraper le Covid-19 ?

À travers les témoignages recueillis ces derniers jours juste avant et après la rentrée du 11 mai, à la suite du déconfinement progressif programmé par le gouvernement Macron, nous allons illustrer dans quelles conditions se sont déroulés ce confinement et sa sortie pour les enseignants et pour les parents, quelles étaient les véritables intentions du gouvernement.

« NOUS FAISIONS BEAUCOUP PLUS DE GARDERIE QUE D'ENSEIGNEMENT, AUCUN GESTE BARRIÈRE N'ÉTAIT RESPECTÉ »

Marie, enseignante en maternelle dans une petite commune de Bretagne :

> Tout d'abord les conditions dans lesquelles je me suis retrouvée, c'était hyper fatiguant de travailler dans les conditions du confinement et de fermeture de l'école. Avec les difficultés de connexion en Bretagne. Peu habituée à utiliser les outils informatiques pour l'enseignement, il a fallu que je me crée en catastrophe une adresse mail afin d'avoir un contact avec les parents des enfants, il a fallu en même temps gérer le bazar à la maison,

> m'occuper de mes trois enfants, faire la classe à distance… À la veille des congés de Pâques, j'étais crevée.

Vu l'urgence dans laquelle s'est effectué cet arrêt brusque du fonctionnement de l'ensemble des établissements scolaires, les situations ont dans certains cas été plus que problématiques. Le « débrouillez-vous » évoqué par un haut fonctionnaire de la maison (voir plus bas) trouve ici son illustration avec le témoignage d'une jeune stagiaire dans le 93 non encore titularisée qui s'était portée volontaire pour s'occuper des enfants prioritaires dans les classes de maternelle durant le confinement :

> Stagiaire en école maternelle, j'ai été volontaire pour m'occuper des enfants du personnel soignant, j'allais à l'école une fois par semaine. Durant cette journée, nous faisions beaucoup plus de garderie que d'enseignement, aucun geste barrière n'était respecté, nous n'avions pas de masque pour ne pas traumatiser les enfants et je n'ai jamais rencontré la directrice. En arrivant, le personnel de la mairie était sur place et c'était eux qui nous donnaient les consignes de la mairie. Le lien avec l'inspection s'est fait seulement à partir du lundi 11 mai par la conseillère pédagogique qui nous a transmis les consignes de l'inspection avec la mise en place des gestes barrières et de masques. Ces masques étaient destinés aux enfants, il n'y en avait pas pour les adultes et l'inspection nous a fait savoir que ce n'était pas grave, que cela ne changeait rien. Mais ils étaient trop petits, quand nous parlions, le masque remontait… Je devais être titularisée en juin, mais oralement, la hiérarchie a fait savoir que les titularisations de tous les stagiaires pourraient être reportées à la fin de l'année. Nous avons pourtant eu la visite de notre maître formateur qui, lui, nous avait dit que nous serions bien titularisés à la bonne date. Cela implique un changement financier, parce que la titularisation entraîne une augmentation de notre salaire… Avec donc, un manque à gagner important.

S'est posée et se posera la question de l'accueil des enfants des catégories dites prioritaires : enfants de personnels soignants, personnels d'aide sociale à l'enfance, médical et paramédical (ASE, puéricultrices, psychologues, pompiers, gendarmes, policiers, enseignants, collectivités territoriales, familles monoparentales…). Étrangement ont été oubliés les personnels des magasins d'alimentation, les agents de nettoyage, les éboueurs et les agriculteurs, qui sont pourtant des rouages essentiels pour l'ensemble de la population dans la période de confinement.

Martine, directrice enseignante d'une école maternelle à Montreuil (Seine-Saint-Denis) :

> Les enfants dont les parents travaillent dans les supermarchés, depuis le début, eux, ne font pas partie des enfants prioritaires, et pourtant ils font tourner le pays et ça, c'est déplorable. On ne peut accueillir que 36 enfants (regroupés dans une école) et les priorités, il va falloir se dépatouiller avec, c'est nous qui allons sélectionner les gamins et si des parents qui ne sont pas prioritaires se présentent à l'entrée pour la rentrée, nous ne pourrons pas les accueillir. En amont, cela fait deux à trois week-ends et jours fériés que l'on bosse pour contacter les familles, les informer, ne pas les laisser dans l'ignorance, les rassurer et leur expliquer que l'on ne pourra pas accueillir tout le monde, à l'exception des prioritaires, que ce sera peut-être un jour sur deux. Il va falloir faire attention aussi aux fratries, si les grands frères ou grandes sœurs sont pris, les plus petits devront être pris aussi.

« CHAQUE ÉCOLE FAIT LA RENTRÉE À SA SAUCE, CHAQUE MAIRIE EN FONCTION DE SON ORIENTATION POLITIQUE »

Les situations sont très différentes selon les villes, selon les couleurs politiques des mairies, selon les personnalités des écoles et des parents d'élèves et ont créé de grandes diversités durent ces 50 jours de confinement. Une maman de Montrouge (Hauts-de-Seine) illustre, par ses propos, un retour en classe bien préparé et rassurant de sa fille de 5 ans en moyenne section de maternelle :

> Dans la classe de ma fille, les enfants seront six pour la rentrée du 18 mai, un pré-accueil a été fait par sa maîtresse. Elle nous a appelés pour nous expliquer la situation, elle a pris le temps de nous et de lui expliquer la situation, elle lui a donné le nom de ses camarades qui seraient présents, l'appel se fera de manière échelonnée pour éviter les attroupements à la sortie, les repas froids seront pris dans les classes, chaque enfant aura son bureau et sa chaise, ils disposeront de leur propre matériel de classe, il y aura un sens de circulation, dans les toilettes un cabinet sur deux sera accessible, des remplaçants seront présents pour les instituteurs absents. Nous avons eu un suivi pédagogique très important durant le confinement.

Julie, institutrice à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), auparavant enseignante à Saint-Denis, montre les différences d'accueil entre des deux villes :

> Chaque école fait la rentrée à sa sauce, chaque école fait en fonction de son idéologie et de sa subjectivité, chaque mairie fait en fonction de son orientation politique. En fonction des choix et des valeurs mises en avant, on a des situations totalement différentes. De Saint-Ouen à Saint-Denis[1] (1), certaines écoles ne sont même pas à un kilomètre de distance et les différences d'accueil, de préparation, de contacts avec les parents n'ont rien à voir. À Montreuil, avant le 2 juin il n'y aura pas d'écoles, à Saint-Denis, les écoles ne sont pas ouvertes pour tout le monde le 18 mai, seules huit écoles sur 70 seront ouvertes pour les personnels prioritaires.

« QUAND IL N'EST PAS CONTREDIT, LE MINISTRE MENT »

Le mensonge et la dissimulation sont pratiqués à outrance à tous les niveaux de la chaîne politique et administrative et particulièrement au sommet de l'État en la personne du ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Un haut fonctionnaire de l'Éducation nationale sous le pseudonyme de Maurice Daunicourt fait circuler un texte à charge sur la gestion de la crise :

> Le ministre ne connaît pas le premier degré : au niveau national, comme en période de crise, les cercles de décision se restreignent et que le temps s'accélère, le roi est nu ; le ministre, Jean-Michel Blanquer, accumule bévues et boulettes et il n'est pas un jour où les faits, quand ce n'est pas le Premier ministre ou le président de la République, ne le démentent pas.
>
> Et quand il n'est pas contredit, le ministre ment, sciemment, consciencieusement, honteusement, comme lorsqu'il a annoncé que tout enseignant recevrait à temps des masques chirurgicaux ; dans les faits, la grande majorité des écoles ne les avaient pas reçus le jeudi 7 mai au soir, soit avant le pont et le week-end précédant la réouverture annoncée des écoles le 11 mai.
>
> Le règne du « débrouillez-vous » : Or, la tendance, datant de plusieurs années, mais renforcée sous le ministère de Jean-Michel Blanquer, est de s'adresser aux directeurs comme aux chefs d'établissement et de leur demander la même chose, alors qu'ils n'ont pas du tout les mêmes moyens. Et le recteur de faire de plus en plus de même, shuntant DASEN et IEN. De ce fait, la directrice ou le directeur se retrouve de plus en plus entre le marteau (sa hiérarchie, IEN, DASEN, recteur ou ministre) et les enclumes que constituent ses collègues, les familles et la mairie, dont les désirs convergent rarement.

La lecture de ce pamphlet très bien documenté que l'on peut lire en totalité ici – est édifiante. Faillite du ministre, règne du « débrouillez-vous », méconnaissance du premier degré, absence de

1. Saint-Ouen (maire sortant de droite avec un ballottage droite, PS, divers gauche) ; Saint-Denis (mairie PCF avec ballottage PS, PCF).

confiance du ministre envers ses fonctionnaires, appropriation par les recteurs, des inspecteurs territoriaux jusque-là chasse gardée des inspecteurs d'académie.

En Bretagne comme à Saint-Ouen, toutes les municipalités qui ont eu, avec le confinement, un second tour annulé jusqu'à nouvel ordre et qui mènent une politique clientéliste pour se faire élire peuvent mentir et se contredire comme l'explique Julie :

> L'équipe municipale de la mairie de droite de Saint-Ouen s'est alliée avec LREM, entre les deux tours. Elle fait n'importe quoi, ne donne pas les moyens, fait tout dans la précipitation, ses représentants mentent ouvertement aux parents, à l'IEN, dans les médias. Il y a un mois, ils ont déclaré qu'ils n'ouvriraient pas les crèches et les maternelles, résultat, les maternelles ouvrent lundi 18 mai, ils ont changé d'avis sans prévenir. Ils ont annoncé aux parents d'élèves, par un courrier, qu'une entreprise privée avait été embauchée pour faire la désinfection des écoles, c'est faux, ce sont toujours les mêmes agents de la municipalité présents toute l'année qui sont là…

Corinne Vialle, directrice d'école à Marseille et membre de l'équipe du SNUIPP 13 :

> Dans le département des Bouches-du-Rhône, il y a des communes qui n'ont pas souhaité rouvrir des écoles et l'on comprend tout à fait. Nous voulions un protocole pour la reprise, nous l'avons eu, il fait 54 pages, il est très contraignant et du coup, ce que l'on constate, c'est que nombre d'écoles n'ont pas les conditions nécessaires, au niveau matériel, technique, personnel municipal et enseignants. Il faut que les quatre obligations soient remplies parce que le protocole repose là-dessus. Nous ne comprenons pas pourquoi les enfants les plus jeunes, donc les moins à même de respecter les gestes barrière soient les premiers à reprendre la classe.

Emmanuel, parent sur Montreuil et membre de la FCPE : « En primaire, dans le groupe scolaire de mon fils, durant les deux mois avant le confinement, on se battait, photos à l'appui, on a quasiment fait une manif devant la mairie, assisté à une réunion de crise avec l'adjointe sur l'état déplorable des sanitaires : pas de serviettes, pas de savon, pas d'entretien des lavabos et des toilettes, comment, dans ces conditions, les parents peuvent-ils être sécurisés en période de pandémie ? »

Dans les collèges, la reprise pour les classes de 6e et de 5e est prévue le 18 mai. Mais à Montreuil, par exemple, les classes de 6e et 5e ne reprendraient que le 2 juin et les 4e et 3e, le 9 juin. Sandra, prof dans un collège à Montreuil :

> Les 6e et 5e sont censées reprendre le 18 mai. Moi, j'ai des 5e, mais pour les 4e et 3e il est prévu une rentrée le 9, c'est très flou, en fait, ce qu'ils n'osent pas dire est qu'ils ne rentreront sans doute pas… Comme on est en zone rouge, visiblement la date, c'est plutôt le 2 juin pour les 6e et 5e. L'épreuve de l'examen écrit du brevet pour les 3e est annulée ; l'examen oral sur un sujet choisi par les élèves est aussi annulé depuis plusieurs semaines. En fait, le brevet va sans doute être validé par les compétences, un tableau que les profs de 3e remplissent en fin d'année pour indiquer si telle ou telle compétence a été acquise pendant l'année et qui validera la remise du brevet ou pas.

« LES CONSIGNES SONT INCOMPRÉHENSIBLES POUR LES PARENTS ALLOPHONES[2] »

Après ses propos hallucinants : « Il y a plus de risques à rester chez soi que d'aller à l'école ! » le discours du ministre sur la rentrée « progressive » du 11 mai pour justifier d'un retour en classe a beaucoup tourné autour de la nécessité de se consacrer aux élèves « décrocheurs » à l'école. Malheureusement malgré ses tentatives de justification, mon enquête montre de la Bretagne au

2. Personnes qui, dans un territoire donné, ont pour langue première une autre langue que la ou les langues officielles.

93 en passant par Marseille que c'est totalement l'inverse qui est en train de se dérouler. Dans les endroits où les enfants reviennent à l'école, ce sont les enfants des classes moyennes qui reviennent. Les parents défavorisés socialement ont peur de remettre leurs enfants en classe et ne font pas confiance aux conditions d'hygiène. L'application d'un protocole de 56 pages totalement inapplicable dans la majorité des établissements scolaires est dénoncée à la fois par les enseignants les autorités locales et les parents.

Julie, enseignante à Saint-Ouen : «Apparemment, toutes les directions des écoles sont harcelées par les parents d'élèves travaillant dans le cinéma et le domaine des arts, ils râlent et envoient des courriers à la mairie pour dénoncer la situation et veulent que leurs enfants soient pris dans les classes, mais ils ne sont pas prioritaires. En revanche, les parents au bas de l'échelle sociale ont peur, parce que les consignes sont incompréhensibles pour les parents allophones, parce qu'ils ne travaillent pas, parce qu'ils ne sont pas prioritaires. De plus l'inspection nous a dit : si les enfants ne savent pas respecter les règles, on ne peut pas les accueillir[3].»

15 MAI 2020

3. En dehors des élus syndicaux, les prénoms des enseignants et parents interrogés ont été changés.

LA REPRISE
TÉMOIGNAGES

FRÉDY BABOT (LA POSTE ET LA BANQUE POSTALE)[1]

Je travaille à la Direction des systèmes d'information de la banque et du réseau, c'est-à-dire pour la Banque postale et les bureaux de poste. Nous sommes 95 % d'informaticiens (majoritairement des chefs de projet, la plupart du développement est sous-traité) et sommes 97 % à télétravailler depuis le 17 mars. Peu souhaitent revenir immédiatement sur site, une enquête de la semaine dernière révèle que 75 % des collègues se sont bien adaptés et que 55 % souhaitent continuer à télétravailler à temps plein et 25 % deux ou trois jours par semaine. Les règles de La Poste permettent le télétravail soit un ou deux jours fixes par semaine, soit 25 jours flottants par an pour les cadres au forfait. Au niveau syndical nous souhaitons en profiter pour renégocier l'accord sur le télétravail ; même si nous sommes conscients que les souhaits de rester à la maison viennent autant de l'incertitude sur la reprise des écoles que de la crainte de la contamination sur des sites où se côtoient entre 400 et 1 000 personnes ou du simple confort du travail à la maison. Il n'en reste pas moins que la plupart se sont bien adapté·es aux réunions en audio et visio ainsi que l'utilisation massive d'outils collaboratifs (mails, tchat à plusieurs, partage de documents en temps réel, etc.). Parmi celles et ceux qui souhaitent revenir sur site, on trouve des parents isolé·es, ou seul·es à s'occuper des enfants car le conjoint travaille hors de la maison, ainsi que nombre de célibataires en manque de lien social. Mais dans tous les cas on sent une inquiétude sur la reprise. Quel impact cette expérience de télétravail massif va avoir sur la manière de travailler, de communiquer entre collègues ? Quel impact sur la réorganisation qui devait se mettre en place au 1er juin et qui est décalée au 1er janvier 2021 ? Quel impact aussi au niveau personnel ? Les couples sortent de cette expérience ébranlés ou renforcés. Les célibataires vont-ils revoir leurs modes de vie sociale ? Je doute que, pour nous, tout revienne comme avant le 17 mars mais ne sais pas réellement quels changements nous attendent. Il faudra sûrement quelques mois pour digérer tout ça.

JEAN-RÉMI BARLUET (CROIX-ROUGE INSERTION)[2]

Nous sommes un établissement dans l'Hérault au sein d'une association nationale (Croix-Rouge insertion). Nous portons des chantiers d'insertion spécialisés en maraîchage biologique et espace naturel. Nous avons poursuivi notre activité durant le confinement (60 salarié·es sur 85, toutes catégories confondues). Nous avons mis en place des protocoles qui nous ont permis de n'avoir aucun cas déclaré de Covid ! Durant ces deux mois, nous avons travaillé comme dans une bulle, nous nous sentions en sécurité. La sortie du confinement, c'est un mélange de satisfaction de retrouver une vie moins contrainte et nos collègues, mais il y a aussi de l'appréhension au sein des équipes de ne pas avoir la maîtrise sur les activités satellites à nos missions (transports, livraison, école…). Lors de la réunion de vendredi, pour faire le point de la semaine et préparer cette semaine à venir, on s'est tous dit qu'il fallait faire plus attention et être plus attentif aux comportement de nos clients et partenaires qui vont sortir de leurs confinements car nous avons la sensation (peut-être fausse) que l'on a pas assez préparé les gens à sortir du confinement ! Alors que nous nous pratiquons la distanciation et les gestes barrières et le respect des protocoles depuis des semaines et que cela nous a pris du temps à intégrer !

1. Postier à Bordeaux, Défendeur syndical Solidaires Gironde
2. La Croix-Rouge insertion (Hérault), délégué syndical ASSO-Solidaires.

GISÈLE (URGENCES)[3]

Les patients sont arrivés comme un seul homme le 11 et surtout le 12 ; comme si on venait de leur ouvrir un grand magasin un jour de solde… anxieux : demandant des tests de Covid que nous ne pouvons pas réalisés chez nous sans avis du 15… Agressifs : comme si nous entions responsables de toute cette organisation complexifiée… Bref, merci pour cet enthousiasme et cette bienveillance évaporée avec le mot déconfinement. Des cons *in fine*.

Le monde de demain sera-t-il vraiment différent ? Aurons-nous vraiment la reconnaissance et la revalorisation tant attendues et méritées pour tout l'hôpital public, le médico-social et la psychiatrie ? Pas sûr, pas sur du tout.

CHRISTINE DERVAL (PETITE ENFANCE)[4]

Au début de l'épidémie, nous avions interpellé notre direction la pour savoir ce qu'elle avait mis en place et demander une réunion d'urgence avec les organisations syndicales. Nous avons eu notre première réunion le 6 mars. Cette réunion était forcément le reflet de notre gouvernement en banalisant cette épidémie. On nous dit que le virus ne touchait pas les enfants, que ce n'était pas pire qu'une grippe mais tous ces échanges ne nous ont pas pour autant rassurer. Nous avions déjà à l'époque demander la fermeture des établissements de la petite enfance. Le 12 mars, nous apprenons par le chef du gouvernement l'annonce du confinement et donc la fermeture des établissements de la petite enfance.

Le 13 mars, une réunion d'urgence s'organise. Une vingtaine de structures va rester ouverte pour accueillir les enfants des soignant·es, des enseignant·es, des policier·ères et commerçant·es. Notre première crainte, au vu du manque de matériel pour le milieu hospitalier, est de ne pas avoir les conditions nécessaires pour accueillir et protéger les enfants et le personnel. Il a fallu palier aux angoisses des agent·es au vu de l'ampleur de l'épidémie et à la pression de notre direction. Le discours de notre direction était « on est un service public, le confinement ce n'est pas des vacances, que nous sommes mobilisables à tout moment et que nous pouvons être réquisitionnés ». Notre directeur a fait aussi un appel au volontariat (avec beaucoup d'insistance) au niveau des auxiliaires de Puéricultures pour aller travailler dans les Ephad.

Dès le début du confinement nous avons été interpellés par des agent·es sur le non-respect de leur attestation pour garde d'enfants, la peur d'aller travailler, la peur d'être contaminé·e et la pression des responsables de crèche pour que les collègues se portent volontaires pour aller travailler ailleurs que dans les crèches. Même des psychologues se sont vu imposer du télétravail pendant la garde de leurs enfants pour répondre à une base téléphonique que la Ville de Paris avait mis en place.

Après l'annonce du déconfinement, en amont nous avions demandé un CHSCT pour échanger avec notre direction sur l'organisation mise en place pour la réouverture progressive des crèches. Notre directeur nous avait annoncé l'ouverture de 250 crèches et multi-accueils et 16 PMI. Pour la CGT, nous n'étions pas en accord car pour nous, on ne pouvait pas appeler ça un déconfinement progressif. Le 11 mai, il y a eu 222 crèches à ouvrir et nous avons accueilli 2 300 enfants

Le retour des agents que nous avons eu, c'était en premier lieu l'angoisse de reprendre les transports en commun. Un protocole sur les gestes barrière a été forcément mis en place. Bien sûr, cela rassure les familles mais au point de vue relation cela est plus compliqué. Les parents ne rentrent pas dans les sections, les enfants sont donnés à la porte de la section. Donc pour les enfants, c'est

3. Service mobile d'urgence et de réanimation.
4. Secrétaire générale du syndicat CGT de la petite enfance Paris.

dur après une absence de deux mois, ce n'est pas forcément la personne connue pour l'accueillir, et le port du masque en plus. Pour les mesures barrières, les deux collègues restent dans leurs sections. Personne ne rentre, les collègues passent leur temps à laver leurs mains toutes les trente minutes, désinfecter les poignées des portes, les jouets. Aucun jeu de groupe que des jeux individuels lavés après chaque utilisation. Effectué avant par les ATEPES, le ménage après les repas est fait par les APS (prévention secours) ou les EJE (éducateur·trices).

Pour la CGT, certes, nous nous battons pour un service public mais pas à n'importe quel prix. Au CHSCT du 5 mai, nous avons voté contre la mise en place du protocole que notre direction proposait pour la réouverture du 11 mai car nous n'avions pas tous les éléments comme la liste et le nombre de structure qui allait ouvrir. La maire de Paris a donné une prime de 35 euros pour les collègues qui ont travaillé pendant la période du confinement et une prime de 10 euros que nous avions réclamé pour dédommager les frais repas et autre comme l'essence car des collègues n'avaient pas de transport pour venir travailler. Nous demandons que ces primes soient versées pendant toute la période de l'épidémie. Comme pour le milieu médical, nous demandons le dégel du point d'indice. Que les collègues qui ont attrapé le Covid pendant leurs fonctions soient reconnues en maladie professionnelle. Cela n'a pas échappé à tout le monde, que les personnes qui ont été au front étaient la plupart du temps des femmes, des bas salaires. Depuis des années nous réclamons la reconnaissance de nos métiers très largement féminins.

FRANÇOIS GICQUEL, FABRICE OBATON ET LOUIS-JEAN PORQUEZ (ÉDUCATION NATIONALE)[5]

On ne reprend pas le 11 mai, on reprendra quand les moyens d'exercer dans des conditions normales (quoique déjà aberrantes) nous le permettront, et après nous être fait·es entendre !

S'il est une chose que nous pouvons retenir de la période actuelle c'est bien le poids de notre secteur dans l'activité économique :

Nous ne sommes en effet pas seulement le secteur de la reproduction de la force de travail, du tri des futur·es salarié·es en fonction des besoins de la production. En effet, nous constatons qu'à l'heure de « relancer la machine économique » qui préoccupe tant nos dirigeants, nous sommes appelé·es à être essentiel·les. Bientôt, notre mission sera elle aussi « sacrée », comme celle des hospitalier·es. Drôle de période où les soi-disant fainéant·es, nanti·es de travailleur·euses des services publics deviennent indispensables.

En effet notre rôle d'« occupationnel·les de la progéniture ouvrière » paraît au grand jour puisque la fermeture des écoles empêche nombre de travailleur·euses de se consacrer à la tâche de production de richesse qui leur est assignée. Résultat : sans nous, on ne peut pas exploiter correctement

On ne reprendra pas parce que :

Enseignant·e, c'est un métier sous conditions. L'enseignement à distance répond à une définition vieillotte du verbe enseigner = transmettre des connaissances scolaires. Si notre travail était aussi simple, cela nous renverrait à l'époque de Ferry.

Enseigner, c'est partager des connaissances, amener les gosses à « assembler des pièces » d'un puzzle, c'est agir sur la ZPD (zone proximale de développement) chère à Vygotski, c'est avoir une relation duelle avec les élèves. Savoir « ce qu'ils et elles » ont dans le crâne pour les faire progresser. Ce n'est pas enseigner à distance ne serait-ce que d'un mètre, c'est avoir une relation avec

5. Respectivement : formateur au GRETA Grand-Littoral à Boulogne (62) ; enseignant au lycée de Saint-Martin-Boulogne (62) ; professeur des écoles, REP à Boulogne (62). Tous les trois sont membres de SUD-Éducation 62

quelqu'un·e. Et c'est faire que cette, ces multiples relations duelles aient une ré(ai)sonnance au sein d'un groupe classe, pour entraîner des interactions propices à réfléchir ensemble.

Nier cela, c'est nier notre métier, pour lequel nous avons une qualification, *a minima* certes, mais aussi une expérience. Enseigner à distance n'est pas enseigner, *a fortiori* pour les élèves en «difficulté» issu·es de quartiers «à problèmes», voire «sensibles». Il va de soi que ces termes sont ceux des exploitant·es, pas les nôtres.

Un boucher travaillerait-il sans frigo, un·e employé·e d'entrepôt de supermarché sans transpal?

L'éducation nationale n'est pas une garderie, ni celle de l'État, ni celle du Medef. Ou on est en capacité de faire notre travail, ou pas. En tant que fonctionnaires obligés de fonctionner, exigeons de la hiérarchie, noir sur blanc, une rupture de notre mission et sa transformation en «gardien·nes» d'enfants pour nécessité économique.

L'IMPACT PSYCHOLOGIQUE SUR LES ÉLÈVES

Même si tout se fait comme prévu dans le meilleur des mondes macroniste, nier l'aspect anxiogène d'une reprise avec masques et gants dans une atmosphère pré ou postapocalyptique est *a minima* benoîte. Si des adolescent·es préparé·es et soutenu·es psychologiquement pourraient peut-être être à même de gérer ou d'exprimer un stress qu'ils et elles comprennent, ce n'est pas le cas des enfants.

Si tout est respecté, les enfants vont voir leur école transformée en hôpital, leurs instits en médecin appliquant les gestes barrières. Les gamin·es sont incapables de comprendre cela… ce qui créera un choc émotionnel, qu'ils et elles ne sauront pas verbaliser. Est-ce que, sous prétexte de «remettre la France» au travail, il faut marquer psychologiquement une génération sacrifiée sur l'autel des dividendes à verser aux actionnaires?

LES ENFANTS SONT DES ENFANTS

Si les adultes peuvent adopter les soi-disant et surtout fluctuants «gestes qui sauvent», les enfants en sont incapables. Nous sommes des animaux sociaux qui ont besoin pour vivre de se toucher, d'entrer en contact physique. Si la plupart des adultes ont intégré des normes sociétales qui nous exhortent à ne privilégier la proximité qu'avec les intimes, les enfants ne sont pas comme cela. On ne peut se prétendre «professionnel·les de l'éducation» en omettant ce fait. Nos dirigeants le peuvent, ils n'y connaissent rien, soyons sûres qu'ils font élever leurs propres mômes par du petit personnel.

Notre utilité sociale est enfin reconnue, même très cyniquement, profitons-en pour réaffirmer nos revendications:

- Gel des fermetures des classes et des suppressions de postes (qui continuent en douce pendant le confinement), diminution du nombre d'élèves par classe, augmentation des salaires, amélioration de nos formations pédagogiques et techniques, titularisation de l'ensemble des précaires de l'éducation nationale, refus du renforcement de l'encadrement et refus du statut de directeur·rices d'école.
- Tirer les leçons de la période: Nous appelons au renforcement de la médecine scolaire, au renforcement du fond social d'éducation pour l'ensemble de nos élèves et de leurs familles, la sanction y compris au pénal de la hiérarchie qui nous a laissés sans moyens et en danger face à la maladie, qui harcèle les enseignant·es, les AESH et autres personnels de proximité.
- Nous demandons la reconnaissance automatique du Covid-19 en tant que maladie professionnelle et nous porterons plainte au pénal contre tous les responsables hiérarchiques directs et indirects en cas de contamination.
- Nous refusons de reprendre le travail, invitons élèves et parents à venir discuter avec nous de l'école, de ses programmes, de ses méthodes et ses objectifs. Prenons le temps d'interroger notre

rôle et nos fonctions dans la société. Questionnons-nous sur l'utilité sociale du travail et sa place dans la société.

■ Nous réunir en assemblées générales de l'éducation mais aussi en AG interprofessionnelles pour décider de notre avenir. Nous appelons à des initiatives tendant à exproprier les exploiteurs et reprendre en mains nos vies, nos écoles et notre santé.

Pas de reprise le 11 mai !

Grève ou droit de retrait !

LA REPRISE

« SANS PROTECTION, NOUS AVONS REFUSÉ DE REPRENDRE LES CHANTIERS »

ENTRETIEN AVEC ESTEVE

En Catalogne, comme dans tout l'État espagnol, la reprise des secteurs «non essentiels» a démarré dès le 14 avril, malgré l'opposition des organisations syndicales, entraînant des conflits voire des grèves de celles et ceux qui jugeaient que les conditions sanitaires n'étaient pas réunies.
Voici le témoignage d'Esteve, qui travaille dans une entreprise catalane de la région de Gérone d'installations électriques intervenant dans l'industrie, les travaux publics, l'entretien ou le secteur hospitalier, aux côtés de nombreux sous-traitants. À la suite de la crise des subprimes, Esteve avait été obligé, durant plusieurs années, de sillonner la Catalogne et le reste de l'État, loin de chez lui, au gré des chantiers. Il revient sur le confinement et la reprise.

Combien êtes-vous dans ton entreprise et avez-vous tous été mis au chômage partiel ?

Nous sommes 200 salarié.es fixes, avec les sous-traitants, de plus en plus nombreux, nous arrivons à 300 ou 400 personnes, selon les chantiers. C'est parmi les sous-traitants que nous avons eu deux cas de coronavirus.

Nous n'avons pas tous été mis au chômage partiel [ERTO, en Catalogne] : certains intervenaient dans l'entretien des hôpitaux et ils ont continué durant l'état d'urgence. Parmi les techniciens, 50 % étaient en ERTO et les autres en télétravail. J'ai plus de 60 ans et donc j'ai été confiné en arrêt maladie dès le 15 mars, comme tous ceux de mon âge. Mes camarades d'équipe plus jeunes, eux, n'ont eu que quinze jours de chômage partiel durant cette période.

Vous avez tous repris le 14 avril, quand Pedro Sánchez a donné le feu vert ?

On aurait dû tous y aller, selon la direction : avec le gel, les masques, en respectant les distances et les règles d'hygiène, avec des contrôles continus très compliqués. Mais dans les équipes où il n'y bavait pas encore d'EPIS (équipements de protection sanitaire), nous avons refusé de reprendre les chantiers. Cela a été le cas de mon équipe durant plusieurs jours.

La direction a-t-elle organisé ces mesures de protection avec le CE ?

C'est passé par le comité d'entreprise, où les CCOO sont majoritaires, nous avons en plus mis sur pied un comité de sécurité, qui discute et instaure les mesures de protection.

Quand moi, j'ai accepté de revenir début mai (j'aurais pu encore attendre, vu mon âge), le responsable de la sécurité de l'entreprise, et ensuite un camarade du comité de sécurité m'ont appelé et m'ont demandé si j'avais subi une quelconque pression pour me pousser à aller bosser. Ce n'était pas le cas, me concernant. Et enfin, ma mutuelle m'a appelé (j'étais en arrêt maladie) pour savoir comment j'allais et si je me sentais en état de bosser, avant de me donner une autorisation de reprise.

Comment faites-vous sur un chantier pour respecter les distances, et les autres recommandations ?

En appliquant les EPIS : les masques, nous nous lavons souvent les mains, en essayant de respecter les distances et espérant croiser le moins de gens possible. Mais, moi, par exemple, je suis censé recevoir des livraisons de matériel et donc croiser d'autres gens… Nous essayons d'imposer de journées en continu de façon à ne pas déjeuner sur place et à éviter la cantine.

Qu'en est-il des salariés des sous-traitants ? Sont-ils traités comme vous ?

Sur le chantier où je suis, à Olot, il y a des ouvriers d'une entreprise sous-traitante, qui arrivent avec leurs EPIS et nous, on leur demande de respecter les mêmes conditions que nous. Ils ne sont pas traités comme nous (salaires, horaires), mais quant à la sécurité, nous avons obtenu que les normes de protection soient les mêmes. Nous avons réussi à ce que le chômage partiel leur soit aussi appliqué et ils en sont sortis au fur et à mesure que le travail reprenait. En ce moment, ils sont inquiets sur leur prime : ils touchaient 200 euros par mois pour des heures sup' régulières et là, à cause de l'aménagement des horaires, cela tombe à l'eau. À moins que l'un d'entre nous ne reste avec eux faire plus d'heures… Ou qu'ils arrivent à négocier avec leur direction sur ces primes, ce que nous les encourageons à faire.

Comment vois-tu la suite ?

Nous sommes dans l'incertitude, inquiets : ce virus, on le connaît mal. L'économie est ralentie. Même si ce n'est pas le cas de notre secteur pour l'instant, en Catalogne, avec le ralentissement voire le frein du tourisme, ça va saigner. Cela a été très mal géré, par tous. De façon trop centralisée et avec peu d'information. Que te dire te dire ? Ça craint vraiment, tout ça…

12 MAI 2020

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIANA SANCHEZ

LA REPRISE
À LA SNCF, LES COLLÈGUES SONT INQUIETS

SÉBASTIEN[1]

La «reprise» depuis lundi 11 mai, c'est une période toujours plus confuse avec le sentiment dominant que le «monde d'après» qui se dessine, c'est le risque d'un «monde d'avant» mais encore bien pire.

Personne n'est dupe que ce déconfinement et, en premier lieu, le retour massif des enfants dans les écoles pour faciliter le retour de leurs parents au boulot sont dictés par la volonté du gouvernement et du patronat de relancer l'économie à leurs conditions, et que leurs profits passent bien avant nos vies, pour reprendre un slogan qui a tout son sens vu le contexte. Et pour couronner le tout, l'état d'urgence sanitaire expérimenté durant la durée du confinement représente une menace angoissante pour nos libertés.

À la SNCF, les collègues sont inquiets. Il n'existe pour l'instant aucune statistique interne et officielle, mais de nombreux travailleuses et travailleurs du rail ont contracté le Covid-19 dont certains sont décédés, notamment en Île-de-France.

Les inégalités sont flagrantes également au niveau du personnel SNCF puisque nombre de cadres sont en télétravail et ne sont donc pas exposé·es aux mêmes risques que les personnels exécution et maîtrise.

Il y a d'abord et avant tout l'angoisse de la contamination dans les gares, notamment en IDF et aux heures de pointe (le plan de transport a été adopté pour monter à 60% de trains Transilien et de 40 à 50% de l'offre habituelle pour le TER).

Depuis que nos stocks de masques (1,5 million à la SNCF, principalement de type FFP2) ont été réquisitionnés, ça a été la galère pour se procurer et reconstituer des stocks de gel hydroalcoolique, des masques de type chirurgicaux, des masques-visières en plastique dont l'efficacité réelle pose question.

Il y a eu des droits de retrait exercés par les salarié·es, notamment pour celles et ceux qui sont en contact avec le public qui afflue à nouveau et de nombreux droits d'alerte «danger grave et imminent» exercés par les délégués syndicaux depuis mars et au moment du déconfinement, pour forcer la direction à fournir le minimum de matériel pour se protéger.

Nos espaces de travail sont modifiés : c'est le retour des hygiaphones (qui avaient été initialement mis en place suite à une forte épidémie de grippe en 1945) et des vitres en plexiglas aux guichets et dans les bureaux, avec le problème des *open-spaces* qui se sont multipliés ces dernières années, notamment au niveau des sièges des différentes entités de la direction SNCF.

Il faut enfin évoquer le sort des salariés du nettoyage et de la sous-traitance, principalement des femmes, qui ont vu leur charge de travail et leurs conditions de travail se dégrader mais pour le coup, ces «héros et héroïnes du quotidien» sont quasi totalement invisibilisé·es et ne se verront remettre ni primes, ni médailles.

Concernant les équipes militantes syndicales CGT et SUD-Rail, qui avaient bataillé lors de la longue grève reconductible depuis le 5 décembre dernier, le laminoir depuis le passage en force de la «loi Travail» se fait ressentir. En effet, tout le maillage des délégué·es de terrain DP, CHSCT et CE

1. Sébastien est cheminot et syndicaliste SUD-Rail.

a été considérablement affaibli avec la mise en place imposée des instances uniques CSE au 1er janvier 2019. Avec la disparition de près de 80% du nombre de représentants du personnel, ce sont ainsi des milliers de syndicalistes qui se sont retrouvés sans mandat et sans statut de salarié protégé.

Et ce sont donc à présent des équipes syndicales réduites qui se retrouvent à batailler avec les directions SNCF, mais qui ont continué à se coordonner par conférence téléphonique durant la durée du confinement. Elles vont devoir lutter durement pour contrer les attaques et reculs sociaux qui ont débuté pendant le confinement et qui vont s'accentuer avec les restructurations qui vont redémarrer et les menaces de suppressions massives de postes, pour achever de démanteler le service public ferroviaire.

LA REPRISE
METTRE UN TERME AUX DÉROGATIONS

ENTRETIEN AVEC CÉLINE CARLEN

Céline, tu es représentante CGT des commerces parisiens et tu as activement participé à la construction du Comité de liaison intersyndicale du commerce parisien[1] au cours de la dernière décennie. Jusqu'au 11 mai, l'état d'urgence sanitaire restreignait l'ouverture des commerces au secteur alimentaire, peut-on dire que cela a été respecté dans les commerces dit non-essentiel ?

Il y a eu des infractions de la part de certains commerces dits non-essentiels mais leur nombre ne semble pas significatif. Selon le Procureur de la république de Paris, il y avait eu, à fin mars, 60 contraventions délivrées pour ouverture d'un commerce non essentiel sur 2 400 contrôles.

Pour autant, il faut rappeler que les commerces qui étaient autorisés à ouvrir et à faire travailler des salariés durant le confinement ne se limitaient pas aux seules enseignes de distribution à prédominance alimentaire. On pourrait citer par exemple les magasins vendant des ordinateurs, des cigarettes électroniques ou encore des téléphones qui pouvaient continuer leur activité (décret n° 2020-293 du 23 mars 2020). La question est donc plutôt de savoir ce que l'on considère comme étant ou non un produit essentiel.

Ainsi, ne serait-ce que dans les hypermarchés ou les magasins multicommerces, les achats pouvaient s'effectuer largement hors des rayons proposant de la nourriture ou des produits d'hygiènes. Le problème s'est également posé pour la vente en ligne et plus particulièrement pour Amazon.

De manière générale, cette question a été portée par la CGT et les élus présents dans les établissements concernés car nous revendiquions que le moins de travailleurs possibles soient exposés à la contamination et qu'ils ne prennent pas de risque pour leur entourage.

En l'absence de remontées consolidées et surtout de tests, il est impossible de donner un chiffre précis du nombre de salariés du commerce qui ont attrapé le Covid-19 mais beaucoup ont fait état de symptômes. Ils ont eu massivement l'impression, jute avant et après la période de confinement, d'avoir été exposés au danger sans moyens réels de protection. À l'époque, les plexiglas en caisses n'étaient pas installés, il n'y avait que les gestes barrière et de quoi se laver les mains. Dans certains magasins, les salariés se sont vus, avant le 11 mars, menacés de sanction s'ils portaient des masques ramenés de leur domicile car ceux-ci étaient considérés comme anxiogènes pour la clientèle. Ceux qui ont voulu exercer leur droit de retrait se sont vus très largement répondre qu'il y aurait des retenues de salaire.

Maintenant, avec cette reprise pour le moins cacophonique, quelle te semble l'état d'esprit qui prédomine ? Les mesures de déconfinement sont-elles bien respectées ?

Les travailleurs du commerce, comme ceux des autres secteurs, sont partagés entre la peur de l'épidémie qui prédomine chez une majorité d'entre eux (d'autant plus qu'ils sont en général en contact avec de nombreux clients) et une inquiétude de perdre leur emploi à court ou moyen terme

1. Voir Bruno Deporcq, *Clic-P : l'intersyndicale qui fait trembler les enseignes*, Paris, Syllepse, 2019.

si l'activité ne redémarre pas. La réalité est également contrastée en fonction de la situation de chacun : par exemple, ceux qui habitent loin de leur magasin et sont obligés de prendre des moyens de transport très fréquentés sont extrêmement préoccupés de leurs conditions de trajet. Or, utiliser un RER ou un métro dans lesquels les gestes barrières et les distances ne peuvent pas être respectés est pour eux une obligation pour se rendre à leur poste de travail. Or, cette question est totalement éludée dans la plupart des cas par les employeurs qui considèrent que cela ne relève pas de leur responsabilité et qui refusent de fournir des masques pour effectuer ces trajets.

Les mesures de déconfinement définies par le ministère du travail pour les commerces sont minimales : affichage des mesures barrières, marquage au sol optionnel, pas d'obligation de fournir de masques si la distance d'un mètre peut être respectée, fourniture de solutions hydroalcooliques prévue pour les seuls agents de caisse… En réalité, les mesures prises varient énormément en fonction des entreprises et des métiers.

De grandes enseignes ont par exemple présentés aux élus et aux organisations syndicales des plans de reprise d'activité détaillés avec des « Document unique de prévention des risques adapté au risque Covid-19 » qui se veulent exemplaires. Mais, confrontés au travail réel et en phase de réouverture, il se révèle souvent difficile de respecter cette multitude de consignes qui se traduisent par une charge de travail supplémentaire. Cette dernière est d'autant plus difficile à soutenir que les équipes sont réduites par le maintien en activité partielle d'une part importante des salariés. Par ailleurs, les employés voient se multiplier les incidents parfois violents avec des clients qui enlèvent leur masque là où il est obligatoire ou qui refusent de respecter les mesures barrière. Ces difficultés, qui interviennent très tôt après le déconfinement, sont d'autant plus inquiétantes que la pression économique ou l'habitude de considérer que « le client est roi », pourrait pousser les directions à abaisser le niveau des mesures de sécurité sanitaire.

Dans beaucoup de petits commerces ou même chez des succursalistes, la réalité est encore plus compliquée. Les consignes sont affichées mais souvent impossibles à faire respecter. En effet, il n'est pas rare qu'il n'y ait qu'un employé en magasin et des surfaces qui ne permettent pas la moindre distance de sécurité. De plus, les directions mettent une très forte pression sur les travailleurs pour qu'ils réalisent un maximum de ventes, après plusieurs mois de fermetures. Dès lors, il est quasi impossible pour un employé de rappeler à l'ordre un client, sous peine de le partir pour acheter dans une enseigne concurrente. En l'absence de représentation du personnel, ces salariés se trouvent directement soumis à une multitude de pressions dans le contexte actuel. Dans les faits, les employeurs de ce type d'établissement déplacent entièrement sur les salariés la responsabilité de leur propre sécurité.

L'ensemble de ces difficultés étaient prévisibles et c'est la raison pour laquelle notre organisation demandait qu'aucune réouverture de commerce non-essentiel ne s'effectue tant que toutes les conditions sanitaires n'étaient pas réunies, la santé et la sécurité devant primer sur les considérations économiques.

> Il se murmure déjà bien fort que des attaques sociales se préparent pour relancer le profit, à l'instar du passage à 60 heures hebdomadaire dans l'alimentaire notamment, des indices de réactions patronales allant dans ce sens dans les commerces parisiens ?

Le contenu des ordonnances prises lors de la période d'urgence sanitaire laisse en effet peu de doute. Mais les patrons des entreprises de distribution n'ont pas attendu le déconfinement pour essayer de les mettre en œuvre. Ainsi, en avril, la direction du groupe FNAC a ouvert une négociation pour déréglementer le temps de travail conventionnel, imposer la modulation et fixer unilatéralement 12 jours de congés payés aux salariés. L'accord n'a finalement été signé par aucune

organisation syndicale et, en rétorsion, la FNAC a immédiatement fait savoir qu'elle refusait de prendre en charge l'indemnisation à 100% de l'activité partielle !

Partout, les tentatives de ce genre se multiplient. Pour l'instant, les employeurs du commerce n'ont pas besoin de faire travailler plus les salariés mais ils utilisent le contexte actuel et les inquiétudes sur l'emploi pour se ménager des marges de manœuvre pour l'avenir.

Passer plus inaperçues, les attaques sur les instances représentatives du personnel dans le cadre des ordonnances, en particulier sur les délais de consultations et d'expertises de celles-ci, sont également très préoccupantes. Il faudra être particulièrement vigilant et lutter pour ces mesures prennent fin rapidement.

> Comment vois-tu la période qui s'annonce, des grands enjeux revendicatifs aux batailles immédiates ?

La première bataille va être de s'assurer justement que les salariés puissent travailler en toute sécurité et que l'employeur reste bien le seul responsable de celle-ci, au lieu et au temps de travail. Cela demande, entre autres, à ce que tous ceux qui travaillent, y compris les sous-traitants, puissent exercer leur droit de retrait s'ils le jugent nécessaire – sans faire l'objet de menace ou de pression. Nous demandons également la reconnaissance en maladie professionnelle de tous les travailleurs victimes du Covid-19, par suite d'une contamination professionnelle. Il faut également que soit mis un terme aux dérogations au Code du travail instituées par les ordonnances prises dans le cadre de l'état d'urgence, particulièrement concernant le temps de travail et la représentation du personnel. De manière générale, les salariés n'ont pas à payer le prix de cette pandémie et de ses conséquences économiques.

17 MAI 2020

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN DESCOTTES

DOCUMENTS

NICARAGUA
INTERDICTION DE RESTER CHEZ SOI

SERGIO RAMÍREZ[1]

Pour démontrer que nous vivons dans le pays le plus sain du monde, et que, par décret, nous sommes obligés d'être heureux. Le Nicaragua est une bombe de contagion

Lorsqu'au début du 20e siècle, un des nombreux volcans du Guatemala est entré en éruption, le dictateur Manuel Estrada Cabrera depuis le palais présidentiel où il était reclus, a envoyé un décret destiné à être lu dans la rue, lequel établissait que la prétendue éruption était un mensonge, fruit d'une conspiration politique visant à déstabiliser le pays, à nuire à l'économie et à retarder le progrès. Le mensonge officiel prétendait ainsi se substituer à la réalité.

Mais la pluie de cendres brûlantes projetée par le volcan, qui obscurcissait le soleil, empêchait l'employé public chargé de diffuser le décret de remplir sa tâche, et par manque de clarté il devait recourir à une lampe à acétylène ; et d'ailleurs, face à la violence des secousses, personne ne s'attardait pour écouter sa proclamation.

Au Nicaragua, il n'y a aucune épidémie causée par le Covid-19, car, grâce à l'imaginaire officiel, les frontières du pays ont été blindées hermétiquement par la protection divine. Tout le reste est le fruit d'une conspiration d'esprits déformés et malades, qui ne cherchent qu'à calomnier et à diffamer. Et à déstabiliser le pays, nuire à l'économie et freiner le progrès.

Les propagandistes officiels ont d'abord dit que le Covid-19 était une maladie de riches oisifs, qui n'avait aucune raison de s'inviter chez les pauvres, de sorte que ce truc de rester chez soi était une aberration de la propagande impérialiste. La pandémie, dans le monde, n'est rien d'autre qu'une punition divine contre l'exploitation capitaliste.

LE VIRUS EST DEVENU UN ENJEU IDÉOLOGIQUE

Nous vivons quelque chose comme une lutte des classes sanitaire, dans laquelle, par conséquent, le virus est devenu un enjeu idéologique. Nier qu'il existe au Nicaragua est un devoir révolutionnaire ; prévenir contre sa propagation, une machination de droite.

Dans les centres de santé, on en est même arrivé à interdire aux médecins et aux infirmières d'utiliser des gants et des masques pour traiter les patients, car cela revenait à créer inutilement des inquiétudes. Et le personnel a également reçu des instructions pour qu'il ne donne aucune information sur la maladie, afin de ne pas créer un climat d'hystérie de masse.

DES SPECTACLES DE CIRQUE DE PAUVRES PROPRES AU PITTORESQUE TIERS-MONDE EN TEMPS DE PANDÉMIE

Pour prouver que nous vivons dans le pays le plus sain du monde et que, par décret, nous sommes obligés d'être heureux, la propagande officielle a été déployée avec faste pour inciter les gens à s'entasser sur les plages, et les ports restent ouverts aux bateaux de croisière, l'inconvénient étant que ceux-ci ont d'eux-mêmes cessé d'accoster ; des foires gastronomiques sont inventées et l'assistance aux fêtes patronales recommandée. Le pays est une bombe de contagion.

En plus de maintenir les écoles et les universités ouvertes, on attire les imprudents dans les stades ;

1. Sergio Ramírez est ancien vice-président du Nicaragua après la révolution sandiniste, entre 1984 et 1990. Il a rompu avec le régime de Daniel Ortega depuis 1994. Il est écrivain et lauréat du prix Cervantes 2017.

on organise des soirées de boxe, que la chaîne internationale ESPN diffuse comme s'il s'agissait de spectacles de cirque de pauvres, de raretés «atypiques» propres au pittoresque tiers-monde en temps de pandémie.

Les résultats des quelques tests effectués ne sont pas portés à la connaissance des patients et les hôpitaux et cliniques d'État sont tenus d'enregistrer les cas comme «maladies respiratoires atypiques». Les statistiques officielles ne sont donc aucunement crédibles.

Mais alors que le mal est déclaré inexistant, les hôpitaux sont bondés de patients qui, lorsqu'ils meurent, ne peuvent être veillés et doivent être enterrés sans accompagnement familial, sous surveillance policière. Et la peur de la répression se répand, car parler du virus peut se convertir en un acte subversif. Les proches des défunts préfèrent garder le silence.

Le mécanisme de falsification de la vérité est identique à celui qui a été utilisé lorsque, produit de la répression, il y a deux ans, des centaines de morts ont jonché les rues. Ils n'ont jamais existé, ceux qui ont été tués par des tirs de kalachnikov et par les balles de snipers équipés de fusils Dragunov russes et de Catatumbo de fabrication vénézuélienne. Les victimes, répertoriées par les organismes de défense des droits humains, sont mortes à cause de rixes liées à la drogue, de bagarres de rue ou d'accidents de la circulation. Le cynisme dans toute sa majesté, de même qu'autrefois, aujourd'hui de nouveau.

UNE INFECTION CLANDESTINE

Les autorités sanitaires ne reconnaissent que seize cas, dont cinq décès, ce qui, sinistre paradoxe, fait du Nicaragua le pays où le taux de mortalité résultant de la pandémie est le plus élevé au monde. Mais la phase de transmission interne du virus a déjà commencé et l'Observatoire citoyen, une organisation de la société civile qui se consacre à la collecte d'informations, signale déjà près de 800 cas d'infection dans le pays. Infection clandestine.

Il y a quelques jours, 645 professionnels de la santé, tous spécialistes réputés, soutenus par toutes les associations médicales, ont signé une lettre qu'ils ont rendue publique. Cette déclaration sans précédent exige du régime qu'il adopte les mesures de bon sens adoptées dans d'autres pays.

Il est déjà tard, disent les médecins, mais «au moment où la courbe des cas graves commence à monter, il est encore possible de prendre des mesures destinées à atténuer l'impact catastrophique sur le taux de mortalité et sur le système de santé».

C'est un acte courageux, car de nombreux signataires s'exposent à un licenciement des hôpitaux publics pour avoir brisé l'image de l'état de bonheur perpétuel dans lequel vivent les Nicaraguayens, prisonniers de cet irréel et fatal mirage par lequel les porte-parole officiels du régime t'expliquent que rester chez soi n'est rien d'autre qu'un vice de bourgeois.

11 MAI 2020
TRADUCTION: HÉLÈNE ROUX
SOURCE : *EL PAÍS*, HTTPS://ELPAIS.COM/OPINION

CANADA

L'AUTRE ÉPIDÉMIE : LES LUTTES AU TRAVAIL PENDANT LA PANDÉMIE

CHRIS ROBERTS[1]

Il y a quelques mois à peine, une discussion polie et pour l'essentiel stérile était en cours dans les milieux officiels sur l'avenir du travail. Elle traitait de manière étroite des pertes d'emplois anticipées dues à l'automatisation et à l'intelligence artificielle, les conséquences d'une société vieillissante et les besoins de mise à niveau des compétences pour l'avenir.

En pleine crise du Covid-19, cette discussion sans consistance a été balayée par des luttes de pouvoir à haut niveau pour l'organisation du travail. Émergeant à l'échelle internationale et pas seulement au Canada, ces conflits tournent autour de points de discorde familiers, comme la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, qui ont le potentiel de soulever des questions de grande envergure sur le rôle de l'État dans les luttes sur le lieu de travail et sur la nécessité de démocratiser la prise de décision concernant la production elle-même.

LUTTER POUR PESER

La pandémie a provoqué une remise en question de la valeur sociale et économique attribuée aux soins, au nettoyage et aux services, tâches peu rémunérées et généralement féminines. En juxtaposant les capacités de production disponibles et les graves pénuries de matériel médical dont nous avons un besoin urgent, l'urgence sanitaire a également posé la question de ce qui devrait être produit et dans quel but.

De plus, l'épidémie de Covid-19 a déclenché des affrontements sur le lieu de travail. Les travailleurs des secteurs public et privé ont exigé des équipements de protection individuelle (EPI), des postes de travail modernisés, des congés payés et une réorganisation prudente du travail. Alors que les travailleurs ont été envoyés à leurs postes sans protection ni équipements adéquats, des grèves sauvages ont éclaté pour des raisons de santé et de sécurité, y compris certaines menées par les plus vulnérables et les employés précaires.

Au Canada, avec le soutien actif ou tacite du gouvernement, les employeurs ont insisté pour maintenir ou redémarrer la production, même lorsque les risques pour la santé et la sécurité étaient très élevés et qu'aucune protection appropriée n'était en place. Les employeurs et les gouvernements ont défendu la pénurie d'équipements de protection, alors même que les gouvernements refusent d'obliger les employeurs à fournir des masques et des kits de test. Les refus des employés d'effectuer des travaux dangereux dans diverses régions du pays ont augmenté, mais l'État a fait la sourde oreille.

Les luttes pour la santé et la sécurité ne concernent pas uniquement les équipements de protection et les procédures appropriées pour protéger la santé des travailleurs. Elles touchent également à l'intensité du travail. Comme le révèle la lutte contre la vitesse des chaînes de production dans les usines d'emballage de viande de l'Alberta, les exigences de distanciation physique et les précautions appropriées en matière de santé et de sécurité peuvent nécessiter une réduction et un ralentissement du rythme de production. La demande de recrutement de personnels adéquats dans les soins actifs

1. Chris Roberts est membre du Congrès du travail du Canada, centrale syndicale canadienne.

et de longue durée est essentielle pour garantir des niveaux de soins élevés, mais aussi pour lutter contre l'intensification du travail qui est une conséquence du manque de personnels.

Alors que les lieux de travail rouvrent de plus en plus et que le travail reprend, les charges de travail plus élevées liées à la réduction des effectifs continueront d'être des points nodaux dans les conflits. Par voie de conséquence, les niveaux d'allocation-chômage pèseront sur les luttes sur le lieu de travail, y compris sur les combats pour forcer les employeurs à mettre en œuvre des protections appropriées en matière de santé et de sécurité.

Rétablir le fouet du chômage

Toutes choses étant égales par ailleurs, la menace du chômage discipline les travailleurs et renforce la domination capitaliste sur le lieu de travail. Les maigres et restrictives allocations de chômage aggravent également le coût de la perte d'emploi pour les travailleurs, renforçant la poigne de la direction. Au fil des ans, les prestations d'assurance-emploi (AE) ont été systématiquement restreintes et réduites pour atteindre cet objectif.

Alors que les pertes d'emplois ont explosé et que les revenus se sont effondrés en mars, le caractère restrictif et les prestations inadéquates de l'assurance-emploi sont devenus une responsabilité politique pour le gouvernement fédéral. Ottawa a été contraint de créer une allocation de chômage – la prestation d'intervention d'urgence du Canada (CERB) – qui a assoupli bon nombre des règles d'admissibilité bureaucratiques de l'AE. Comparativement à l'assurance-emploi, le CERB disqualifie moins de Canadiens sans emploi, offre une prestation plus élevée comparativement aux nombreux chômeurs qui pourraient être admissibles à l'assurance-emploi et n'exige pas que les prestataires recherchent ou retournent au travail.

Sur la base de l'amélioration des prestations de chômage, les défenseurs des travailleurs ont poussé à de nouveaux efforts pour augmenter les bas salaires, avec un succès mitigé. Les militants ont obtenu un engagement du gouvernement à augmenter les salaires des travailleurs essentiels, mais cela laisse de côté de nombreux travailleurs à bas salaire (y compris les travailleurs agricoles migrants), et ces augmentations sont destinées à être temporaire.

Se remettant de leur désarroi initial, les employeurs, les gouvernements provinciaux et les groupes de réflexion de droite ont réagi en s'efforçant de restreindre le CERB et de resubordonner les travailleurs à la discipline du marché du travail à bas salaires. Les employeurs craignent qu'en amortissant le coût de la perte d'emplois, le CERB ait également aidé les travailleurs à résister au retour dans les lieux de travail dangereux. Dans cette optique, les employeurs et le Parti conservateur ont récemment plaidé en faveur de l'exigence selon laquelle les étudiants qui demandent l'allocation canadienne pour étudiants d'urgence (CESB), doivent attester qu'ils cherchent du travail. Ces changements ont depuis été adoptés par le gouvernement Trudeau. […]

LES LUTTES À VENIR

Dans les mois à venir, les employeurs et la droite politique exigeront de plus en plus des retours en arrière, un bilan économique des mesures d'urgence mises en place et un retour à l'austérité. Toutefois, la bataille actuelle sur la santé et la sécurité au travail, la charge de travail, le rythme et l'intensité du travail précède cette lutte.

Au milieu de ces conflits, les militants ont de nouvelles et abondantes opportunités de relier les luttes professionnelles et politiques. Pour les syndicats durement touchés par la crise du chômage, la pandémie crée des possibilités d'organisation, d'éducation et de collaboration avec les travailleurs sur des questions fondamentales concernant le contrôle du travail et de la production. Comme la droite aime à le dire, il ne faut jamais laisser une crise se gâcher.

POISSY
MON QUARTIER À L'HEURE DU COVID-19

FIRMINE[1]

Mon quartier de la Coudraie à Poissy dans les Yvelines, connu pour son combat mené en 2004 avec l'annonce de la démolition a longtemps laissé croire que «les habitants étaient vus comme un problème, et pas comme une richesse». C'est contre cette représentation que s'est battu le collectif des habitants de la Coudraie, avec l'association Droit au logement (DAL) entre autres. Ce travail collectif de longue haleine a permis de revoir le projet initial et d'intégrer les habitants au pilotage du nouveau projet. Leur expérience montre aussi le besoin de poursuivre la mobilisation des habitants après les négociations autour du projet urbain. Ils se mobilisent aujourd'hui pour faire entendre leur voix dans la gestion du (futur) quartier et ce sur différents domaines (éducation, économie, transports, logement, etc.).

Trois leçons majeures peuvent être tirées de cette expérience:

- La première est que l'expérience du collectif de locataires de la Coudraie démontre la force constructive des conflits quand ils débouchent sur la négociation.
- La deuxième porte sur le processus de mobilisation des habitants. Il rend compte de la capacité qu'ont les habitants à mobiliser différentes ressources et à monter en compétence pour faire entendre leur voix.
- La troisième concerne la mobilisation d'acteurs qui ont soutenu ce processus. En mobilisant des chercheurs, enseignants, militants et professionnels, le collectif d'habitants a suscité de nouvelles dynamiques, qui sont à l'origine de la création du groupe Alternatives pour des projets urbains Ici et à l'international avec l'aide de son réseau. Il a contribué à semer des nouveaux rapports entre ces acteurs et a suscité des réflexions sur l'évolution des pratiques professionnelles

C'est à partir de 2014 après le relogement des anciens habitants et la venue des nouveaux que nous avons vu se dessiner une nouvelle Coudraie avec, au passage, tous les désagréments liés aux travaux, la poussière apparente sur les véhicules et fenêtres des habitants, le début des travaux du chantier et la livraison des matériaux avant 7 heures, les nuisances sonores du lundi au dimanche y compris les jours fériés, et le manque de places de stationnement que nous avons dû dénoncer à plusieurs reprises en séance avec les acteurs de la Ville de Poissy, c'est grâce à une pétition signée par les riverains et à une demande auprès de la municipalité, qu'en février 2019, lors d'une réunion municipale organisée sur le quartier, que nous avons réussi à obtenir des réponses: à savoir une centaine de places supplémentaires pour plus de 900 logements contre 600 à l'époque.

Nous déplorons un peu qu'aucune action pour instaurer le vivre ensemble et la mixité sociale n'aient été mises en place, on notera cependant les efforts consentis par l'Association socioculturelle et du logement de la Coudraie associée à l'Agence pour les équipements sociaux afin de répondre aux demandes des familles. C'est ainsi que des activités ont été proposées telles que l'accompagnement scolaire pour les petits voisins de primaire et collège, les cours d'alphabétisation pour les femmes de la Coudraie n'ayant pas pu suivre un long cursus scolaire dans leur pays natal, afin de faire reculer l'exclusion, s'intégrer et devenir autonome, l'atelier scrabble avec un groupe de six enfants de 9 à 11 ans, l'occasion pour nous de partager un agréable moment autour de

1. Firmine est militante du DAL.

l'apprentissage des mots de façon ludique, la lutte antigaspillage avec la distribution des invendus récupérés auprès d'une boulangerie – après signature d'une convention avec celle-ci, nous nous sommes organisés depuis 6 mois, tous les dimanches matin pour accueillir nos voisins dans la joie, la bonne humeur et le sourire, thé café préparés par les doyens du quartier –, le nettoyage du quartier, temps de partage convivial en famille - un moyen pour nous de sensibiliser les riverains à un respect de l'environnement et leur cadre de vie -, organisation de repas dans le local associatif : un plat une culture, un moyen de voyager ensemble, pots de l'amitié, goûters crêpes-party, et Tea-time…, sans oublier les permanences hebdomadaires dans le local associatif situé sur le quartier, lieu de réunions au cours desquelles les locataires, membres adhérents font état de leurs difficultés à faire valoir leurs droits auprès du bailleur. Suite à de nombreux dysfonctionnements dans leur logement, en décembre 2019, nous avons dû occuper les locaux du bailleur, c'est ainsi que nous avons pu obtenir un mois de loyer au titre du dédommagement du préjudice subi du fait de coupures répétées de l'eau chaude et du chauffage : fait marquant démontrant et renforçant notre solidarité entre voisins.

En mars 2020, la Coudraie ne vit plus – arrêt sur images, coronavirus oblige, confinement déclaré : pas de souffrance en soi, face à cette mesure d'urgence. Nous avons dû adopter une nouvelle façon de vivre tout en restant positif et pendant cette période nous avons vu se développer la solidarité sur le quartier : à 20 heures, en hommage au travail accompli par le personnel soignant, les familles de la Coudraie applaudissent à leur fenêtre, on confectionne des masques grâce aux incroyables talents de la Coudraie, on partage des petits plats faits avec amour entre voisins d'immeubles, on échange des livres, on envoie les dessins des enfants, les vidéos des familles pas trop méconnaissables après deux mois sans aller chez le coiffeur, on échange des mots rassurants au téléphone, on mutualise les déplacements pour l'achat de produits de première nécessité car, par manque de commerces sur le quartier, nous avons proposé de nous rendre disponibles en voiture et d'aller faire les courses au premier point de commerces de la ville…, et tout cela pour maintenir le lien social et vivre le confinement différemment.

TOUTES CES ACTIONS ONT PERMIS AUX HABITANTS DE MANIFESTER LEUR SOLIDARITÉ

Cependant, nous ne pouvons que souligner la mise en évidence des inégalités sociales, notamment au niveau scolaire puisque les familles se sont improvisé du jour au lendemain enseignants à domicile : simple lorsqu'on en a la faculté et les moyens, plus difficile avec la fracture numérique et ce, malgré tous les efforts fournis par le personnel enseignant de l'école Robert-Fournier, qui a fait un bon travail selon les dires des représentants de parents d'élèves.

Comme beaucoup, nous avons subi sur l'instant un tsunami interne, cette onde de choc nous a prostrés quelques jours mais rapidement ce fut le réveil.

La crise sanitaire sur le quartier de la Coudraie nous laissera en mémoire une expérience riche humainement, grâce à un confinement actif malgré les difficultés rencontrées et espérons vivre demain encore d'autres bons moments ensemble

12 MAI 2020

BELGIQUE

SOIGNANT·ES EN LUTTE : RAMENER L'HUMAIN AU CŒUR DES SOINS

ENTRETIEN

La crise politique et sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 a révélé à quel point le système de santé belge avait été affaibli mesures d'économie après politique d'austérité, ainsi que par l'introduction dans les soins de logiques comptable et de rentabilité. Le collectif La Santé en lutte, porté par des soignant·es, s'est organisé pour défendre, améliorer et demander le refinancement du système de santé, ainsi que revaloriser leurs métiers. Il nous alerte sur ces dérives depuis près d'un an déjà ; on se souvient des Mardis des Blouses blanches de juin 2019. Et témoigne de ce qui se passe sur le terrain pour rendre concrètes leurs revendications. Dans quel état les soignant·es sont-ils deux mois après le début de la crise ? Comment faire pour retrouver un système de santé plus efficace et surtout plus humain ? Comment militer au temps du coronavirus ? Éléments de réponses avec l'une des celles qui travaillent et luttent sur le terrain, Mouna Chouaten, infirmière spécialisée en bloc opératoire dans la région de Charleroi et membre du collectif.

Plus de 50 jours après le début de cette crise, qu'en est-il du matériel qui manquait cruellement, notamment les protections comme les masques FFP2 ?

Pour ce qui est des moyens de protection, il manque toujours et s'équiper correctement relève plutôt de la débrouille. Il faut savoir que dans certaines institutions hospitalières, du personnel infirmier a changé de métier puisqu'on a créé des ateliers de couture où des infirmier·es fabriquent des masques et des tabliers… Les masques FFP2 disponibles sont en principe destinés en priorité aux unités de soin critiques, là où la charge virale est la plus importante, comme les unités de soins intensifs et les «unités Covid» qui accueillent les patients porteurs de symptômes de la maladie. Mais ils ne sont pas toujours en nombre suffisant. Les soignant·es en sont généralement équipés, mais doivent donc parfois se contenter de ces masques en tissus fabriqués en interne auxquels elles rajoutent éventuellement des visières en plexiglas. En dehors de ces services liés au Covid, dans les services dits «Lits propres», les masques manquent très souvent. Or, dans ces services, on peut pourtant aussi contracter le Covid-19. Il est ainsi arrivé que des patients hospitalisés par exemple pour une opération urgente, qui n'avaient pas de symptômes et qui étaient venus pour autre chose que le Covid-19, se mettent à un moment donné à «chauffer». Et testés, qu'ils s'avèrent porteurs du nouveau coronavirus. Ils sont alors immédiatement transférés au service Covid mais en attendant, tout le personnel soignant qui s'en est occupé jusque-là, sans masques et protection donc, et qui lui n'est pas testé, peut potentiellement l'attraper et le transmettre. Il faudrait donc mettre à disposition des protections pour tout le personnel et tester tous les patients accueillis à l'hôpital et les soignants de tous les services, mais on ne peut pas le faire faute de matériel…

Pourquoi ces pénuries ? Et comment y avez-vous fait face ?

La cause de ces pénuries, c'est le manque de préparation de beaucoup d'institutions hospitalières qui n'étaient pas prêtes à venir voir la première vague de malades. On peut difficilement leur en vouloir, car elles ont suivi en cela les directives de la ministre de la santé, Mme Maggie De Block,

dont on se souvient qu'elle a tout fait pour minimiser l'ampleur de cette crise et la dangerosité du nouveau coronavirus. Certains hôpitaux ayant flairé l'importance de ce qui allait arriver, ont décidé de passer outre ces directives et se sont heureusement procuré le plus de protections possible. Ce qui a permis de constituer un stock d'urgence en masque dans lequel l'État a dans un premier temps pu puiser, faute d'avoir voulu constituer le sien, afin de les répartir dans les différents hôpitaux. Toute la saga autour des masques perdus, volés, mal adaptés, pas aux normes qui a suivi, a donné beaucoup de faux espoirs aux soignant·es qui attendaient du matériel efficace pour se protéger et protéger les patients. Cela a provoqué déception et renforcé la nécessité de devoir nous débrouiller par nous-mêmes. Car si on avait attendu ce matériel de l'extérieur, on n'aurait jamais pu travailler.

On a donc fait comme on pouvait. Des appels à la population, aux amis, aux voisins, priés d'amener le matériel dont il disposait dans les hôpitaux, ont été lancés. Pour les tabliers, on a été jusqu'à travailler avec de tabliers de boucher, ou des tabliers en sac-poubelle… C'est une débrouille qui a fonctionné en posant des restrictions aux règles d'hygiène élémentaires. Par exemple porter un masque toute une journée entière (on écrit son nom dessus). Ou encore, il faut savoir que, normalement, un masque chirurgical ne doit pas être porté plus de quatre heures. Or, dans certains services, on les a portés deux jours de suite… Résultat de cette précarité dans la protection et ce manque de matériel, de nombreux soignant·es sont tombés malades, contaminé par le Covid-19. La responsabilité du politique, qui a par exemple décidé la destruction du stock stratégique sans le renouveler est criante. Aujourd'hui encore, on reste dans une débrouille constante. Les ateliers de couture n'ont pas fermé et les masques FFP2 et chirurgicaux sont loin d'être fournis en nombre suffisant aux soignant·es qui en ont besoin.

> Et au niveau du moral du personnel soignant après 50 jours de travail si intense et dans des conditions si précaires ?

Évidemment beaucoup de fatigue. Physiquement, c'est un travail difficile qui nécessite une prise en charge lourde. On est au chevet du patient à réaliser des soins durant une longue période, en ayant très chaud du fait des différentes couches de protections portées (uniforme + plastique + masque FFP2 très serré + visière).

Mais c'est également très pesant moralement. Nous avons fait face à des difficultés auxquelles nous n'avions encore jamais été confrontées qui sont liée à la manière dont les patients meurent du Covid-19, c'est-à-dire seuls. En effet, le patient Covid n'a pas droit aux visites et au soutien de ses proches et c'est exclusivement le personnel soignant qui l'accompagne dans le processus, qu'il s'agisse de guérison ou non. En tant que soignant, on fait certes face à la mort régulièrement, mais pas comme ça. C'est quelque chose qui normalement se prépare, prend place dans un processus d'ensemble réunissant soignants et proches du patient. Ici, on se retrouve à transmettre les derniers messages d'une fille à son père dans son lit de mort ou à devoir promettre à un fils ou un mari que sa maman ou son épouse gardera bien son alliance au doigt après sa mort… C'est quelque chose qui représente une charge mentale très lourde pour les soignant·es.

> Avec le déconfinement qui s'amorce, le nombre de patients arrivant dans les hôpitaux pourrait bien exploser. Or, comme vous le soulignez, le personnel soignant est épuisé moralement et physiquement. Des moyens supplémentaires ont-ils été dégagés pour la santé ?

Actuellement, les taux d'hospitalisation et de sorties s'équilibrent. Il y a de moins en moins de cas de Covid-19. D'ailleurs, des services Covid ont fermé dans certains hôpitaux. Mais on va rentrer dans une phase de déconfinement dont ne sait pas ce qu'elle va donner… La crainte ici, c'est

de voir deux vagues arriver. Une deuxième vague Covid d'une part. Et d'autre part, en raison des fermetures des services de consultation (sauf pour cas urgents), on s'attend à une vague de patients qui ont laissé s'aggraver un problème de santé durant le confinement qui aurait pu être réglé s'ils s'étaient présentés rapidement. On a en effet constaté que la fréquentation des urgences a fortement chuté. Sans compter les patients dont les opérations ont été postposées (les blocs opératoires étant fermés), et qu'il va falloir redécaler. Ces différentes vagues risquent de se conjuguer et de faire mal. Aucun moyen supplémentaire, ni humain, ni matériel n'a été annoncé. On se demande comment on va tenir si cela se produit… Et puis, de toute manière, face au peu de rentrées d'argent de ces dernières semaines, la logique de rentabilité à l'œuvre à l'hôpital risque fort d'entraîner des pressions et l'obligation pour les soignant·es de mettre les bouchées doubles pour récupérer le déficit budgétaire.

> Si l'arrivée du coronavirus a révélé au grand jour l'ampleur de l'affaiblissement du système de soin de santé, les problèmes sont plus anciens. Comment le collectif La santé en lutte est-il né et contre quoi se bat-il ?

Le collectif La santé en lutte a d'abord été actif à Bruxelles pour faire face aux politiques d'austérité et à la pression intenable. Il vise à faire entendre la voix du terrain dans la société et à donner la place à l'expression des travailleur·euses de terrain, pour qu'ils puissent crier leur colère, parler de leurs expériences et de ce qu'ils vivent dans leurs institutions. Il faut savoir que dans le secteur infirmier, on avait souvent peur de parler par peur de représailles. Mais la pression s'est avérée telle que la cocotte-minute a vu son couvercle sauter : à Bruxelles, des courageuses ont commencé à le revendiquer haut et fort et ont donc cessé de souffrir en silence. Le 3 juin 2019, l'ensemble du personnel du réseau Iris à Bruxelles s'est mobilisé et une AG le 21 juin a abouti à la création de notre collectif. La Santé En Lutte, ce sont des soignant·es, majoritairement des infirmières et aide-soignantes, rejointes par quelques médecins, mais ce sont aussi toutes celles et ceux qui sont sur le terrain : brancardiers, kiné, aide-logistique, technicien·nes de surface… Avec ce premier mouvement, on s'est rendu compte qu'on pouvait parler, qu'on avait le droit de le faire. Les mouvements se sont multipliés. Par exemple « Les mardis des blouses blanches » en juin 2019, mais hélas, avec peu de suivi médiatique et d'impacts au sein de la population.

Avec la crise du Covid-19, tout ce qui était étouffé éclate au grand jour. Et nos revendications touchent désormais énormément de gens, qu'ils soient soignants ou non, car ils se reconnaissent dans le système des soins de santé. En effet, avec l'irruption de ce coronavirus, c'est la Mort qui vient toquer à chaque porte. Les gens se disent : « Si je l'ai, je risque de mourir ». Avec les images en provenance d'Italie, particulièrement dures, on s'est dit : voilà ce qui nous attend. Tout cela a fait que les gens sont devenus beaucoup plus sensibles à la question des soins de santé qu'avant. Leur regard a changé et ils se rendent bien compte qu'il y a un problème qui va même au-delà de la seule structure hospitalière, mais qui se situe à un niveau politique. Beaucoup a donc été mis en lumière : les effets des politiques d'austérité, le fait que ce sont des métiers mal considérés, qui ne bénéficient d'aucune reconnaissance professionnellement ou au niveau salarial, que nos revendications et alertes répétées n'ont jamais été entendues par notre chère ministre de la Santé, Maggie De Block, elle qui a même été jusqu'à dire : « Si les infirmières se plaignent, c'est qu'elles ont du temps » ! Cette prise de conscience va-t-elle persister au-delà de la crise ? L'avenir nous le dira, mais on espère que ça va tenir dans le temps, et que les citoyen·nes réalisent qu'ils ont autant leur mot à dire que nous soignants sur notre système des soins de santé, financé par leurs impôts et leurs cotisations. On a en tout cas besoin de tout le monde pour pouvoir faire corps dans ce combat.

> Une des solutions pour faire face à des crises sanitaires comme celle du Covid-19, qui

vont sans doute se reproduire à l'avenir, et pour renforcer l'hôpital public serait-elle d'embaucher des bras en plus dans la Santé ?

On est en effet, nous sommes en manque d'effectifs sur le terrain. Ce n'est même pas La santé en lutte qui le dit mais un rapport du KCE (Le Centre fédéral d'expertise des soins de santé) datant de 2019 et qui a pointé le fait qu'il fallait plus d'infirmier·es par patient, qu'on était arrivé dans une zone critique. L'OMS également ne fait que répéter que des États comme la Belgique doivent impérativement investir dans les systèmes de soin de santé. Il est indispensable de refinancer l'hôpital, d'augmenter les effectifs et de revaloriser le métier.

Mais pour autant, je pense que même si on embauchait massivement, le problème perdurerait. Car beaucoup de soignant·es quittent régulièrement la profession, écœuré·es de la manière dont elle se transforme. Des infirmier·es, des diplômé·es il y en a. Mais pour les maintenir dans ce travail, il serait nécessaire d'opérer un changement organisationnel au sein des institutions de soin qui sont passées au *new public management*, c'est-à-dire à un management de type industriel. Aujourd'hui, on manage des équipes comme celles qui travaillent dans les usines. Les chefs de service ou les médecins sont évalués sur leur taux d'activité et pas sur la qualité de leur soin. L'être humain disparait complètement, y compris de plus en plus dans les soins infirmiers qui pourtant essayent de ne pas se laisser entrainer dans ce discours de rentabilité. Au sein des hôpitaux, les directions générales ne voient plus des êtres humains ou des pathologies, mais perçoivent tout de manière technocratique, en termes de chiffres et d'objectifs à réaliser alors que nous, sur le terrain, on tente de continuer à traiter de l'humain. Car, rappelons-le, la médecine reste une activité qui se réalise d'homme à homme ! Il y a donc une fracture profonde : ceux d'en haut ne nous comprennent pas et nous ne comprenons pas leur façon de manager.

L'un de vos slogans, c'est d'ailleurs « Soigner demande du temps, pas de l'argent »…

Je travaille depuis quinze ans. Durant cette période, j'ai vraiment pu observer la détérioration progressive de nos conditions de travail. On a commencé à travailler à flux tendu suite aux restrictions budgétaires et aux politiques d'austérité qui étaient derrière. Le personnel soignant a été progressivement mis sous pression et on doit travailler toujours plus avec moins. On doit toujours faire vite. Les durées d'hospitalisation diminuent : il faut mettre dehors les patients le plus rapidement possible… Le jour où un directeur infirmier est descendu nous voir pour nous parler de chiffres, de taux d'occupation, de rentabilité au lieu de discuter avec nous de la qualité des soins, j'ai senti que c'était le début de la fin. Pour moi, c'est terrible : cela signifie qu'on ne va plus vous prendre comme un patient, comme un être humain à soigner mais qu'on rentre dans une autre logique : celle d'une relation de vendeur à client. Ramener l'humain au cœur des soins et faire bloc contre ce new management, c'est quelque chose qui anime La santé en lutte. Car si vous faites ce métier, c'est pour soigner des gens, pas pour faire du chiffre. En perdant de vue cette dimension-là, on crée une perte de sens chez le personnel soignant, une démotivation voire un dégoût chez celles et ceux qui croient à ces valeurs : on a juste envie de claquer la porte et de faire autre chose ! Moi-même, écœuré par cette tendance, j'ai repris mes études et je suis en reconversion. C'est un métier qui pourtant me passionnait.

La crise du Covid-19 a mis de manière indiscutable en lumière une injustice sociale : les métiers les plus utiles socialement sont les moins bien rémunérés et les moins bien valorisés. Comment faudrait-il s'y prendre pour revaloriser les métiers de soignant·es ?

Une revalorisation du métier passerait par la reconnaissance de ce qu'on est et de notre point de

vue, du fait qu'on existe en tant qu'acteur de la santé à part entière. Durant toute cette crise, on a invité sur les plateaux de télévision des politiques, des épidémiologistes, des virologues, des médecins, mais pas de représentants du personnel infirmier pour s'exprimer et expliquer ce qu'on est en train de vivre et ce qu'on souhaiterait.

Une prime a été évoquée, et en gros, le message c'est : « Merci d'avoir fait votre boulot, maintenant lâchez-nous ! ». Mais ce n'est pas ça qu'on veut. Nous, on a besoin d'une reconnaissance concrète de notre métier, y compris de nos études. Rendez-vous compte : on a vu des infirmier·es stagiaires de 4e année mis par les écoles en renfort sur le terrain, exposé·es à tous ces dangers, et qui n'auront même pas un balle. Ils s'exposent littéralement pour rien !

Cette reconnaissance semble bien lointaine comme en témoigne l'Arrêté royal entré en vigueur ce 4 mai, imposé par le gouvernement sans concertations ni débats, dans le cadre des pouvoirs spéciaux, et qui permet « temporairement l'exercice de l'art infirmier par des professionnels de soins de santé non qualifiés ». Non seulement on autorise la réquisition du personnel des services de soins de santé, peines de prison à la clé pour les récalcitrant·es, comme si nous ne nous étions pas mobilisés au maximum de nos forces et de nos possibilités ces dernières semaines, dans des conditions précaires et au péril parfois de nos vies. Mais en plus, en créant la possibilité de faire appel à des professionnels de soins de santé, non qualifiés pour cela, d'exercer comme infirmier, on balaye d'un revers de la main nos quatre années d'étude et de stages, notre expertise et notre savoir-faire acquis sur le terrain pour réaliser des actes de soin qui requièrent des compétences précises. Au lieu d'enfin nous reconnaitre, le gouvernement a au contraire décidé de dégrader encore plus notre métier ! Et de mettre en jeu la sécurité du patient en le confiant à des personnes non qualifiées pour ces soins. Ils sont en train d'essayer de combler de manière autoritaire et insensée un manque d'effectifs dont ils sont eux-mêmes les responsables.

Une reconnaissance doit aussi bien sûr passer par une revalorisation salariale : on preste de longues heures et on s'expose à beaucoup de dangers comme celui d'être contaminé – par le Covid-19 comme d'ailleurs par d'autres pathologies. À ce propos, des soignant·es ont été infectés par le coronavirus et certain·es en sont mort·es. Or, on n'en a jamais parlé dans les médias, à la télévision. Le dire, tenir un décompte de ces morts à part du nombre total de morts du Covid-19, ce serait aussi un élément de reconnaissance, et le rappel que ce personnel de terrain risque sa vie. C'est pourquoi La santé en lutte essaye de répertorier l'ensemble des soignant·es qui sont décédé·es au cours de cette crise, pour rendre visible ce phénomène en Belgique. Actuellement, on en est à huit morts. La dernière personne en date, c'est Carmen, une infirmière des soins intensifs de 51 ans, qui travaillait dans un hôpital bruxellois. On l'a appris par ses collègues, sinon, sa mort serait passée totalement inaperçue, ce qui nous paraît totalement anormal.

> Ce sont des morts qui auraient pu être évitées si ces soignant·es avaient reçues les protections adéquates ?

Certainement. C'est clairement un défaut de moyens sur le terrain qui amène aujourd'hui à des contaminations. Mais il y a aussi la fatigue. Quand vous prestez douze heures par jour pendant sept jours, à un moment donné, vous êtes sur les genoux. Et c'est là que vous pouvez commettre des erreurs qui peuvent vous être fatales : mal retirer son masque ou faire un geste à ne pas faire peut suffire.

> On entend parfois dire que le système de santé en Belgique a « tenu le coup » pendant la crise. Avec un dernier bilan de plus 8 415 morts (au 7 mai) dont près de la moitié

> en maison de repos, avec huit soignants décédés durant cette crise, avec beaucoup de morts évitables, cela peut paraître étrange…

On a eu des capacités, on avait des lits, on n'a globalement pas été débordé pour la simple et bonne raison qu'on a laissé mourir des vieux dans les Maison de repos ou chez eux… Les chiffres montrent ainsi que les personnes âgées sont essentiellement mortes dans les Maison de Repos et pas à l'hôpital. Et ce, parce qu'on a tout bonnement souvent empêché les transferts vers l'hôpital de personnes âgées résidant en Maisons de repos, comme l'a indiqué le Dr Vincent Fredericq, secrétaire général de la Fermabel (La fédération des Maisons de repos de Belgique). C'est un choix stratégique dû à la peur de voir se répéter en Belgique la situation observée en Italie : des hôpitaux débordés, des gens dans les couloirs, en train d'étouffer assis sur des chaises… Et de fait, en «unités Covid», c'est-à-dire le lieu de triage où transitent les patients testés positifs avant d'être admis ou non aux soins intensifs, beaucoup de personnes âgées de 80 à 90 ans, déjà sous oxygène, ont reçu un palliatif et ont été renvoyées chez elles. C'est donc un peu hypocrite de dire qu'on s'en est bien sorti. Ça me met en colère, car on a choisi de décider d'un âge au-delà duquel on ne pourra plus être soigné… Des personnes, même de plus de 80 ans, qui n'étaient pas dans un état général de santé totalement dégradé auraient pu être hospitalisées et guérir. On est loin d'avoir tout fait pour les sauver.

> Qu'est-ce que vous pensez de certains mots utilisés à votre sujet par les médias ou dans les discours politiques. Par exemple le vocabulaire militaire (soignants comme «soldats en première ligne» d'un combat contre le coronavirus) ? Ces mots ne suggèrent-ils pas de manière perverse qu'on pourrait vous sacrifier, que vous devriez faire preuve de discipline et aller au front sans vous plaindre ?

C'est vrai qu'en raison du manque de matériel de protection ou de tests, on peut se sentir envoyé comme de la chair à canon, sauf qu'on ne va pas au front mais qu'on va aux soins. On part soigner les gens. Je ne suis ni un soldat, ni une guerrière, ni une héroïne, je suis une soignante. Il y a un décalage entre les gens d'en haut qui disent «Vous êtes nos héros, vous allez nous sauver, vous nos braves soldats» et ceux qui sont sur le terrain, les soignants, et dont en fait, ça fait partie du métier que de risquer d'attraper les maladies des patients. C'est un peu de la manipulation car pour le Covid-19, c'est surtout dû au fait qu'on avait, et qu'on n'a toujours pas, les moyens de se protéger et de s'occuper d'autant de patients. Mais en aucun cas ça ne fait de moi une héroïne.

D'autant que les termes de héros et d'héroïnes renvoient à des surhommes, qui sont censés supporter des épreuves inhumaines sans se plaindre et encore moins de demander des augmentations de salaires ou de meilleures conditions de travail…

Et les héros sont aussi ceux qui réussissent, comme dans les films américains, à sauver la situation malgré les difficultés. Nous on ne sauve pas forcément, il y a des gens qui meurent, et cette qualification de «héros» risque dès lors de culpabiliser les soignant·es.

> Un autre de vos slogans, c'est «Maintenant on soigne, après nous réglerons nos comptes». Le souci, c'est que l'après tarde à venir puisqu'on est parti pour une crise de long terme. On ne sait par exemple pas encore quand on pourra sortir dans la rue et se réunir en nombre important pour manifester. Qu'est-ce qu'il est possible de faire dès aujourd'hui ? Comment militer par temps de coronavirus ?

Au sein de La santé en lutte, on se réunit par vidéoconférence. On publie des cartes blanches régulièrement. On dénonce des situations de terrain. Notre page Facebook nous permet de faire circuler des informations aux 18 000 personnes qui nous suivent et à diffuser des témoignages de

terrain. Beaucoup de soignant·es nous envoient des photos d'eux et d'elles avec des slogans et ça crée de l'émulation. Le but, c'est d'être visible, de ne rien lâcher maintenant pour être suffisamment renforcés et ensemble pour organiser l'après. Maintenant, difficile aujourd'hui de dire comment on fera à ce moment-là… On sait que tous les festivals sont annulés jusqu'au mois d'août. Est-ce qu'on pourra faire la Grande manifestation de la santé qu'on a prévue le 13 septembre ? On craint parfois que les politiques repoussent la possibilité de manifester dans le seul but de refroidir la marmite, d'attendre que les gens se passent à autre chose. Mais même s'ils font ça, on trouvera autre chose, on ne lâchera rien. Les colères passées accumulées, notre abandon par les pouvoirs publics, se sont ajoutées à la crise actuelle qui a mis à jour le manque de considération qu'ils ont vis-à-vis de nous.

> Cette colère traverse aussi beaucoup de citoyen·nes, comment peuvent-ils vous aider au-delà des applaudissements à 20 heures dont on se rend bien compte qu'ils ont peu de portée politique ?

Je pense que les citoyen·nes ont besoin de ces applaudissements aujourd'hui, mais nous, on a surtout besoin que les citoyen·nes soient avec nous après ! C'est-à-dire qu'ils prennent conscience que ce qui se joue et que ce pour quoi on se bat à La santé en lutte – la lutte contre l'austérité, la revalorisation de nos métiers, l'amélioration de nos conditions de travail et notre salaire, etc. – c'est eux que ça concerne au premier chef. Tout le monde est en effet susceptible de se retrouver un jour dans un lit d'hôpital. Quand ça arrive, vous n'avez pas d'autre choix que de faire confiance au personnel soignant. Si on doit vous endormir en salle d'op', que préférez-vous ? Avoir affaire à des infirmières contentes d'être là et qui travaillent dans de bonnes conditions de travail ou à des infirmières tendues et épuisées se dirigeant droit vers le burn-out ?

Le gouvernement impose une politique d'austérité depuis des années et donc des restrictions budgétaires aux directions d'hôpitaux. Ces institutions de soin ont donc changé leur management parce que les politiques ont imposé ces restrictions budgétaires : il faut faire plus avec moins, il faut de la rentabilité car nos hôpitaux sont moins financés… Et finalement, ça aboutit à stresser l'infirmier·re de terrain et lui rendre quasi-impossible la possibilité de faire du bon boulot. Il faut donc changer la politique en cours et rediriger les priorités, lutter contre ces logiques qui créent burn-out et mal-être dans les équipes soignantes et qui empêchent les patients de recevoir des soins de qualité. Le pire, ce serait que les politiques ne tirent pas de leçons de cette crise qui a mis chaque pays face à ses faiblesses et face à ses manquements. Espérons qu'on arrive à mettre autour de la table tous les acteurs de la santé publique, tant des chercheurs, des experts, des politiques que des soignants de terrain pour élaborer ensemble un meilleur système de soin et pour être prêt si ça devait de nouveau arriver.

ENTRETIEN PUBLIÉ SUR LE SITE WWW.AGIRPARLACULTURE.BE

GRANDE-BRETAGNE
LE MASQUE DU SEXISME

CORRESPONDANCE

«Le sexisme sur le front du Covid-19 : les EPI sont faits pour le gabarit d'un joueur de rugby d'1,90 m.» C'est le titre d'un article du *Guardian* en date du 24 avril. De quoi s'agit-il ? Selon Helen Fidler, porte-parole de la British Medical Association, le personnel soignant féminin court des risques du fait de l'inadaptation des EPI à leur morphologie : «Nous savons, dit-elle, que quand ils sont bien adaptés, ils sont très efficaces, mais les masques sont conçus selon un patron fait pour les hommes, alors que – quelle ironie – 75 % du personnel du National Health System sont des femmes.»

Alertés dès 2016 par l'inadaptation en temps «normal» des vêtements de protection aux femmes de toutes les professions (personnel soignant, évidemment, mais aussi le personnel des abattoirs, de la construction, de la recherche, etc.), les Trade Union Congress (TUC) avaient commandé une enquête et publié un «Guide» centré sur la question des EPI pour les femmes travailleuses à destination des «délégué·es chargé·es du respect des conditions de sécurité sur les lieux de travail[1]».

Après avoir exposé l'ensemble des dispositions réglementaires et légales, le document examine non seulement la question des EPI mais également les difficultés ergonomiques et leurs conséquences en termes de santé et de souffrance de l'imposition de la norme masculine en termes de matériels (bureaux, machines, etc.). Je me contenterai ici de ne citer que des extraits du document qui concernent directement la santé du personnel soignant face au coronavirus.

«Alors que les EPI doivent être adaptés à la personne qui l'utilise, ce n'est souvent pas le cas.» L'enquête syndicale montre que 57 % des femmes interrogées estiment qu'elles sont «gênées, parfois ou de manière significative», dans leur travail par leur équipement. On ne doit pas être surpris par une telle situation, «puisque la plupart des tailles et des caractéristiques des EPI sont basées sur la population masculine d'Europe et des États-Unis». Il en résulte que la plupart des femmes – de même d'ailleurs que certains hommes – rencontrent «des difficultés de confort et d'adaptation», parce que «leur morphologie ne correspond pas au modèle du travailleur homme standard». Les masques, note le document publié par les TUC, sont fabriqués selon une «norme» qui est celle du «visage blanc états-unien» qui ne correspond pas «à la plupart des femmes, pas plus d'ailleurs qu'aux hommes noirs ou appartenant à d'autres minorités ethniques». La même remarque peut également être faite pour tous les autres EPI individuels : charlottes, surblouses, lunettes de protection, gants et bottes.

Pour reprendre les termes du document des TUC, il est vrai que les employeurs pensent souvent qu'il leur suffit de fournir aux femmes les mêmes équipements que ceux destinés aux hommes : «Cette approche unisexe des EPI peut conduire à des problèmes importants.» L'enquête révèle que seules 29 % des femmes interrogées déclarent que «les équipements qu'elles utilisent sont appropriés aux femmes».

Dans ses conclusions tournées vers l'action, la brochure des TUC rappelle que les délégués syndicaux chargés de la santé et de la sécurité doivent systématiquement soulever la question des EPI «adaptés au sexe» et demander aux employeurs qu'un «rapport soit établi sur la disponibilité d'EPI

1. Trade Union Congress, *Personnel Protective Equipment and Women : Guidance for Workplace Representatives on Ensuring it is Safe Fit*, avril 2017, tuc.org.uk

adaptés aux femmes». Les entreprises doivent également «organiser la concertation sur l'adaptation des EPI» aux femmes travailleuses et «éviter d'avoir recours à des fournisseurs qui ne disposent pas d'un éventail de tailles d'EPI pour les hommes et les femmes et adaptées aux deux sexes».

Enfin, les délégués doivent vérifier que les femmes «disposent des équipements adéquats», appuyer leurs revendications allant dans ce sens et «ne pas accepter que les employeurs répondent qu'il n'y a pas d'équipements adaptés aux femmes».

Pour terminer sur l'actualité de la pandémie, interrogée par le *Guardian* sur le manque de masques pour les femmes, la ministre tory chargée de l'égalité et des femmes, Liz Truss, a répondu la chose suivante : «Les gens ont tous besoin du même niveau de protection.» No comment !

Quant à Frances O'Grady, la secrétaire générale des Trade Union Congress, elle a déclaré que les «travailleurs de première ligne ont été contraints à risquer leur vie par manque d'EPI. Les femmes représentant près de huit salarié·es sur dix du NHS, c'est une honte que nous n'ayons pas de vêtements de protection adaptés aux mensurations des femmes.»

QUÉBEC

NOTES ÉPARSES POUR UN MANIFESTE DE L'APRÈS

JONATHAN DURAND-FOLCO[1]

Pour saisir les défis, tensions et opportunités portées par la présente crise du Covid-19, il importe de voir le devenir des sociétés humaines comme l'histoire complexe de la résolution progressive des contradictions que l'humanité porte en elle.

L'une des principales contradictions de notre civilisation est de nature écologico-économique : l'impératif d'accumulation du capital (croissance infinie) est incompatible avec l'impératif de reproduction des conditions matérielles de la vie humaine et non-humaine (viabilité écosystémique). Les sociétés contemporaines devraient rationnellement changer de trajectoire, mais elles en sont incapables à l'intérieur des paramètres du système existant. C'est la cage de fer de l'accélération sociale, de la modernité tardive et/ou du capitalisme avancé, différents synonymes de la société de croissance. La rationalité économique érigée en absolue se retourne en irrationalité qui menace ses propres conditions d'existence.oi

Tant que les effets du désastre annoncé seront différés dans le temps, la dynamique de croissance illimitée se poursuivit machinalement, et ce malgré les signaux d'alerte, rapports scientifiques et signes avant-coureurs comme l'effondrement de la biodiversité. C'est la tragédie de la crise climatique, Greta Thunberg représentant la figure historique d'une prise de conscience planétaire incapable de se traduire en action globale concertée. La Raison, impuissante face à son propre déferlement, échoue à réaliser son projet. C'est la contradiction de la raison pratique qui ne parvient pas à agir selon son propre intérêt.

Or, la ruse de la Raison prend aujourd'hui la forme d'un simple virus, dont l'effet contagieux et incontrôlable oblige les systèmes de santé publique partout sur le globe à activer le frein d'urgence, à interrompre les flux de circulation humaine (et par ricochet du capital). Événement inattendu, aux effets à la fois catastrophiques et salutaires, qui rend effectif un mouvement global qui semblait alors condamné à l'impuissance du devoir-être. Le désastre futur annoncé est subitement ramené à l'instant présent : effet catalyseur, accélération de l'Histoire.

Contre toute attente, la société humaine « décide » de privilégier l'impératif de santé humaine (impératif de reproduction sociale, impératif biologique et vital élevé à l'échelle sociétale) sur l'impératif de croissance. Par la voie de la nécessité, instinct de survie, la société rompt subitement avec la dynamique économique du désastre, de façon temporaire, en apparence, sans saisir encore toutes les implications de ce geste impensable quelques semaines plus tôt. Nul ne sait encore que l'humanité a emprunté la voie du basculement général, nous y reviendrons.

Nous sommes devant le paradoxe d'une potentielle révolution involontaire. Révolution d'abord, car tout est en train de changer rapidement de façon irréversible, avec son lot de ruptures, d'inconforts, de réformes radicales qui seront bientôt adoptées dans le brouillard des événements, comme une large expérimentation historique menée dans l'obscurité d'une incertitude massive, sans précédent. Révolution involontaire ensuite, car celle-ci n'a pas été fait dans une visée de transformation sociale, par des acteurs animés par une soif de changement ; les ruptures que nous vivons sont plutôt le résultat involontaire d'un enchaînement ultrarapide de causes, d'effets et d'actions multiples visant

1. Jonathan Durand Folco est professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul d'Ottawa. Il anime le blog *Ekopolitica*.

à assurer la survie de l'humanité face à la catastrophe générale. Comme le soulignait le philosophe Walter Benjamin peu de temps avant sa mort : « Marx avait dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Mais il se peut que les choses se présentent tout autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte, par l'humanité qui voyage dans ce train, de tirer les freins d'urgence. »

UN VIRAGE À 180°

Pourquoi les sociétés décident-elles subitement faire un virage à 180°, peu importe le coût social et économique de ces mesures drastiques, alors qu'elles le refusaient jusqu'alors vis-à-vis les menaces réelles de la crise écologique ? Profonde question, mais dont l'énigme trouve sa résolution simple d'un point de vue temporel : les conséquences dramatiques potentielles de l'inaction actuelle ne se feront pas sentir ni dans quelques décennies, années ou mois à venir, mais dans les prochains jours : chaque minute compte. Le sentiment d'urgence n'est plus une simple Idée, la possibilité d'un événement négatif futur, mais un fait actuel, l'appréhension vécue d'un danger imminent. L'action publique devient décisive, elle réactive l'impératif de souveraineté par une décélération forcée, actée et soutenue dans la durée. Tour de force des pouvoirs publics : nous voilà collectivement immobilisés, dans l'attente impatiente d'un « retour à la normale », lequel n'arrivera probablement pas, du moins sous la forme d'un retour à la vie d'autrefois.

Cette décélération forcée imprévue entre de plein fouet en contradiction avec l'impératif d'accumulation : s'en suit non pas une crise économique passagère, ni un simple krach financier, mais une récession mondiale, la nouvelle Grande Dépression. Après la crise sanitaire, la crise économique systémique engendre une crise globale et multidimensionnelle : le système ne parvient plus à se reproduire, et exige des sociétés humaines des actions à large échelle pour le transformer radicalement, le relancer ou en créer un nouveau à court et moyen terme. Une nouvelle fenêtre d'opportunité de transformation historique s'ouvre, où les réformettes et changements cosmétiques apparaîtront dans tout leur caractère risible et insignifiant. L'ère des grandes ruptures cogne à nos portes.

D'ici là, la perturbation générale, dans un contexte d'interruption brutale de l'ordre social existant, prendra la forme d'un effondrement plus ou moins prolongé. Reprenons ici la définition de l'ancien ministre français de l'environnement Yves Cochet : « c'est le processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, etc.) ne sont plus fournis (à un coût raisonnable) à une majorité de la population par des services encadrés par la loi ». Chômage de masse, fermetures d'entreprise, industries démolies, ruptures d'approvisionnement, pénuries, impacts sociaux de la crise différenciés selon les classes, sexes, âges, groupes socioculturels, etc. Le confinement tranquille et inquiet se transformera dans les prochaines semaines en défauts de paiement en série, ras-le-bol généralisé, et possibles soulèvements, freinés partiellement par les mesures d'urgence et la mise en quarantaine.

Heureusement, l'effondrement n'est pas le dernier mot de l'histoire ; il est le résultat d'une crise globale qui n'a pas encore trouvé la solution collective pour la résorber. La révolution, comme création d'un nouveau système capable de résoudre adéquatement les tensions que l'ancien système ne parvenait plus à résoudre, est donc le signe d'un effondrement réussi : un effondrement partiel et temporaire, suivi d'une nouvelle situation de stabilité sociale procurant la satisfaction des besoins de tous. Le but de la révolution est donc triple : dépasser le système en place, réussir à le remplacer par un nouveau système désirable et viable, puis raccourcir autant que possible le creux de transition afin de limiter les turbulences pour tout le monde.

On imagine trop souvent la révolution comme acte politique grandiose, un coup d'État ou le renversement de l'ordre établi suite à un grand soulèvement. Or, cette révolution-évènement n'est qu'un moment de la révolution réelle, qui est en réalité un processus historique complexe

échelonné sur une période plus ou moins longue tissée d'importantes métamorphoses sociétales. Dans ce contexte de profondes mutations historiques, l'éclatement de l'ordre social ouvre la voie à d'importantes décisions portant sur le cadre institutionnel de la société ; ce n'est plus telle ou telle composante qui est affectée, de façon isolée, mais les structures de base qui sont modifiées.

SOYONS RÉALISTES, SAISISSONS LES DYNAMIQUES HISTORIQUES

Les révolutionnaires ne sont pas des rêveurs ou des chroniqueurs de salon, mais des réalistes, qui savent saisir les dynamiques historiques en cours pour les saisir à leur avantage, en vue d'un fin collective souhaitée. La lucidité (pessimisme de l'intelligence) associée à la gaieté de l'opportunité historique (optimisme de la volonté) est la signature psychologique de la personnalité révolutionnaire. Comme le souligne Alain Deneault dans un récent texte :

> Lucidité et gaieté sont nos dispositions psychiques maîtresses pour l'avenir. L'une sans l'autre est mortifère. La lucidité craintive quant à un monde qui s'achève ne peut aboutir qu'à l'angoisse et à la panique. La gaieté sans la lucidité ne peut qu'être l'occasion de dénis stupides nous faisant perdre collectivement le peu de temps qu'il nous reste. Aborder à la manière d'une chance historique les bouleversements profonds que nous traversons représente la meilleure façon d'en faire quelque chose de grand plutôt que de simplement subir les événements.

Dans le contexte en cours, quelle forme prendra l'effondrement, c'est-à-dire l'ampleur des perturbations actuelles et à venir ? Nul ne le sait, mais tout le monde sait que ça ne reviendra pas comment avant. Chose certaine : se méfier de l'attentisme révolutionnaire, messianique ou effondriste ; la solution n'arrivera pas d'elle-même, comme par magie, mais de l'action humaine, l'entraide, la créativité et le génie collectif qui s'exprime souvent dans les moments de crise, où les solutions d'hier ne parviennent plus à résoudre les problèmes d'aujourd'hui. Crise générale des formes de vie, c'est la vie elle-même qui doit être réinventée.

Par ailleurs, un effondrement laissé à lui-même est tout simplement une catastrophe sociétale, un mal aux conséquences néfastes, une bêtise sans nom, l'aveu d'une impuissance collective, et surtout le signe d'une grande paresse morale et intellectuelle. L'effondrement subi doit être transformé en effondrement voulu. Cela ne signifie pas de célébrer le champ de ruines devant nous – attitude passive du spectateur du désastre – mais de saisir ce processus de destruction créatrice comme un catalyseur historique d'émancipations sociales, instiguées par l'énergie créatrice de l'action collective.

Mais plus encore : si le commun des mortels ne se mettent pas dès maintenant à réfléchir et à s'organiser pour l'Après, la sortie de crise, s'il y en a une, se fera inéluctablement au profit des puissants et privilégiés de ce monde. L'image tragicomique du canot de sauvetage doré pour les dominants pendant que le bateau coule pour le reste de l'humanité, est déjà une réalité. C'est pourquoi la question de savoir s'il faut se préparer ou non à l'effondrement est puérile : il est déjà là, dans les premiers balbutiements de la crise en cours.

Il est aussi naïf de croire que la révolution émancipatrice découlera mécaniquement de l'effondrement ; celui-ci pourrait aussi bien déboucher en révolution conservatrice, révolution néofasciste ou une forme de totalitarisme algorithmique. Après la crise de 2008, la mondialisation néolibérale financiarisée s'est transformée en mesure d'austérité, en capitalisme de surveillance, et en montée des populismes autoritaires. Les monstres sont toujours le fruit de l'entre-deux, où le vieux monde se meurt et le nouveau hésite à naître (Gramsci). Les monstres sont déjà parmi nous, ils ont des noms (GAFAM), des visages (Trump, Bolsonaro, etc.), et leurs mesures d'urgence (sauvetage des banques, des industries pétrolières, applications de surveillance) sont déjà inscrites dans le ciel sans

avion. Quoi faire dans ce cas ? Les combattre, et trouver de nouvelles stratégies pour transformer ce Grand Basculement à notre avantage.

Il s'agit de vivre la Transition, dès maintenant. Mais cela ne veut pas dire simplement vivre autrement, un jardin potager et une conserve à la fois, pendant qu'Amazon nous livre des colis, que Facebook monopolise notre vie sociale et que l'État surveille gentiment notre confinement. Trouver des alternatives au capitalisme de plateforme, à l'État colonial, à la distanciation sociale qui accélère l'atomisation des masses dans l'appareillage d'un réseau non-libre, aliénant, centralisé et hiérarchique. Si c'est la distanciation physique qui est à l'ordre du jour pour quelques semaines (pour des raisons d'hygiène publique évidentes), ne laissons pas la peur et la torpeur nous envahir par l'engourdissement tranquille des écrans.

La solidarité sociale est de mise, l'entraide une vertu à cultiver en temps de crise, et l'amour du monde à nourrir pour assurer notre santé mentale et morale. La révolution prochaine, inimaginable quelques semaines plus tôt, doit devenir le cœur de nos réflexions, luttes à mener, institutions à inventer et actions collectives à déployer dans les prochains mois. L'Après se prépare maintenant, l'Après doit devenir notre cap, notre boussole de l'émancipation, pour nous assurer de sortir définitivement de l'Avant qui nous ne menait nulle part de toute façon.

Penser l'Après, bâtir l'Après, c'est-à-dire l'après-capitalisme, l'après-croissance, l'après-colonialisme, l'après-sexisme, l'après-racisme, etc., voilà notre tâche la plus urgente. Chaque personne doit déployer son propre imaginaire de l'Après et le partager dès maintenant, car il est fort à parier qu'il n'y a pas une seule solution globale ou un remède magique capable de satisfaire tout le monde. Socialistes, décroissancistes, féministes décoloniales, réformistes radicaux, mouvements de solidarité avec les migrants, partisans du développement durable désenchantés, collapsologues, adeptes de la transition, révoltés sans étiquette, anarchistes, jeunesses pour la justice climatique, personnes endettées, petits commerçants déclassés, travailleuses du care à bout de bras, une panoplie de gens de tous horizons doivent réunir leurs efforts pour satisfaire les besoins de tous et bâtir les piliers du monde d'après. La fin du monde des écolos ne peut plus être dissociée de la fin du mois des Gilets jaunes. Justice climatique, justice sociale, revenu pour tous, même combat.

Pour ma part, la décroissance (comme philosophie), l'effondrement (comme scénario historique), la révolution (comme cadre d'interprétation politique), le municipalisme (comme terrain d'intervention privilégié), les communs (comme méthode de partage des ressources) convergent de façon plus ou moins ordonnée dans une vision du monde en constante évolution, qui doit s'adapter aux circonstances et tâches plus urgentes tout en proposant un horizon de sens capable d'orienter nos interventions immédiates. Voilà ma propre interprétation de l'Après, laquelle est encore à l'étape de balbutiement. Dans tous les cas, je suis un partisan de l'Après. Et vous, quelle est votre vision de l'Après ?

Le but n'est pas de construire un monde parfait, de débattre éternellement d'un programme ou d'un plan de transition précis, mais de mettre en œuvre des initiatives de transition, des systèmes d'entraide et des réformes radicales à large échelle, à forte portée pratique, dans l'action vivante qui sera le principal vecteur d'apprentissages collectifs. Pour cela, Rosa Luxemburg notait déjà au début du siècle dernier qu'il fallait « un haut degré d'éducation politique, de conscience de classe et d'organisation. [Le prolétariat] ne peut apprendre tout cela dans les brochures ou dans les tracts, mais cette éducation, il l'acquerra à l'école politique vivante, dans la lutte et par la lutte, au cours de la révolution en marche. »

Ceci n'est pas un manifeste, mais des réflexions à vif pour nourrir une future plateforme des partisan·es de l'Après.

SOURCE : *PRESSE-TOI À GAUCHE*

FRANCE
POUR DES COMITÉS DE SANTÉ PUBLIQUE

ROBI MORDER[1]

15 mai. Paris. Première réunion déconfinée pour un comité de santé publique. Depuis le début du confinement, se sont tenues des réunions politiques rassemblant (virtuellement) chaque semaine entre 15 et 20 personnes de tous horizons désireuses de continuer à discuter et à agir. Plusieurs thématiques ont été évoquées, à la fois immédiates (revendications des masques, des tests, information sur le droit de retrait), et plus générales (mise en cause des responsabilités politiques et pénales). Très vite il est apparu qu'il ne fallait pas se limiter l'arrondissement. À partir d'un premier texte, depuis rediscuté et revu, c'est à un élargissement du champ territorial et sur des objectifs plus précis et recentrés, qu'a été envisagé de proposer la constitution d'un comité de santé publique francilien, voire national. Sur cette base, au bout de trois réunions (les deux premières confinées) où sont intervenus des experts, des syndicalistes, des soignants, nous visons à développer des comités de santé publique au niveau national, certes, comme à l'échelle locale, dans un esprit non de concurrence avec l'existant mais fédérateur. Un texte de présentation circule, un meeting virtuel est prévu.

PRÉSENTATION

La crise sanitaire joue chaque jour un peu plus le rôle de grand révélateur.

La pandémie du Covid-19 a en effet mis à jour que la mondialisation, destructrice du vivant et de la planète, menaçante pour l'humanité, frappe partout et surtout les plus fragiles déjà victimes des politiques néolibérales dont elle est le produit.

Une telle crise était annoncée et attendue depuis une quinzaine d'années, pourtant rien n'a été fait pour être prêt à faire face. Bien au contraire. Du fait du manque de masques, de tests ou de moyens pour les hôpitaux (matériels, lits, personnels), l'épidémie est devenue pandémie. Le confinement général a été la solution moyenâgeuse imposée, sous un nouvel état d'urgence dérogatoire aux libertés ordinaires, par un président et un gouvernement dont la gestion a été calamiteuse et dramatique.

Aujourd'hui, le déconfinement représente un enjeu de société. Les impératifs sanitaires ont désormais plus que jamais partie liée avec l'ensemble des relations sociales, économiques, mais aussi démocratiques, qui régissent nos sociétés.

Alors que rien n'exclut le retour au «jour d'avant», en pire, il est l'heure de refuser que le prolongement de la crise sanitaire en crise de société ne laisse plus encore de gens sur le bord du chemin.

Parce que les pouvoirs politiques et économiques comme le pouvoir administratif sont discrédités, il importe que la puissance citoyenne se réapproprie l'expertise sanitaire et sociale et la partage le plus largement.

1. Robi Morder (Paris 11e) est éditeur aux éditions Syllepse.

Faisant suite à une première initiative parisienne et francilienne, nous appelons à la formation de comité locaux partout en France et l'institution d'un Comité national de santé publique.

Nous nous adressons aux médecins, soignants, personnels de santé, chercheurs, pharmaciens, représentants de collectivités, de syndicats, d'associations de malades ou de patients, de lutte pour la santé publique ou de défense de la santé environnementale, de groupes d'auto-organisations solidaires, aux lanceurs d'alerte, aux citoyennes et citoyens de bonne volonté, avec ou sans papiers, etc.

Nous invitons, toutes et tous, à former ensemble un Comité national de santé publique charger d'évaluer et d'informer sur l'évolution de la situation sanitaire et sociale, pour anticiper les défis qui vont se présenter devant nous, et pour établir sans concession les responsabilités de toutes celles et tous ceux qui nous ont amenés là.

Le Comité national de santé publique affirmera la nécessité de remplacer le primat de la logique budgétaire par les besoins des patients dans le respect plein et entier des libertés individuelles et collectives des citoyens.

Le Comité national de santé publique sera un outil de réappropriation populaire de la décision éclairée pour aller collectivement vers une issue positive et raisonnée, tout en portant l'exigence de justice et de responsabilité.

Le Comité national de santé publique s'inscrira en complémentarité et en convergence de l'ensemble des initiatives citoyennes qui ont vu le jour à l'occasion de la crise (ou antérieures) et qui portent la dénonciation et la rupture avec le désordre organisé source de cette crise sanitaire et sociale.

Dès à présent, les appelants au Comité national de santé publique se saisissent du suivi de la gestion des masques (qui auraient du être remboursé par la Sécurité sociale), des tests, des respirateurs, des médicaments en tension, mais aussi de l'évaluation des différents indicateurs qui permettent la prise de décision. Les appelants s'engagent à promouvoir une Sécurité sociale dégagée de la logique du marché et administrée par des représentants élus des assurés sociaux. Les appelants s'engagent à militer dès à présent pour un plan de financement massif pour l'hôpital et ses salariés qui se sont démenés et se démènent toujours dans cette crise sanitaire.

Le Comité national de santé publique travaillera à l'élargissement des participations et à la publicité de ses travaux auprès de toutes et tous. Il sera un espace libre du débat argumenté pour construire dès aujourd'hui un nouvel épisode de solidarité collective.

POURUNCOMITEDESANTEPUBLIQUE@GMAIL.COM

MONDE

UNE ÉPIDÉMIE PRÉVISIBLE

GÉRARD CHAOUAT[1]

ADDENDUM DU 15 MAI

Nous en sommes au début du déconfinement. Nous savons que cela s'accompagne de mesures qui n'ont rien de médical et il faut rappeler que l'état d'urgence sanitaire permet, par ordonnances, de prendre des dispositions et des sanctions qui n'en rien a voir avec la recherche et la santé.

Côté épidémie, le virus reste en veille y compris là où celle-ci était apparemment jugulée, comme en Chine et en Corée, où des mesures de reconfinement ciblé sont en cours. Le rebond de l'épidémie en Corée ayant débuté dans une boîte gay, un déploiement de mesures ciblées sur la communauté gay, que rien ne justifie ni médicalement ni épidémiologiquement, a déclenché une poussée homophobe. Quant à la Chine, le projet de tester toute la ville de Wuhan, déjà sous reconfinement total, est jugé inutile et irréaliste par rapport à des tests ciblés par les autorités centrales elles-mêmes. Il faut peut-être y voir de la part de certaines autorités provinciales sous le feu de critiques pour leur gestion en décembre dernier une volonté de se dédouaner de l'accusation de laisser-aller.

Côté progression de la pandémie, au moment même où on s'interrogeait sur la protection dont semblait jouir l'Afrique, une poussée importante de «morts inexpliquées» démarrait au Nigeria… Il faut toujours garder à l'esprit les retards de démarrage, surtout quand on compare deux pays : en Suède, par exemple, le pic est loin d'être atteint, mais les chiffres de ce pays où il n'y a pas eu de confinement sont d'ores et déjà beaucoup plus élevés que chez ses voisins nordiques.

De telles comparaisons sont aussi possibles à l'échelle d'un pays, quand existe une structure fédérale. C'est le cas des États-Unis, où la stratégie du confinement, là où elle est mise en place, a des effets indiscutables. Elle se heurte toutefois aussi aux actions d'opposition de la part de complotistes et de fascisants, telles celles que nous avons vues dans le Michigan. Toutefois, les différences de stratégie n'expliquent pas tout, comme en témoignent les chiffres effarants recensés à Montréal, deuxième ville la plus touchée en Amérique du Nord après New York, sans que cette effrayante particularité ne soit bien expliquée…

Ces incertitudes et l'existence de clusters réapparaissant ici et là, en Allemagne par exemple, justifient la plus grande prudence et les alarmes lancées par l'OMS pour qui l'épidémie n'est *pas* terminée. On observera avec attention l'apparition de tels clusters dans les deux à trois semaines à venir, particulièrement dans les écoles et chez les salariés prenant le métro et le bus aux heures d'affluence, tant le contraste est *hénaurme* entre la cérémonie de ministres et de préfets dans une gare, chacun·e dans son cercle, et la réalité des lignes 7 et 13 du métro parisien, pour ne parler que ce celles-ci, aux heures d'affluence.

Clairement, un risque a été pris par les politiques, ce alors que des syndromes de Kawasaki sont apparus chez de jeunes enfants avec le(s) premier(s) décès.

Il faudrait évidemment pratiquer un très grand nombre de tests PCR et de tests sérologiques, mais on est très loin des objectifs annoncés par le gouvernement. Quant aux masques, la pénurie est toujours réelle, et une honteuse spéculation se fait dans les grandes surfaces et supérettes, voire, oh honte, dans certaines pharmacies.

1. Gérard Chaouat est médecin, immunologiste et chercheur au CNRS.

S'il faut saluer la volonté de certains maires, dont Anne Hidalgo, de procéder à la distribution – avec 24 heures de retard – de masques gratuits, la qualité n'est pas toujours au rendez-vous, hélas, et l'exigence d'un séchage mécanique et non à l'air libre pose problème à beaucoup…

De toute façon, la revendication de la gratuité des masques de qualité pour tous, de gel sur les lieux de travail, de contrôle indépendant sur la sécurité sanitaire dans les écoles et les lieux de travail constitue avec raison une exigence des syndicats et de divers mouvements. Il est intéressant de noter qu'une instance aussi peu gauchiste que l'Ordre des médecins s'est opposée à Jean-Michel Blanquer (lui-même en butte à une forte contestation dans son ministère), à Édouard Philippe et à Emmanuel Macron.

Lesquels n'en loupent pas une… Ainsi, l'annonce de la «médaille des soignants» a été ressentie comme une provocation par un personnel épuisé qui va devoir désormais gérer les innombrables consultations, examens et interventions retardés pour faire de la place au Covid-19. En espérant que la deuxième vague, que d'aucuns jugent inévitable (dont moi), ne survienne pas de suite. *Alea jacta est* côté déconfinement.

D'autant que malgré quelques essais thérapeutiques encourageants venus de Hong Kong (Kaletra-Interferon 1b-Ribavirine) et d'une suspicion d'efficacité du Favipiravir (Japon, Israël et Italie), la vérité nue est que hors le traitement symptomatique en phase, nous n'avons pas de traitement… La bonne nouvelle, ce sont les études sur l'immunité humorale et cellulaire et le passage en phase 1 – sans garantie de succès – de candidats vaccins ; la Chine ayant quelques semaines d'avance (mais en la matière toujours l'inattendu est possible). Le tout, évidemment, au milieu du scandale Sanofi-USA… Côté recherche fondamentale, beaucoup travaillent… dans un silence relatif.

Donc, comme on disait pour le sida en son temps : «sortez couverts», sortez (qu'ils ouvrent sous contrôle les espaces verts et les plages) mais sortez masqués… voire gantés de latex. (Mais, SVP, ne jetez pas les déchets au hasard.)

Pour les vacances d'été… on verra. Humour noir ou réalisme, le fait que Philippe annonce qu'il n'y a «pas de problème» ne m'incite pas à la sérénité, au contraire !

MONDE

LE COVID-19 SUR LE CHEMIN DE LA QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

LUIS BONILLA-MOLINA[1]

Depuis 2015, je parle d'un «black-out pédagogique mondial» imminent dans le cadre de la transition entre la troisième et la quatrième révolution industrielle. Ce qui semblait incroyable avant février 2020 et qui se déploie désormais de façon plus claire, se révèle être une conséquence logique de la transformation du mode de production capitaliste, produit de l'accélération de l'innovation scientifique et technologique. La quarantaine préventive a été utilisée pour renforcer la construction de l'hégémonie sur un nouveau modèle d'éducation : l'éducation virtuelle à domicile.

Le black-out pédagogique mondial s'est progressivement matérialisée par : a) la dépédagogisation du domaine éducatif ; b) la construction d'une culture évaluative (PISA, PIAAC, tests de LLECE-Unesco, TIMMS, évaluations des instituts nationaux d'évaluation de la qualité de l'éducation, entre autres) justifiée par les notions de qualité et de pertinence ; c) la construction du paradigme de la «crise du système éducatif» qui justifiait un processus de réformes incessantes ; d) le désinvestissement éducatif, notamment dans le domaine de la mise à jour technologique (Internet, matériel informatique, logiciels), qui a transformé au fil du temps les écoles publiques et les universités en musées du passé ; e) l'hégémonie discursive de la qualité éducative caractéristique de l'ODS4[2] dans les politiques publiques liées à l'éducation ; f) le dépassement des programmes avec un modèle de mise à jour de contenu incapable de suivre le rythme de l'accélération de l'innovation.

Tout cela construisait les conditions de possibilité pour faire place à l'archétype de l'éducation virtuelle à la maison, que proposait déjà la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, l'OCDE et l'administration nord-américaine du gouvernement Trump.

Bien que beaucoup pensent que le passage au modèle d'éducation virtuelle à la maison n'est qu'un problème de conjoncture à cause du Covid-19, la vérité est que la pandémie est utilisée pour accélérer la construction de l'hégémonie. En deux mois, le néolibéralisme éducatif a installé dans l'opinion publique mondiale la tension entre l'enseignement en face-à-face dans les écoles et l'enseignement virtuel à domicile. Il s'agit d'une fausse dichotomie car la virtualité peut être utilisée comme complément du processus éducatif dans les écoles et toutes les connaissances pédagogiques accumulées savent que apprendre tout seul c'est faux, au contraire, comme l'a souligné Paulo Freire, nous apprenons tous ensemble.

Il est certain que les écoles rouvriront progressivement, dans quelques semaines ou quelques mois, mais le néolibéralisme éducatif aura créé l'illusion de fausses preuves sociales, que l'école est dépassée dans ses pratiques et ses modèles d'enseignement ; ce dont le capital a besoin pour entamer une nouvelle phase de destruction de l'école publique.

Le black-out pédagogique mondial ne peut se comprendre que comme point de départ d'un processus de réingénierie sociale à l'échelle planétaire pour réorganiser le monde du travail, de la consommation, de la sociabilité et de la gouvernance. Le modèle de consommation, du commerce, de la production de marchandises (désormais non seulement matérielles mais aussi immatérielles),

1. Luis Bonilla-Molina travaille sur les «planifications des politiques éducatives» (IIPE-Unesco) et dirige l'Observatoire international de reformes éducatives et politiques d'enseignement (OIREPOD) et le portail Otras Voces en educación. E mail : luisbonillamolina.62@gmail.com

2. Objectif de développement durable, approuvé par les Nations unies en septembre 2015.

de la sociabilité et de l'éducation dans le capitalisme cognitif et d'expansion du capital transnational est en train de changer. Notre point de vue est que la «maison familiale» jouera un rôle central dans ce réaménagement. Examinons de manière générale le processus silencieux et continu de restructuration.

CHAQUE MAISON DOIT ÊTRE UNE ÉCOLE

Cela fait des décennies que le modèle de l'«enseignement à domicile» fait son chemin, comme un pari du capital pour réduire les coûts de maintien des équipements scolaires. De même, dans les années 1980, on a développé le paradigme de la «société éducative», à travers lequel on cherchait à transférer les responsabilités de l'État aux communautés et aux familles. L'idée centrale était que les familles paient pour l'éducation de leurs enfants et que l'État règle uniquement le cas des retardataires. Tout cela présenté avec le discours de la coresponsabilité citoyenne. Cette initiative a pris un élan particulier avec la nomination de Betsy DeVos, militante du modèle de l'enseignement à domicile, au poste de directrice de l'éducation de l'administration Trump. Et, dans le cadre de la distanciation sociale, l'intention est de transférer brusquement aux parents et aux familles, la responsabilité de fournir aux élèves des ordinateurs, Internet, l'accès aux plateformes et à une «pédagogie virtuelle». Ce n'est pas conjoncturel, comme on veut nous le faire croire, c'est une partie constitutive de la nouvelle architecture politique et idéologique de l'éducation et de la scolarisation. De plus, à mesure que des initiatives visant à rendre possible le modèle de l'enseignement à la maison progressaient, le monde du travail commençait à changer.

LA MAISON, NOUVEAU LIEU DE TRAVAIL

[…] Au cours de la dernière décennie, le télétravail à domicile est devenu un nouveau phénomène professionnel.

Un rapport de l'Organisation internationale du travail intitulé *Travailler n'importe où, n'importe quand : conséquences dans le domaine de travail* (2019) [montre que le télétravail] implique un changement radical dans l'organisation du temps de travail, qui dans de nombreux cas peut dépasser le temps de travail maximal légal. Le rapport montre également qu'il y a eu une nette tendance à l'extension du télétravail au cours des cinq prochaines années.

L'expérience de l'isolement social dû au coronavirus fait que plusieurs pays, qui n'avaient pas de cadre réglementaire sur la question, envisagent désormais de légiférer pour s'adapter adéquatement à la croissance du monde du télétravail et de déplacer certaines tâches qui étaient auparavant effectuées dans des bureaux vers l'espace autrefois «privé» de la maison.

LA MAISON COMME CENTRE DE CONSOMMATION

[…] L'arrivée d'Internet a progressivement donné lieu au développement du commerce en ligne où la consommation est centrée sur un nouvel endroit : la maison. […]. La mise en quarantaine a favorisé ce type de consommation, en apportant médicaments, nourriture, livres, technologie, directement des locaux commerciaux à la porte de la maison.

Le «Rapport mondial sur la consommation de commerce électronique : chiffres clés dans le monde» de 2017 considérait que la tendance était l'augmentation exponentielle du volume de ce commerce d'ici à 2020 ; ce qui en fait s'est produit avant la pandémie et a maintenant explosé. […]

LA SOCIABILITÉ EN RÉORGANISATION

Les bars, cinémas, restaurants et autres lieux de loisirs et de divertissement ont joué un rôle déterminant dans la construction d'une sociabilité basée sur la rencontre humaine. Les réseaux sociaux

ont reconfiguré ce phénomène et aujourd'hui une grande partie du dialogue et de la construction des affinités, du personnel au politique, sportif et culturel, se fait numériquement. Même une bonne partie des relations de couple se construit et se dissout autour des réseaux sociaux [...].

SÉCURITÉ DES CITOYENS, CRISE ÉCOLOGIQUE ET HABITAT

La violence est consubstantielle au capitalisme en tant qu'idéologie qui promeut la compétition et la possession d'objets comme synonymes de succès. La longue transition entre la deuxième et la quatrième révolution industrielle s'est accompagnée du problème du trafic et de la consommation de drogue à l'échelle planétaire pendant la troisième révolution industrielle, qui a exacerbé les niveaux de violence, de criminalité et de décomposition sociale, mais sert également de distraction sur le centre responsable du chaos : le système capitaliste.

Des développements technologiques de pointe, notamment associés à l'intelligence artificielle, aux nanotechnologies, à la reconnaissance faciale biométrique et à l'analyse des métadonnées, sont en cours d'expérimentation pour le contrôle social, la Chine étant le leader en la matière. L'idée du frère aîné devient indispensable pour le modèle de production et de consommation de la quatrième révolution industrielle, qui menace de laisser 50 % de la population au bord de la périphérie économique, ce qui rend prévisible l'augmentation des troubles sociaux, les émeutes et mécontentement.

Pour éviter les révolutions, un modèle de contrôle basé sur des quadrants, des cellules et des secteurs, pris en charge par la technologie, a été assemblé. Dans ce modèle, la maison est l'unité de contrôle principale. Une partie importante de ce modèle de gouvernance mondiale a été mise en pratique avec la distanciation sociale et la mise en quarantaine due au coronavirus et a permis d'arrêter temporairement le mécontentement populaire dans plus de 17 pays, où les mois précédant le déclenchement de la pandémie avaient vu l'agitation descendre dans les rues. «Rester à la maison» est également une forme de contrôle et ils testent combien de temps la population va endurer sous l'égide de la peur induite. [...]

COVID-19 ET INGÉNIERIE ÉDUCATIVE

La stratégie d'approche éducative dans le cadre de la quarantaine préventive se concentre sur le modèle de l'enseignement à domicile, ouvrant la voie au paradigme «Home School». Cependant, cette «transition» se fait en ignorant les terribles inégalités économiques, sociales et technologiques existant dans le monde. De nombreuses familles n'ont ni maison, ni travail, ni ordinateur, ni accès à Internet.

Les données de l'Unesco (2020) sont terrifiantes : sur les 1,73 milliard d'enfants non scolarisés, 800 millions n'ont pas d'ordinateur et 700 millions n'ont pas de connexion Internet ; si l'on ajoute à cela qu'en février 2020 (avant la mise en quarantaine) 258 millions d'enfants et d'adolescents en âge scolaire étaient loin des écoles, cela signifie que plus d'un milliard d'enfants et de jeunes restent hors de la couverture scolaire en raison du modèle d'enseignement à domicile virtuel.

[...] Les enseignants représentent 5 % de l'emploi mondial. Bien que ce pourcentage de l'emploi soit faible, cela implique une section budgétaire que le capital considère comme des dépenses et de l'argent à récupérer, et non comme un investissement social.

En fait, les gouvernements du monde ont convenu en 2015 à Incheon en Corée que 6 % du PIB national devraient être destinés à l'éducation. Si nous examinons le comportement du budget public, entre 75 % et 85 % des fonds publics pour l'éducation sont destinés aux salaires. Pour cette raison, le modèle néolibéralisme de l'enseignement à domicile devient un cheval de Troie pour amorcer la privatisation néo-éducative [...].

Mais le modèle d'enseignement à domicile a mis en évidence un certain nombre de problèmes.

Le premier est de nature pédagogique : le modèle éducatif frontal prédomine en classe, centré sur le tableau noir et tous les moyens de développement scientifique et technologique des trois dernières décennies jouent un rôle limité ou inexistant. L'interactivité, l'image et la brièveté des idées fortes ne sont pas les bienvenues dans une école axée sur l'oralité et les formes écrites classiques. Non seulement les écoles ne sont pas équipées d'infrastructures technologiques (ordinateurs, caméras, clés USB, connectivité Internet), mais les plateformes des ministères sont souvent incapables de prendre en charge plus d'un millier d'utilisateurs connectés simultanément. Les contenus « virtuels » sont beaucoup plus proches du modèle de télévision éducative des années 1970 que des caractéristiques d'interactivité typiques de l'ère numérique. [...]

Deuxièmement, les enseignants, nés pour la plupart avant le nouveau cycle d'accélération de l'innovation (1994-2020), ont peu de formation pour aborder un modèle d'enseignement virtuel à la maison ; ils ont bien plus de volonté que de capacité pour y faire face. C'est la responsabilité des ministères et des centres de formation des enseignants qui préparent les futurs éducateurs et assurent la formation continue, en regardant à travers un rétroviseur. Les plus jeunes enseignants rencontrent la culture institutionnelle qui voit la technologie comme l'ennemi du travail en classe. [...]

Troisièmement, la fausse tension entre l'enseignement virtuel et l'enseignement en présentiel dans les écoles a généré une vague néoconservatrice de défense non critique de l'école présentielle, comme si elle n'avait pas de déficiences structurelles pour développer un modèle d'éducation libérateur et transformateur, qui, comme Freire l'a dit, change les hommes pour qu'ils puissent changer la société.

Quatrièmement, le manque de compréhension du processus qui a conduit au modèle d'enseignement à domicile virtuel a généré dans de larges secteurs de la profession enseignante l'espoir néfaste qu'une fois la quarantaine terminée et que nous retournerons à l'école, tout sera comme avant. Rien ne sera plus jamais pareil en matière éducative, le néolibéralisme a réussi à semer dans la société l'obsolescence de l'école en face à face. [...].

Pour défendre l'école publique, gratuite, populaire, scientifique et en présentiel, il faut repenser l'école dans le présent. La vieille machine éducative newtonienne construite pour les besoins du capital dans le cadre des première et deuxième révolutions industrielles n'a plus de raison d'exister. Autrefois, c'est ce que nous disions à partir des résistances anticapitalistes, aujourd'hui, ce sont les propriétaires du capital qui le disent, c'est l'occasion de le changer, non de réveiller les esprits conservateurs.

LES ALTERNATIVES

Au fil du temps, nous avons appris que la seule façon de construire des alternatives est de réunir ceux qui résistent, de penser ensemble une autre éducation. Cette fois, nous avons besoin des définitions philosophiques, des principes et des valeurs pour une nouvelle école, mais aussi des idées pour mettre en œuvre la nouvelle, concrétiser l'émergence.

Pour cette raison, il y a aujourd'hui un besoin urgent d'unité des enseignants, des groupes de syndicats et des syndicats qui luttent et ne sont pas engagés dans la conception du capital, des collectifs et compagnons d'éducation populaire et des pédagogies critiques, des universitaires qui réfléchissent sur une autre éducation, pour un autre monde possible. Pour cette raison, nous soutenons l'initiative d'une première réunion de nos éducateurs antinéolibéraux américains.

Nous avons chacun notre propre regard sur ce qui va venir et comment y résister, mais ce n'est pas le moment des génies individuels mais plutôt du génie collectif.

FRANCE

« LES DISTINCTIONS SOCIALES NE PEUVENT ÊTRE FONDÉES QUE SUR L'UTILITÉ COMMUNE » : CHICHE !

RACHEL SILVERA

«Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.» Cette phrase, citée par le président de la République lors de son allocution télévisée du 13 avril 2020, est tirée de la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Elle tombe à point nommé face à la crise du Covid-19, mais elle est encore bien loin d'être appliquée. Cette crise sanitaire est une occasion inespérée de redéfinir la hiérarchie sociale des métiers qui est à peu près inversée par rapport à la hiérarchie des salaires[2]. En effet, si l'on met en regard la hiérarchie salariale actuelle des professions avec leur rôle face au Covid-19, on constate une inversion complète pour une grande majorité d'entre eux : les métiers aujourd'hui applaudis, reconnus comme vitaux, sont en grande majorité en bas de l'échelle sociale. Ils ont été dévalorisés socialement, symboliquement et financièrement. Inversement, certaines professions aujourd'hui à l'arrêt car jugées non indispensables (comme les lobbyistes ou les expert·es en relations publiques) sont souvent très bien payées. Une remise en cause de cette hiérarchie devrait être proposée aujourd'hui, si l'on veut qu'effectivement les distinctions sociales reflètent leur utilité sociale…

LES MÉTIERS LES PLUS UTILES SOCIALEMENT SONT LES MOINS PAYÉS

Les personnes exerçant un métier socialement utile prennent des risques inconsidérés pour maintenir des services publics vitaux, en étant directement exposées et/ou en contact avec des personnes potentiellement ou effectivement infectées : il s'agit pour l'essentiel des services de la santé et du «soin aux autres» (une grande majorité d'infirmier·ères, d'aides-soignant·es, d'aides à domicile, mais aussi des agent·es d'entretien). Peuvent s'y ajouter les caissier·ères et les professeur·es des écoles qui maintiennent leur activité à distance ou par l'accueil des enfants de soignant·es. Il existe bien sûr d'autres activités indispensables, liés à la chaîne alimentaire (agriculteur·rice·s, chauffeur·es et livreur·euses), à la sécurité (police, surveillant·es pénitentiaires…) ou au nettoyage (éboueur·ses…). Mais cette note se limite aux professions de services en contact direct avec des personnes potentiellement infectées et tout particulièrement aux métiers du «soin aux autres».

Ainsi, les professions dont l'utilité sociale est vitale aujourd'hui, sont en bas (ou presque) de l'échelle sociale. Le tableau suivant – qui ne porte que sur quelques professions assurant ces services vitaux – montre à quel point ces métiers du «soin aux autres» – ce que l'on appelle le *care* – qui assurent des services publics vitaux, sont très nombreux et ont pour caractéristique d'être peu rémunérés et très féminisés (à l'exception notable des médecins, dont la féminisation est moins importante mais croissante). Ces professions sont, de longue date, dévalorisées dans notre société, avec une accélération de ce processus ces dernières années.

1. Rachel Silvera est économiste à l'Université Paris-Nanterre et codirectrice du réseau de recherche MAGE (Marché du travail et genre en Europe). Elle est co-coordinatrice de *Le Genre au travail*, à paraître aux éditions Syllepse en janvier 2021.
2. Dominique Méda, «La crise du Ccovid-19 nous oblige à réévaluer l'utilité sociale des métiers», *Ça clashe, Pour l'éco,* 18 mars 2020.

QU'EST-CE QUI DÉTERMINE LE NIVEAU DE RÉMUNÉRATIONS DE CES EMPLOIS ?

On pourrait considérer que la faible rémunération de la plupart de ces professions s'explique par le fait qu'il s'agit d'emplois «non qualifiés», pour lesquels aucune formation spécifique serait nécessaire. Or tous ces emplois requièrent des connaissances et une formation parfois informelle mais réelle. Par exemple, si dans la convention collective du commerce de détail ne figure aucun niveau de diplôme initial requis pour les postes «hôte·sses de caisse», il n'empêche que le niveau bac est de plus en plus fréquent parmi ces salarié·es. Cette pratique s'explique par l'évolution des exigences requises pour la tenue de ces postes, avec la complexification des tâches (multiplication des moyens de paiement et des cartes de fidélité ; augmentation des cadences ; polyvalence imposée…). De fait, les «moins qualifié·es sont de plus en plus diplômé·es[3]». Qui plus est, ces emplois peu qualifiés s'accompagnent d'une forte précarité avec un temps partiel élevé, des horaires atypiques et des problèmes de mobilité entre patient·es pour les aides à domicile.

Caractéristiques des principales professions assurant des «services vitaux»

Professions	Effectif total en milliers	Part des femmes	Niveau de diplôme «requis»	Statut et durée du travail les plus fréquents	Niveau de salaire débutant brut en euros
Médecins	226	45,7% (52,8% en hôpital)	Bac + 8	Hospitalier·ère (43%) libéral·e (57%)	4130 (hospitalier·ère)
Infirmier·ères	722	86,6%	Concours DE. Bac + 3	FP*, horaires décalés	1700 à 2000 mensuels
Aides-soignant·es	495	91%	D.E. CAP	FP, horaires décalés	Smic**
Aides à domicile et ménagères	407	97,2%	Pas de diplôme	Temps partiel	Smic
Auxiliaires de vie sociale	230	97%	DEAES (ex-DEAVS) (niveau CAP)	Temps partiel	Smic
Assistant·e·s maternel·les	352	99,4%	Niveau CAP	«Indépendantes» Temps partiel	de 2,85 à 5 / enfant et / h (4 enfants max) : 11,4 à 20 / h
Professeur·es des écoles	330	84,8%	Bac + 5 et concours	FP	2000 / mois
Auxiliaires de puériculture	85	99%	Niveau CAP	FP	Smic
Éducateur·rices de jeunes enfants	16	97%	Bac + 3	FP	1800 mensuels
Agent·e·s territorial·les écoles maternelles (Atsem)	54	99,7%	CAP	FP	Smic
Accompagnant·es des élèves en situation de handicap (AESH) et ex-AVS	90	90%	Bac	CDD temps partiel 24h	Smic horaire (24 h hebdomadaire max soit 974 mensuels)
Agent·es d'entretien	952	73%	Pas de diplôme	FP et privé (Temps partiel)	Smic
Hôte·sses de caisse et vendeur·euses	768	76,2%	Pas de diplôme	Temps partiel	Smic

* FP : fonction publique ; ** Smic mensuel brut au 1er janvier 2020 (10,15 euros/heure)
Source : Dares, Drees, Insee.

3. Philippe Askenazy, *Le Partage des richesses,* Paris, Odile Jacob, 2019.

Même lorsqu'un niveau de formation est affiché, on note que dans bon nombre de cas, la reconnaissance du diplôme ne sera pas totale, d'autant plus s'il s'agit d'emplois à prédominance féminine. L'exemple des infirmier·ères est très parlant : il faut attendre 2010 pour que l'on reconnaisse le diplôme d'État au niveau bac + 3 (avec un concours d'entrée que beaucoup préparent en centre de formation et des quotas à l'entrée, donc un numerus clausus). Mais avec une contrepartie : la perte de la possibilité de partir à 57 ans du fait de la pénibilité du travail. Qui plus est, le passage des infirmier·ère·s en catégorie A correspond à une très faible hausse salariale (de l'ordre de 150 euros), avec un salaire d'embauche de 1 700 euros bruts environ (jusqu'à 2 000 euros pour l'AP-HP), ce qui est proche du Smic (1 530 euros). Les aides-soignant·es ont elles et eux aussi un diplôme et un concours d'entrée non reconnus, jusqu'à présent, au niveau du bac, puisque leur emploi est toujours positionné en catégorie C.

Nos travaux[4] ou le *Guide du défenseur des droits*[5] ont montré à quel point la qualification de la plupart de ces professions du soin et de la santé était dévalorisée : on ne reconnaît ni la totalité des niveaux de diplômes (notamment des diplômes d'État), ni l'expertise et la technicité, ni le réel degré de responsabilité, ni enfin l'importance des contraintes physiques et nerveuses de ces emplois. Notre analyse prouve que c'est parce que ces emplois sont très féminisés et s'appuient sur des compétences considérées comme « naturelles » pour les femmes (aider, soigner, éduquer, nettoyer, écouter…), qu'ils sont sous-payés. C'est pour cette raison que nous avons lancé avec Séverine Lemière une tribune dans *Le Monde* du 18 avril 2020, signée par des chercheur·se·s et toutes les organisations syndicales de salarié·es[6].

DES « BULLSHIT JOBS » OU PRESTIGIEUX TRÈS BIEN RÉMUNÉRÉS ET SOCIALEMENT PEU « UTILES »…

En dehors des médecins, les professions qualifiées, qui bénéficient des rémunérations et du prestige social les plus important·e·s, sont moins exposées au Covid-19, grâce au télétravail. Ce sont aussi des professions dont l'activité est au ralenti, car elles ne répondent pas à des besoins essentiels. Les propos, quelque peu provocateurs, de David Graeber résonnent avec une acuité particulière, en pleine pandémie :

> Quoi qu'on puisse penser des infirmières, des éboueurs ou des mécaniciens, il est évident que, s'ils devaient tous s'évanouir dans un nuage de fumée, les conséquences seraient immédiatement catastrophiques […]. En revanche, on ne voit pas très bien en quoi l'humanité pâtirait d'une évaporation soudaine de tous les PDG, lobbyistes, chercheurs en relations publiques, actuaires, télévendeurs, huissiers ou consultants juridiques[7].

Graeber estime ainsi que la moitié du travail total réalisé correspond à ces « jobs à la con » : « Si 37 % des jobs sont des jobs à la con, et si 37 % des 63 % restants s'exercent en soutien à des jobs à la con, alors un peu plus de 50 % du travail total relève des jobs à la con au sens le plus large. »

Sans imaginer la disparition pure et simple de toutes ces professions, dont certaines sont d'ailleurs utiles, n'y a-t-il pas une indécence à maintenir un tel niveau de rémunération pour certaines d'entre elles, à l'heure où le gouvernement accepte tout juste une prime exceptionnelle pour les professions en première ligne du Covid-19 ?

Encore faut-il évaluer ce qu'est la valeur sociale réelle de chaque profession, au regard de sa

4. Rachel Silvera, *Un Quart en moins : des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaire,* Paris, La Découverte, 2014 ; Séverine Lemière et Rachel Silvera, « Un salaire égal pour un travail de valeur comparable entre les femmes et les hommes. Résultats de comparaisons d'emplois », *La Revue de l'IRES,* n° 66, 2010.
5. Marie Becker, Séverine Lemière, Rachel Silvera, « Un salaire égal pour un travail de valeur égale, guide pour une évaluation non discriminante des emplois à prédominance féminine », *Défenseur des droits*.
6. « Coronavirus : il faut revaloriser les emplois et carrières à prédominance féminine », *Le Monde,* 22 avril 2020.
7. David Graeber, *Bullshit Jobs,* Paris, Les liens qui libèrent, 2018.

rémunération. Il existe peu d'études qui se penchent sur cette question… Graeber fait référence à deux études qui se sont lancées dans cet exercice complexe.

Tout d'abord, une étude d'économistes américain·es[8], tente d'estimer combien chaque profession bien rémunérée apporte ou ôte à l'économie dans son ensemble, en termes de coûts et bénéfices sociaux.

Les chercheur·se·s en médecine seraient celles et ceux qui présentent la valeur sociale la plus élevée : pour chaque dollar reçu en salaire, elles et ils accroîtraient la valeur globale de l'économie de 9 dollars, et Graber précise : « Les professions dont la valeur sociale est la plus faible seraient celles de la finance : en moyenne, ces salariés amputeraient la société d'une valeur de 1,80 dollar net pour chaque dollar reçu en rémunération. (Et, bien entendu, ils sont souvent grassement payés)[9]. »

Une autre étude, anglaise[10], plus ancienne mais plus souvent citée, compare la rémunération de professions aux deux extrémités de l'échelle des revenus à leur « valeur sociale », en s'appuyant sur une méthode analogue, baptisée « retour social sur investissement ». Pour déterminer la contribution sociale nette d'un métier, il s'agit de prendre en compte toutes les externalités qu'il induit, ses impacts indirects sur l'économie, l'environnement, la société, etc. Même si la méthode de calcul est parfois approximative, aux dires mêmes des autrices, elles notent : « Alors qu'ils perçoivent des rétributions comprises entre 500 000 et 10 millions de livres [soit entre 685 000 et 13 millions d'euros], les grands banquiers d'affaires détruisent 7 livres [9,50 euros] de valeur sociale pour chaque livre de valeur financière créée. »

À l'autre extrémité de la chaîne, l'employé·e de crèche (plus de 90 % de femmes) qui, avec un salaire annuel d'environ 11 500 livres (15 750 euros), produit 7 livres de valeur sociale pour chaque livre sterling gagnée… Citons encore l'exemple du travail d'un·e agent·e de nettoyage hospitalier·ère repris par le journaliste Pierre Rimbert :

> Pénible, invisible, peu considéré, mal payé et généralement sous-traité, il n'en contribue pas moins à la marche générale du système de santé et minimise le risque d'infections nosocomiales. S'appuyant notamment sur un article du *British Medical Journal* consacré aux bénéfices sanitaires induits par l'embauche d'un nettoyeur supplémentaire ainsi que sur le coût des pathologies contractées dans les hôpitaux, les autrices estiment que « pour chaque livre sterling qu'elle absorbe en salaire, cette activité produit plus de 10 livres de valeur sociale »[11].

Même si ces données ne sont qu'approximatives, elles remettent en question la hiérarchie des rémunérations qui valorise en les surpayant certaines des professions parfois nuisibles et, symétriquement, décourage des activités sociales, vitales pour le plus grand nombre.

QUELLES PERSPECTIVES ?

VERS UN PLAN DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE DES « SOINS AUX AUTRES »

La première piste de réflexion et de revendications porte sur un plan de relance par l'économie des « soins aux autres », passant par la revalorisation immédiate des rémunérations et des carrières de

8. Benjamin B. Lockwood, Charles G. Nathanson et E. Glen Weyl, 2017, « Taxation and the allocation of talent », *Journal of Political Economy,* University of Chicago.
9. David Graeber, *Bullshit Jobs, op. cit.*
10. Eilis Lawlor, Helen Kersley et Susan Steed, « A bit rich. Calculating the real value to society of different professions », *New Economic Foundation,* Londres, 2009.
11. Pierre Rimbert, « De la valeur ignorée des métiers », *Le Monde diplomatique,* mars 2010.

tous les personnels concernés, et plus largement par tous ces emplois désormais en première ligne, dont l'utilité sociale n'est plus à démontrer – encore moins aujourd'hui.

Ce plan de relance doit s'appuyer sur une nouvelle politique publique de santé, abrogeant les décisions retenues jusqu'alors – notamment les demandes de mise en œuvre d'un plan d'urgence pour faire face à la pandémie avec un plan de recrutement important et une revalorisation de leurs rémunérations (voir les propositions détaillées par Alain Bihr[12]).

Ce point est pour nous central. Notre objectif est d'étendre cette question de la revalorisation à l'ensemble des professions qui couvrent aujourd'hui les besoins essentiels, en incitant l'État en tant qu'employeur, mais également toutes les branches professionnelles concernées, à mettre en œuvre de tels plans de revalorisation des rémunérations et des carrières de ces professions. De plus, une étude publiée par la Confédération syndicale internationale en 2016 pour «Investir dans l'économie des soins», évalue qu'un investissement de 2% du PIB dans l'économie des soins dans sept pays permettrait de créer plus de 21 millions d'emplois et d'aider les pays à relever le double défi du vieillissement de la population et de la stagnation économique[13].

Notre objectif est de lancer une étude analogue pour la France, en modifiant quelques peu les hypothèses initiales, puisqu'au cœur de ce plan de relance, figure en plus la revalorisation des emplois et des carrières de ces emplois.

RESSERRER L'ÉCHELLE DES SALAIRES, INTRODUIRE UN « SALAIRE MAXIMUM » ET/OU UNE RÉVOLUTION FISCALE

L'autre perspective qui découle de cette analyse est de remettre en cause l'échelle actuelle des salaires – ou plutôt des rémunérations (en intégrant toutes les primes et autres bonus).

Évidemment, la revalorisation du Smic en est un élément central, comme le suggère la CGT dans ses repères revendicatifs (Smic à 1 800 euros bruts).

De même, la reconnaissance des qualifications réelles des professions à prédominance féminine devrait permettre à ce que la plupart d'entre elles soit revalorisée bien au-dessus du Smic. Mais ceci n'apparaît pas suffisant pour transformer la hiérarchie sociale des métiers. Une autre piste pourrait être d'introduire un «salaire maximum», comme il a été envisagé sur le plan politique et parfois économique, à propos de la rémunération des PDG. Rappelons que l'échelle des salaires peut être jusqu'à d'un à 200, dans certaines entreprises du CAC 40 (entre un·e ouvrier·ère non qualifié·e et le plus haut dirigeant[14]).

Régulièrement, la question de plafonner les plus hautes rémunérations se pose en France, sur le plan politique. L'une des promesses de François Hollande était d'imposer un écart d'un à 20 aux dirigeants des entreprises publiques. En juillet 2012, le gouvernement socialiste a adopté un décret visant à plafonner les rémunérations des patrons d'entreprises publiques (ou majoritairement détenues par l'État) à 450 000 euros par an. Mais pour le député communiste Gaby Charroux, porteur d'un projet de loi plus ambitieux, cette mesure correspond seulement à une échelle d'un à 25 et, qui plus est, dans la réalité, ce principe n'a pas été appliqué. En 2013, le patronat a certes mis à jour un «code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées» Afep-Medef, mais on sait qu'il a eu peu d'impacts réels.

L'idée d'un salaire (et d'un revenu) maximum a été reprise dans le programme de la France

12. Alain Bihr, «Covid-19 : pour une socialisation de l'appareil sanitaire», dans *Covid-19 : Un virus très politique,* éd. du 13 avril, Paris, Syllepse, 2020.
13. CSI, *Investir dans l'économie des soins. Une analyse par sexe d'une simulation de l'emploi dans 7 pays de l'OCDE,* mars 2016, www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care_economy_en.pdf.
14. Frédéric Teulon, «La rémunération des dirigeants : problème interne ou problème de société(s) ?», *Question(s) de management,* vol. 4, n° 3, 2013.

insoumise : il serait fixé à 20 fois le salaire minimum, avec la suppression de tous les bonus et autres stock-options. Elle proposait également un plafonnement du revenu à 20 fois le revenu médian, du fait d'une imposition à 90 % au-dessus de ce revenu maximum.

Cette question est moins présente dans les débats d'économistes. Philippe Azkenasy a repris cette hypothèse dans un article du *Monde*[15] en 2009, lorsqu'à l'issue de la crise de 2008, il a été question de limiter les bonus des dirigeants des grandes banques refinancées par l'État. Pour l'économiste Thomas Piketty, un salaire maximum serait facilement contourné par le versement d'autres types de rémunérations.

En outre, les revenus peuvent prendre différentes formes et être multiples, tels les revenus financiers ou les rentes patrimoniales. C'est pourquoi il préfère utiliser l'outil fiscal et propose des taux marginaux de taxe sur les très hauts revenus de l'ordre de 60 à 70 %.

L'intérêt d'un salaire maximum serait surtout de frapper les esprits et de s'attaquer directement à ce qui rétribue (ou pas vraiment) le travail.

Mais cet outil ne peut se mettre en place qu'accompagné d'une «révolution fiscale», avec un élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu à tous les revenus financiers et du patrimoine, une augmentation du nombre de tranches et du taux d'imposition des tranches supérieures.

C'est avant tout une politique massive de revalorisation des professions socialement les plus utiles et l'investissement dans les services publics qui permettront de remettre en cause en partie la hiérarchie sociale des professions.

CGT, *NOTE ÉCONOMIQUE*, N° 153, AVRIL 2020

15. https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/03/17/salaire-maximum-par-philippe-askenazy_1168310_3232.html.

ITALIE

ADMINISTRATIONS LOCALES ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : REPRENONS LA CAISSE !

MARCO BERSANI[1]

L'épidémie due au Covid-19 contraint à mettre en question le paradigme de la recherche d'une croissance économique folle, reposant entièrement sur la vitesse des flux de marchandises, de personnes et de capitaux et sur l'hyperconnexion des systèmes financiers, productifs et sociaux qui en découle. Car ce sont là précisément les canaux qui ont permis au virus de transporter son action contaminatrice à travers toute la planète avec une rapidité jamais vue auparavant, en voyageant dans le corps de cadres dirigeants, de directeurs généraux d'entreprises, de techniciens hyperspécialisés, comme dans celui de travailleurs des secteurs du transport et de la logistique, ainsi que de touristes.

Repenser l'organisation de la société implique la relocalisation des activités productives à partir des collectivités territoriales, qui devront constituer le point d'appui d'une nouvelle économie de transformation, orientée dans un sens écologique et social. De même, les communes et les villes seront les lieux de l'intérieur desquels il faudra penser le nouveau modèle social et démocratique.

La condition préalable pour s'engager enfin dans cette voie est de libérer les unes et les autres de la cage de la dette et des contraintes financières qui, au cours des dernières décennies, ont empêché le maintien de leur fonction publique et sociale historique.

Nous sommes placés devant une bifurcation sans précédent : la voie suivie jusqu'ici mène tout droit au défaut de paiement pour toutes les administrations locales et à la spoliation définitive des collectivités territoriales de leur richesse sociale, constituée d'un territoire, d'un patrimoine public, de biens communs et de services ; l'autre voie est la réappropriation sociale de tout ce qui nous appartient et la mise en œuvre d'une réelle démocratie participative de proximité.

C'est la première de ces deux voies qu'entend prendre la commune de Florence, dont le maire a annoncé récemment être prêt à mener « tout type de bataille pour sauver la ville de la misère », en précisant qu'il avait l'intention d'endetter les caisses municipales en « mettant sous caution le patrimoine immobilier de la commune ». Ce qui est sauvé après qu'on a confié aux banques les musées, écoles, marchés, théâtres, installations sportives, sièges des administrations et des institutions politiques, il est facile de le deviner : rien.

NAPLES A ADOPTÉ RÉCEMMENT UNE RÉSOLUTION PAR LAQUELLE ELLE BRISE LA CAGE DE LA DETTE

C'est dans l'autre voie que s'est résolument engagée la ville de Naples, qui a adopté récemment une résolution par laquelle elle brise la cage de la dette et revendique un nouveau rôle central pour l'administration locale, après des décennies de politiques libérales et d'austérité.

Fruit d'un parcours participatif, et en premier lieu du Conseil public pour l'audit de la dette, la résolution établit quelques éléments essentiels :

a) elle efface les dettes produites par des décennies de mise sous administration contrôlée, en les portant à la charge de l'État, qui avait décidé de ces mesures ;

1. Marco Bersani est directeur municipal de services sociaux et conseiller psychopédagogique pour les coopératives sociales et membre d'Attac Italie.

b) elle demande l'application intégrale de la loi de finances 2020, qui, à l'article 39, prévoit la prise en charge par l'État de tous les emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et des prêts, afin d'en réduire radicalement les taux d'intérêt ;

c) elle revendique la possibilité pour les communes – comme elle a été accordée aux entreprises – d'accéder durant toute la période de l'état d'urgence sanitaire à des prêts de la Caisse des dépôts et des prêts à taux nul ;

d) elle s'engage à annuler toutes les dettes découlant de la signature de contrats dérivés ;

e) elle demande pour les communes également, par analogie avec ce qui a été fait pour les États, la suspension du Pacte de stabilité et de l'obligation d'équilibre budgétaire ;

f) enfin, elle réclame la création d'un Fonds national de solidarité communale, qui garantisse à toutes les communes les ressources nécessaires pour prendre des mesures d'urgence économique et sociale et pour assurer le redémarrage des collectivités locales.

Le désaccord emblématique entre ces deux villes importantes met en évidence le conflit en cours, qui, en fonction de la voie qui sera prise dans la phase d'urgence actuelle, définira l'horizon de toutes les collectivités locales administrées : solitude dans la concurrence et expropriation autoritaire ou solidarité dans la coopération et auto-gouvernement participatif.

Pour surmonter ce conflit, la mobilisation des collectivités locales dans deux directions précises sera décisive :

- la reconfiguration de la finance locale, donnant la priorité à l'équilibre du budget social, écologique et de genre, en exigeant des ressources incompressibles pour la réalisation de celui-ci ;
- la socialisation de la Caisse des dépôts et des prêts, laquelle, avec ses 250 milliards d'économies provenant des citoyens, peut devenir le levier financier, grâce à des taux allégés, de tous les projets de réappropriation sociale des biens communs et de construction d'une nouvelle économie territoriale, orientée dans un sens écologique et le social.

Pour lutter sur l'un et l'autre de ces deux fronts, Attac-Italie a élaboré depuis longtemps deux propositions de loi d'initiative populaire (on peut les trouver ici : www.attac-italia.org/riprendiamoci-il-comune-2/), qui sont actuellement discutées par des réseaux, mouvements et comités et pourraient devenir une campagne collective à l'automne prochain, quand les rues et les places pourront à nouveau être l'espace public de la rencontre ; la mobilisation devra alors être déterminée et capillaire, pour éviter que l'on retombe dans un modèle qui, après avoir soustrait droits et richesse collective, n'a pas été capable de garantir la moindre protection.

De ce point de vue, il devient impératif de ne pas laisser la prise de position de la ville de Naples rester un cas isolé. Il faut au contraire qu'elle devienne la première de centaines de résolutions analogues, qui rendent évidente la volonté des collectivités territoriales de reprendre leur destin en main. Sur ce point aussi, Attac-Italie a élaboré un texte.

Il faut aller dans le sens du droit à l'avenir de toutes et tous et refuser toute expropriation de droits au profit des intérêts du petit nombre – qui se compose d'ailleurs toujours des mêmes, tous bien connus.

TRADUCTION : SYLVIE HEROLD POUR LE CADTM, WWW.CADTM.ORG

SOURCE : WWW.ATTAC-ITALIA.ORG

FRANCE

ZONES À DÉFENDRE ET ZONES D'AUTONOMIE DÉFINITIVE PARTOUT !

LAISSE BÉTON

> «On arrête tout et on réfléchit.
> On nous dit : Le bonheur c'est le progrès, faites un pas en avant.
> Et c'est le progrès… Mais ce n'est jamais le bonheur.
> Alors si on faisait un pas de côté ! Si on essayait autre chose !
> Si on faisait un pas de côté, on verrait ce qu'on ne voit jamais.»
> (*L'An 01*)

Le 27 janvier 2020, des collectifs, des associations écologistes et des zones à défendre (ZAD) signaient une tribune qui, en réponse au plan de relance industrielle «Choose France», appelait à des luttes locales et coordonnées contre les projets industriels destructeurs, inutiles et imposés. Le 29 février, à Nantes, à l'appel du collectif Laisse béton, dont le but est d'aider à coordonner les différentes luttes du Grand Ouest contre ce genre de projets, plus de 2 000 personnes confluaient pour inviter le grand public à les rejoindre. Fin mars, un rassemblement interluttes était prévu au Village de la Loire, ZAD en lutte contre le projet de contournement est d'Orléans, pour poursuivre le mouvement, renforcer les liens entre les luttes locales et préparer une descente de Loire communaliste et antinucléaire.

Depuis, le monde est bouleversé par une pandémie mondiale dont les industries du capitalisme néolibéral sont la cause principale[1]. La stratégie du choc[2] est bien celle qui a été choisie pour maintenir l'ordre économique en place. L'inutile mise en scène d'une politique militariste de confinement généralisé, instaurée dans la plupart des pays occidentaux, n'aurait pas eu lieu d'être si d'autres moyens avaient été pris en amont[3] ou si les services publics n'avaient pas été démantelés ces dernières décennies. Ils ont laissé la pandémie s'installer au moment où de multiples soulèvements à l'échelle mondiale étaient en cours, justifiant ainsi des élans sécuritaires et nationalistes.

Le 8 avril, en plein confinement, malgré l'injonction «Restez chez vous», un violent dispositif répressif est mobilisé pour évacuer la ZAD de la Dune, à Brétignolles-sur-Mer, montrant que le peuple et sa santé mentale comme physique ne comptent pas dans la stratégie du gouvernement et de ses puissants alliés[4].

Nous pouvons donc encore une fois constater l'incompétence d'un pouvoir centralisé ainsi que les risques qu'il nous fait courir. Par conséquent, il est urgent de continuer à s'informer et à informer les autres sur ce qu'il se passe, de réfléchir et de montrer l'importance de sortir de ce libéralisme autoritaire, en allant vers des formes d'autonomies collectives. Nous devons toutes et tous prendre du recul sur nos vies et nous radicaliser.

L'URGENCE DE LIBÉRER DES ESPACES DE L'EMPRISE CAPITALISTE

LES ZONES À DÉFENDRE

Le coup d'État pandémique en cours prépare de multiples projets industriels inutiles, imposés et

1. Comme l'explique l'article du *Monde diplomatique,* mars 2020.
2. Voir l'article wikipédia sur la stratégie du choc qui présente bien les idées de Naomi Klein.
3. https://lvsl.fr/pourquoi-la-crise-du-coronavirus-impose-de-faire-le-proces-de-lunion-europeenne/.
4. Comme le dénonce l'article de Reporterre, 9 avril, https://reporterre.net/Evacuation-de-la-Zad.

destructeurs pour relancer l'économie à marche forcée après le confinement[5]. Alors préparons-nous à créer, rejoindre ou soutenir des Zones à défendre et à les relier pour résister à la violence de l'attaque.

La stratégie des Zones à défendre (ZAD) sera plus pertinente que jamais. Elle associe la diversité des pratiques dans la stratégie de lutte, la vie en collectivité, la solidarité ainsi que l'expérimentation de pratiques d'autonomie (cueillette, jardinage, soin des forêts, construction de cabanes, de yourtes, de fours à pain, cuisine collective, conserverie, technologies douces, réparation en tous genres, médecine naturelle, transmission de savoirs et savoir-faire divers et variés…). Elle seule permettra de résister à la violence de l'offensive industrielle et autoritaire qui se prépare pour l'après-confinement.

Le zadisme est à la fois un art de vivre et une forme de militantisme de terrain. Tenir une zone à défendre implique de tisser des liens de confiance sur un territoire, pour comprendre finement les rapports de force existants entre les barons locaux et les habitant·es, afin de s'y insérer pour y amplifier les dynamiques de résistance. Cela implique de l'intelligence collective, de la diplomatie, des blocages, du sabotage, de la stratégie médiatique et juridique, des compromis et des alliances de circonstance pour défendre des terres, des rivières… Faisons entendre la voix du vivant que les puissants et leurs politiques aveugles nous obligent à ignorer. Plus que jamais, la stratégie zadiste est une forme d'écologie sociale en prise avec les enjeux de notre époque, en alliant lieu de vie et lieu de lutte, elle ouvre la voie vers un ailleurs tout en mettant des bâtons dans les roues de la machine industrielle capitaliste.

Les Zones à défendre, quand elles ne ressortent pas traumatisées par la répression, sont également des espaces de libération psychologique et matérielle, qui permettent de mieux «savoir de quelles façons nous sommes opprimé·es, et aussi de quelles façons nous nous autoréprimons», comme l'écrivait justement en son temps Hakim Bey[6]. Comme dans les TAZ (Zones autonomes temporaires) – les *free party* des années 1990 – nous pouvons y expérimenter d'autres formes de temporalités, travailler au corps les formes d'oppression qui nous rongent toutes et tous, de l'intérieur comme de l'extérieur, et bâtir un rapport différent au monde, loin de ce que l'on a connu dans le contexte capitaliste.

Depuis ces luttes de territoire, nous combattons les monstres qui surgissent dans le clair-obscur du capitalisme, qui s'effondre actuellement en risquant malheureusement d'emporter l'humanité et le monde vivant avec lui. Les Zones à défendre doivent continuer d'être des bases arrière vers le monde d'après en même temps que des lignes de front nécessaires au cœur du système. Multiplions-les !

LES ZONES D'AUTONOMIE DÉFINITIVE

Cependant, les Zones à défendre sont des espaces en lutte fragiles et temporaires qui ne sont pas suffisants : il est donc important de pouvoir compter sur un autre type de ZAD : les Zones d'autonomie définitive !

Nous pouvons nous appuyer sur ce qui existe déjà dans notre environnement proche, et dès maintenant prendre le temps de nous relier et de nous auto-organiser localement. De nombreux lieux œuvrent d'ores et déjà de manière diffuse : les jardins partagés, les ateliers vélos, les squats et centres sociaux autogérés, les épiceries et cantines solidaires et plus largement toute la culture coopérative, associative et populaire. Prenons le temps d'identifier nos besoins locaux, de faire du lien avec notre entourage afin d'y subvenir, de transmettre nos expériences, et créons des outils qui faciliteront la

5. Pour plus d'informations sur le coup d'État pandémique et climatique, on peut lire l'interview de Mark Alizart, *Diakritik,* 1er avril 2020.
6. Dans la célèbre brochure *TAZ : Zone autonome temporaire,* d'Hakim Bey.

prise d'autonomie et la mise en place de la solidarité sur le long terme. Ce travail peut aussi se faire à plus grande échelle en fonction de nos situations[7].

Dans le contexte de démantèlement généralisé des services publics, et au vu de la crise économique qui s'annonce, il est nécessaire de tendre vers l'autonomie collective en continuant de faire exister des espaces de solidarité autogérés, hérités de la culture des mouvements sociaux, paysans, ouvriers, féministes et décoloniaux des siècles derniers. Il est nécessaire que nous nous affranchissions des États-nations qui nous oppriment, et du cadre législatif des normes capitalistes (propriété privée, emploi et salariat) qui nous exploitent. Mais les gouvernements et leurs alliés ne nous laisseront pas faire, c'est pour cela qu'il faut se donner les moyens de créer un rapport de force suffisant pour proposer un autre projet de société : il nous faudra être indépendant·es, doté·es d'outils d'auto-organisation pour être en mesure de nous défendre lorsque cela sera nécessaire.

Pour créer ces Zones d'autonomie définitive, nous devons nous entraider concrètement : réquisition de lieux et de terres[8], soutien logistique pour la création de nouveaux lieux, soutien humain quand nous nous retrouvons attaqué·es, connaissance des enjeux historiques, écologiques, politiques et économiques de nos villes et de nos campagnes, transmission de nos expériences, de nos échecs, de nos réussites.

SE RELIER, MULTIPLIER LES BRÈCHES ET RENVERSER LE SYSTÈME

À Dijon, dans le quartier des Lentillères, des friches agricoles destinées à l'extension urbaine sont occupées pour se nourrir et permettent même d'alimenter des marchés hebdomadaires non lucratifs à prix libre. Des cabanes sont construites, et des ateliers d'échange de savoirs divers et variés, des concerts ou des fêtes atypiques s'organisent[9].

Dans les environs de Bure, en lutte contre le nucléaire et son monde, les zadistes expulsés de leur ZAD ont créé une auto-école, une boulangerie, pratiquent l'herboristerie et l'affouage avec les locaux, fabriquent des éoliennes artisanales et sont sur différents projets paysans[10].

Sur le plateau de Millevaches, un syndicat de territoire autonome relie les alternatives existantes à l'échelle de trois communautés de communes : préservation de la gestion de l'eau à l'échelle communale, récupération des logements vacants, sauvetage des services publics essentiels, accueil inconditionnel des réfugiés, cellule de soutien psychologique, entraide administrative et juridique s'organisent pour se renforcer entre elles[11].

Dans le quartier d'Exarcheia, à Athènes, où nombre d'immeubles vacants sont réquisitionnés pour s'y loger, les pratiques autogestionnaires sont largement répandues : assemblées populaires, cantines, dispensaire, cours de grec à destination des réfugié·es, bars qui servent pour l'organisation collective, etc.[12]

À Barcelone, une ancienne usine désaffectée a été transformée en un immense centre social autogéré et les terrains vagues sont devenus des jardins collectifs. Dans les quartiers populaires, les locataires expulsés réquisitionnent des appartements ou maisons vides pour se loger et créent leur propre monnaie non indexée sur l'euro pour leurs échanges émancipés des taxes étatiques[13].

7. On peut prendre l'exemple du biorégionalisme qui souligne l'importance de l'échelle des bassins-versants.
8. Reclaim the Fields – Résistance fertile : https://reclaimthefields.org/collective-projects/access-to-land/?lang=fr.
9. Pour une présentation universitaire du quartier des Lentillères, on peut lire https://ufr-ssa.parisnanterre.fr/medias/fichier/me-moire-blanchard-pierre-20172018_1537970200008-pdf.
10. Pour une présentation des luttes à Bure : expansive.info.
11. Pour plus de renseignements, voir la brochure de présentation du Syndicat de la Montagne limousine.
12. Sur Exarcheia, on peut écouter « Exarchia, Athènes contestataire et solidaire », France Culture, www.franceculture.fr.
13. Voir l'article de *CQFD,* n° 174, mars 2019.

Au Chiapas, les zapatistes, à travers plusieurs communes, ont depuis plus de vingt-cinq ans, pris leur autonomie vis-à-vis de l'État mexicain. Ils et elles s'affranchissent de son cadre législatif, politique et économique pour créer leur propre système de justice, de santé et d'éducation, leurs propres assemblées, où les habitant·es discutent et décident elles et eux-mêmes comment s'organise leur vie quotidienne[14].

Le Rojava, une région kurde sans État souverain, s'inspire du municipalisme libertaire et de l'écologie sociale de Murray Bookchin[15]. Le peuple kurde, privé de territoire, est parvenu dans des conditions géopolitiques extrêmes à faire exister une formidable expérience multiculturelle, anticapitaliste et écologique. L'émancipation des femmes de la société patriarcale ainsi qu'un modèle éducatif populaire et inclusif (en plusieurs langues !) sont à l'œuvre, en pleine lutte armée contre les États turc, irakien, syrien et islamique. Des coopératives paysannes, notamment de femmes, réapprennent des manières de cultiver dans un territoire détruit par les guerres et l'exploitation pétrolière[16].

ORGANISONS-NOUS ET FÉDÉRONS-NOUS POUR DES ZAD PARTOUT !

Il y a des mondes à inventer. Des utopies concrètes[17] et radicales sont déjà en germe et ne demandent qu'à s'étendre et se relier. 2020 doit être l'an 01 de la sortie du capitalisme, comme la génération précédente l'appelait déjà de ses vœux dans les années 1970 dans un film mythique[18]. Nous vous proposons de suivre leur programme : on arrête tout, on réfléchit. Mais aussi, car l'urgence l'impose : on s'informe, on se relie, on crée, on se défend, et c'est pas triste !

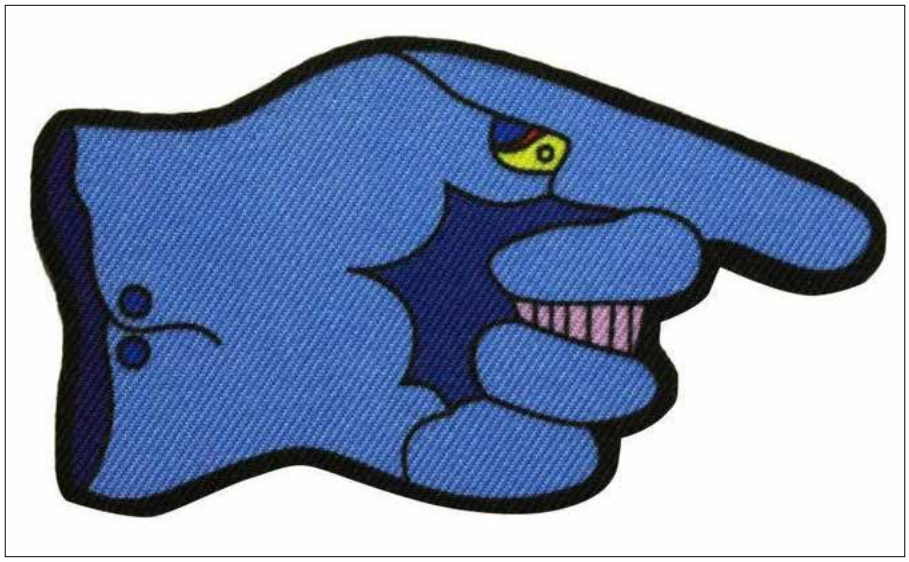
Pour faciliter l'organisation dans ce sens, nous avons créé un groupe de réflexion-action pour la sortie du capitalisme. C'est un groupe où l'on prend le temps de mettre en commun nos expériences, nos envies, nos réflexions. On y crée des outils pour renforcer nos alternatives radicales de sortie du capitalisme, par exemple, des brochures sur les Zones d'autonomie définitive et la sortie de l'emploi. Ainsi, nous faisons partie d'une vaste dynamique de réappropriation collective qui continuera après le confinement, notamment dans les week-ends interluttes et inter-ZAD de Laisse béton, mais aussi ailleurs !

N'hésitez pas vous aussi à créer ce qui vous semble pertinent ou à nous faire signe[19] si vous souhaitez nous rejoindre ! Préparons-nous dès maintenant à sortir concrètement du capitalisme dans la solidarité. Organisons-nous et fédérons-nous pour que nous soyons plus nombreux.ses à créer, rejoindre ou soutenir des Zones à défendre et des Zones d'autonomies définitives partout dès la fin du confinement !

1ER MAI 2020

PUBLIÉ SUR *LUTTES DU GRAND OUEST*

14. Voir *Le Monde diplomatique*, juin 2017.
15. La revue *Ballast*, 3 seprembre 2018, a publié une présentation du municipalisme libertaire, www.revue-ballast.fr.
16. Pour plus d'informations, on peut lire cet article de Reporterre.
17. Voir le site des *Utopies concrètes*.
18. Jacques Doillon, L'An 01, 1973, consultez l'article Wikipédia, https://fr.wikipedia.org/wiki/L%27An_01.
19. Écrivez-nous à laissebeton@riseup.net, que vous soyez dans l'Ouest ou non !



LES AUTEURS·ES DE SYLLEPSE FACE À LA PANDÉMIE

DANS LA PRESSE D'EXTRÊME DROITE, CORONA RIME AVEC PARANOÏA

JEAN-PAUL GAUTIER[1]

Dans la presse d'extrême droite et chez les divers groupuscules se mêlent la théorie du complot, les juifs, les musulmans, le mondialisme, les LGBT et le monde sans Dieu… Sur fond de «Grand Remplacement». La fachosphère est particulièrement active. Ce qui amène la Licra à réclamer «l'urgence de confiner le discours de haine en ligne».

Les catholiques intégristes de Civitas, dans un communiqué daté du 20 avril 2020, dénoncent un complot et «un mensonge d'État» et «l'échec d'une réponse sans Dieu. Il y a eu une épidémie, mais c'est la première fois que Dieu se trouve oublié [non célébration de Pâques, suppression des messes].» La solution miraculeuse, «il faut retrouver la Sainte Messe, organiser des processions du Saint Sacrement dans les rues, faire pénitence pour l'apostasie de nos nations et l'application des lois iniques et contre-nature, témoigner publiquement notre foi». Naturellement, Jeanne d'Arc est appelée à la rescousse. Il faut organiser le 10 mai l'«opération Sainte Jeanne» et des prières publiques pour «sauver la France» et demander à «Jeanne d'intercéder pour nous auprès de Notre Seigneur Jésus-Christ». Bref, la France sans Dieu a été punie…

« LE CORONAVIRUS REND-IL FOU OU IDIOT ? »

La Ligue du Midi met en ligne sur son site un article d'Éric de Verdelhan (nostalgique de l'Algérie française), qui se pose la question «le coronavirus rend-il fou ou idiot?» La réponse lui paraît évidente: «C'est une réponse à la décadence de notre société, comme le sida a été une réponse cinglante au vagabondage sexuel.» Il s'insurge également contre le maintien de l'ouverture des centres d'IVG pendant le confinement: «Nous contribuons nous-mêmes au remplacement des populations», preuve, selon Max Chaleil, que les gouvernements ont préféré «donner la priorité aux porte-parole du lobby LGBT».

Quant au site *Lengadoc Info,* l'un des déclencheurs du coronavirus résulte de «la présence de migrants illégaux». La potion magique qui nous est proposée: prier saint Roch, qui d'après un certain abbé Berthe, aurait obtenu «de nombreuses guérissons par le simple signe de croix»…

Le groupuscule Dissidence française réclame l'application du couvre-feu pour lutter conte «la racaille» dans les quartiers sensibles et dénonce le fait que «les individus de confession juive soient dispensés de se munir d'attestation les jours de shabbat».

Damien Rieu, ex-dirigeant du Bloc identitaire, ex-collaborateur du site Fdesouche et actuel assistant parlementaire du député européen Philippe Olivier (beau-frère de Marine Le Pen), s'autoproclame «lanceur d'alerte de la France périphérique» et se lâche et multiplie les tweets. «Les islamistes se réjouissent du coronavirus: bars fermés, femmes avec des masques, plus de serrage de mains. Coranvirus.» Qui sont les coupables de la pandémie: «Les non-Blancs issus de l'immigration.» Damien Rieu a la solution: «Il faut peut-être les confiner dans leur pays.»

Génération identitaire. Le coronavirus est un agent du «Grand Remplacement». Adepte de Renaud Camus, le groupe réclame la fermeture des frontières et le «remigration», à savoir, le retour contraint

1. Jean-Paul Gautier a publié *La Restauration nationale, un mouvement royaliste sous la 5e République,* Paris, Syllepse, 2002 ; *De Le Pen à Le Pen, continuités et rupture,* Paris, Syllepse, 201 ; *Les Extrêmes droites en France, de 1945 à nos jours,* Paris, Syllepse, 2017.

des immigrés extra-européens et de leurs descendants «dans le pays d'origine». Magnanime, Rieu souhaite un «bon retour aux Algériens de France chez eux».

Riposte laïque reprend à son compte l'idée que «le coronavirus est une stratégie mondialiste» dont le but est «la destruction des sociétés occidentales», dénonce «le confinement réservé aux vrais Français» et appelle «les flics à tirer sur les racailles».

Les deux compères Dieudonné et Soral. En bon business man, Dieudonné commercialise, bénéfices à la clef, des masques achetés en Chine. Pour lui l'analyse est simple : «Le coronavirus va justifier une crise financière par laquelle Rothschild et consorts vont dérober la totalité de l'épargne des moutons.» Donc pour reprendre l'écrivain antisémite, auteur de La France juive, publiée à la fin du 19e siècle : «Tout vient du Juif. Tout revient au Juif…»

Quant à Alain Soral, qui se lance dans des «réflexions sur le couillonavirus» : le coronavirus est «un virus sioniste». Il va jusqu'à dénoncer «le gang qui a en charge la médecine d'État», établissant une liste qu'il n'hésite pas à comparer à la liste de Schindler et citant les noms de «Salomon, Hirsch, Lévy, Buzyn…»

La palme revient à Henry de Lesquen, dirigeant du Carrefour de l'Horloge (ex-Club de l'Horloge). Invité par un groupuscule nationaliste suisse, Résistance helvétique, pour une conférence, il a ouvert son propos par : «Il y a pire que le coronavirus : le judéovirus.» Ce qui a entraîné l'ouverture d'une enquête pour «provocation à la haine raciale».

« LE VIRUS QUI MÉPRISE DIEU »

L'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol* livre ses analyses complotistes, antisémites et pleines de bondieuseries. Au mois de mars : le 11, le coronavirus est «un complot pour faire avancer la gouvernance mondiale». Le 18, sous le titre «Coronavirus et virus mental», le journal nous explique qu'il existe «un virus plus grave que le coronavirus : le virus mental, spirituel. Celui qui méprise Dieu qui fait fi des lois divines et de la morale naturelle, celui qui rejette l'ordre moral et promeut le désordre organisé. Que Dieu vous garde tous sous sa protection sainte et divine.» Le 25, «la pandémie, l'oligarchie occidentale en rêvait». En avril, le 1er, dénonciation du lobbying, de la corruption et des conflits d'intérêts (est visé Yves Lévy, ex-responsable de l'Institut national de la santé et mari d'Agnès Buzyn). Dans la même livraison, Hannibal (Martin Peltier ex-responsable de *National Hebdo* du FN) dénonce la fortune anonyme et vagabonde : «La fortune anonyme et vagabonde est notre ennemie par les idées et les crimes qu'elle traîne après soi, le pouvoir, l'idéologie, la religion qu'elle comporte. Toujours le veau d'or veut la place de la vraie religion, il dit le bien, le mal, il veut être adoré, aimé et obéi, lui seul.» Quant à l'éditorial, il voit dans le confinement, «une forme de détention collective. Le village planétaire est devenu un camp de concentration». Il s'oppose à la fermeture du sanctuaire de Lourdes : «On craint davantage un virus qu'on a confiance en la puissance et la miséricorde la Mère de Dieu.» Le 8, Robert Spieler cite une déclaration de Fatih Erbakan, dirigeant du parti Refah, en Turquie : «Bien que nous n'ayons pas de preuves certaines, ce virus sert les objectifs du sionisme de réduire la population et d'empêcher son augmentation […] d'importantes recherches le disent […]. Le sionisme est une bactérie vieille de 5 000 ans, cause de la souffrance des gens.» La note de Robert Spieler se poursuit par le propos d'un journaliste du quotidien turc Yeni Akit. Quel est «l'objectif caché des juifs ?» La stérilisation de la famille car «ils pensent que la population mondiale doit d'abord fortement être réduite. Peut-être que demain, ils présenteront le vaccin contre le coronavirus comme un remède et qu'ils y incorporeront une substance stérilisatrice. Et vous savez comment le virus peut se propager du côté de l'argent, donc c'est bon pour le Bitcoin».

La main de George Soros est aussi présente, car derrière l'épidémie se cache un laboratoire chinois dans lequel sa société, le Fund Management aurait été actionnaire. Le 29, l'éditorial de *Rivarol* s'en

prend à Mario Stasi, président de la Licra, qui veut un nettoyage du Net de tout discours de haine et des poursuites pénales. Il est accusé de vouloi interdire sous peine d'amende astronomique et de peine de prison tout discours, toute analyse, toute prise de position ne convenant pas à un certain lobby. De son côté, Mario Stasi constate : « Il n'a pas fallu bien longtemps avant que ces réflexes antisémites prolifèrent sur la toile. » La Licra demande une adoption rapide de la loi dite Avia pour lutter contre « un antisémitisme déconfiné », ce qui fait dire à l'éditorialiste : « Ce que Sion veut, la Gueuse le veut. »

Parodiant Audiard, *Rivarol* écrit : « Les judéos-sionistes, ça ose tout, c'est à ça qu'on les reconnaît ! »

4 MAI 2020

CHINE : LORSQUE LA SERVILITÉ L'EMPORTE SUR LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE

AU LOONG YU[1]

L'épidémie de Wuhan du Covid-19 s'est propagée à une vitesse fulgurante et s'est transformée en une pandémie mondiale qui était évitable dès le début. Il a fallu plusieurs semaines pour empêcher qu'elle se propage à l'ensemble du pays avant la ruée vers les voyages qu'occasionne le «Chunyun» – Fête du Printemps, qui, pendant le Nouvel An chinois 2018, a vu se déplacer 3 milliards de voyageurs vers et depuis leur village ou ville d'origine. Pourtant, Pékin a agi trop tard bien que le gouvernement municipal de Wuhan ait été au courant de la propagation du virus dès le début. Nous avons également constaté des retards similaires au Royaume-Uni et aux États-Unis, par exemple. À bien des égards, Trump et Xi Jinping se ressemblent dans leur arrogance, leur ignorance et leur mépris pour les spécialistes. Pourtant, le cas chinois présente des caractéristiques très différentes de celles de l'Occident, si nous examinons plus attentivement comment les événements se sont déroulés au cours des semaines cruciales entre décembre 2019 et janvier 2020.

QU'EST-CE QUE XI JINPING A FAIT AU DÉBUT DE JANVIER ?

Début avril 2020, des informations concernant le premier cas confirmaient qu'un premier patient Covid-19 était apparu le 1er décembre 2019[2]. À partir de la mi-décembre, «il existe des preuves qu'une transmission interhumaine s'est produite par des contacts étroits depuis le milieu de décembre 2019[3]». Les hôpitaux locaux avaient adressé leurs prélèvements à Vision Medical à Guangzhou pour des tests et le 27 décembre avec le séquençage du génome, «les résultats ont montré une similitude alarmante avec le coronavirus mortel Sars», comme l'a rapporté Caixin.com[4]. Vision Medical a immédiatement communiqué ses conclusions à la Commission provinciale de la santé du Hubei. Pourtant, entre le 1er et le 3 janvier 2020, la province du Hubei et la Commission nationale de la santé lui ont répondu qu'il devait détruire ses prélèvements, cesser de faire d'autres tests et ne pas communiquer leurs résultats au public.

Pendant ce temps, le 30 décembre, des lanceurs d'alerte inconnus ont publié en ligne deux documents de la Wuhan Health Commission mentionnant une pneumonie de cause inconnue, forçant la Wuhan Health Commission à annoncer, pour la première fois, qu'il y avait 27 cas de «pneumonie virale», mais atténuant sa viralité en expliquant qu'il n'y avait pas de transmission interhumaine. Ces deux affirmations étaient des mensonges.

Au niveau national, quelque chose d'encore plus important se produisait. Le 10 janvier, la ruée pour les voyages de la Fête du Printemps allait commencer. Si ces déplacements étaient autorisés, ils propageraient certainement le virus dans tout le pays à une vitesse fulgurante. L'horloge tournait.

1. Au Loong Yu a publié *La Chine : un capitalisme bureaucratique,* Paris, Syllepse, 2013.
2. «Coronavirus : China's first confirmed Covid-19 case traced back to November 17», www.scmp.com/news/china/society/article/3074991/coronavirus-chinas-first-confirmed-covid-19-case-traced-back.
3. «Early transmission dynamics in Wuhan, China, of novel Coronavirus – Infected pneumonia», *New England Journal of Medicine,* www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMoa2001316.
4. «How early signs of the coronavirus were spotted, spread and throttled in China», *The Straitstime,* www.straitstimes.com/asia/east-asia/how-early-signs-of-the-coronavirus-were-spotted-spread-and-throttled-in-china.

Au lieu et place de la Commission nationale de la santé, c'est le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies (CDC) qui a déclenché une alerte interne de niveau 2 d'urgence le 6 janvier, et les principaux dirigeants du parti ont été informés du virus nouvellement découvert. Le lendemain, le comité permanent du bureau politique s'est réuni et a discuté du nouveau coronavirus comme d'un événement de seconde importance. Un mois plus tard, face au mécontentement grandissant contre les autorités, Xi Jinping a produit son rapport interne pour montrer qu'il avait toujours incité le parti à lutter contre le virus. Les premières lignes du rapport concernant le virus portaient sur sa remarque lors de la septième réunion du bureau politique où il est signalé qu'il «avait demandé des mesures de prévention et de contrôle de l'épidémie de coronavirus».

Le document ne précisait pas de quel genre de «demande» il s'agissait. Si la «demande» avait été substantielle et utile, il n'aurait pas été oublié de mentionner ce qu'elle recouvrait concrètement. Cela n'a pas été rapporté probablement parce que la demande n'avait rien de substantiel. Son action, ou plus exactement son inaction, semble également confirmer ce scénario, car il n'y a rien sur ce qu'il a pu faire entre le 7 et le 20 dans le rapport publié, au moment même où le virus se propageait comme un incendie. Xi Jinping n'a rien fait au cours de ces deux semaines cruciales, il a plutôt simplement observé la ruée vers les voyages et le banquet de Wuhan (voir ci-dessous) se dérouler comme prévu. Il a finalement publié une instruction publique le 20: «Nous devons attacher une grande importance à l'épidémie et faire de notre mieux pour la prévenir[5].» L'«instruction» du 20 était un peu plus substantielle, mais il était déjà trop tard. À ce moment-là, des dizaines de millions de passagers étaient déjà sur le chemin du retour vers leur ville ou village d'origine. Xi n'aurait-il pas dû le dire dès le 7, s'il était pleinement conscient à l'époque que le virus était capable de se transmettre d'homme à homme et que des centaines de personnes étaient déjà infectées? En rendant public son discours interne peu après, Xi a voulu montrer qu'il avait agi très tôt sur la pandémie. En fait, le discours suggère le contraire.

Un rapport de Ming Pao sur la 7e réunion du bureau politique a suggéré que Xi et/ou d'autres hauts dirigeants auraient pu dire quelque chose de plus catastrophique encore. Selon le rapport, «le leader» sur place avait décidé que si la prévention de l'épidémie devait être faite, elle «ne devrait pas provoquer de panique et affecter l'atmosphère du Festival du nouvel an lunaire». Notez ici que le premier message sur la prévention d'une épidémie a été contrebalancé par un deuxième message qui disait pratiquement: «N'osez pas provoquer la panique et affecter l'atmosphère du Festival du nouvel an lunaire[6]!» Tous les mandarins de rang inférieur ont immédiatement compris quel message il fallait tenir. Par conséquent, ils ont continué à promouvoir le Festival tout en contenant l'information sur l'épidémie.

Pour s'assurer que tout semblait normal, les autorités de la municipalité de Wuhan et de la province du Hubei ont décidé d'aller de l'avant en organisant les deux réunions prévues du Congrès du peuple et de la Conférence consultative politique populaire, pendant la période du 6 au 17 janvier, qui ont été suivies d'une grande fête le 18 janvier, en présence de 40 000 familles. Grâce à ces événements publics, le virus s'est alors propagé encore plus rapidement. Trois jours plus tard, Xi Jinping a donné son «instruction» le 20. Ce n'est que lorsque le grand leader a pris la parole que ses subordonnés ont commencé à agir et ont confiné Wuhan le 23. Pourtant, 5 millions d'habitants de Wuhan avaient déjà fui, se joignant aux centaines de millions de passagers qui s'étaient empressés de voyager.

5. «Highlights: China's Xi recounts early role in coronavirus battle», Reuters.
6. «Jikong zaoshang bao, zhongyang weibao jieri qifen shi liangji» (CDC Reported in the Morning, the Central Prioritised Festival Atmosphere Resulted in the Missing of Opportunity), Mingpao, 17 février 2020.

LES RÈGLES CACHÉES L'EMPORTENT SUR LA LOI

Selon certains experts, si seulement l'interdiction de voyager et la réduction des contacts «avaient pu être menées une semaine, deux semaines ou trois semaines plus tôt en Chine, les cas de contamination auraient pu être réduits de 66%, 86% et 95% respectivement, et aurait été réduit considérablement le nombre de zones touchées[7]».

Pourquoi les autorités de Wuhan ont-elles agi comme elles l'ont fait? Cela nous amène à une discussion sur certaines caractéristiques de la bureaucratie du Parti communiste chinois. L'une d'elles est que ce que disent les lois est moins important que ce que peuvent penser les supérieurs. Tout Chinois commun du continent, s'il peut parler librement, vous dira que simultanément il existe deux ensembles de règles à l'œuvre, l'une est la loi, l'autre est le «*qianguize*», ou «règles cachées». Cette dernière est toujours la plus décisive. Deviner ce que pensent vos supérieurs est également considéré comme un élément important de la règle cachée. Nous sommes témoins ici de la façon dont cette logique bureaucratique chinoise s'est pleinement développée au cours de cette pandémie.

Selon l'article 38 de la loi de prévention et de contrôle des maladies infectieuses, «la communication d'informations concernant les maladies infectieuses doit être correcte et donnée sans délai». L'article 65 stipule que les ministères qui ne font pas ce qui précède seront passibles de sanctions administratives ou de poursuites pénales. Aujourd'hui, avec la révolution de l'information, il est beaucoup plus facile d'appliquer la loi pour protéger le bien-être de la population. L'épidémie de SRAS de 2003 a incité le CDC chinois à développer un système automatisé d'alerte et de réponse aux maladies infectieuses sur le Web et qui a été mis en œuvre dans toute la Chine en avril 2008[8]. Cette organisation est également appelée le Système d'information chinois pour le contrôle et la prévention des maladies (CISDCP). Auparavant, «les CDC locaux soumettaient un rapport mensuel au CDC national. Avec le CISDCP, les hôpitaux et les cliniques communiquent désormais immédiatement et directement via Internet[9]».

Pourtant, le 29 décembre, lorsque les hôpitaux de Wuhan ont signalé des cas de pneumonie de cause inconnue au district et à la Commission de santé municipale, cette dernière, au lieu de faire un rapport direct via le CISDCP, a enjoint aux premiers «d'attendre les instructions de nos supérieurs». Le 5 janvier, la Commission de la santé de Wuhan a modifié le manuel de notification, ce qui a pratiquement privé les hôpitaux de leur pouvoir de faire des rapports directs et a confié cette tâche aux commissions provinciales de la santé. En plus de ce changement, la Commission a également demandé aux hôpitaux de communiquer directement ses rapports à la chaîne des commissions de santé de district, municipales et provinciales pour une double vérification[10]. D'un seul coup, les responsables de la santé ont annulé la loi et le CISDCP.

Depuis que la pandémie s'est propagée dans le monde entier, le PCC a développé une forte propagande d'autopromotion en se moquant de la façon dont Trump et d'autres pays occidentaux avaient mal géré la crise. Certes, l'administration de Trump a mal agi. Pourtant, il y a une différence entre les États-Unis et la Chine pour le moins. Alors qu'Anthony Fauci de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) peut ouvertement critiquer Trump, tout expert chinois faisant de même risquerait non seulement d'être licencié, mais également d'être emprisonné

7. «Effect of non-pharmaceutical interventions for containing the COVID-19 outbreak in China», *medrxiv.org*.
8. OMS, «Hand, foot and mouth disease in China: evaluating an automated system for the detection of outbreaks».
9. «Internet-based China information system for disease control and prevention», www.researchgate.net/publication/268103880_Internet-based_China_information_system_for_disease_control_and_prevention.
10. Yiqing chu zhibao xitong shixiao, wu yujing shiji (The Direct Report System Failed in the Early Stage of the Epidemic, Missing the Chance for Early Alarm), Mingpao, 16 mars 2020.

ou tout simplement de «disparaître». Non seulement les chefs du parti se sont tenus au-dessus des lois, ils se sont également tenus au-dessus de la science et des scientifiques. En réalité, ils croient savoir mieux que quiconque, ou tout simplement être omniscients. Aussi brillant que puisse être un scientifique en Chine, ce sont les bureaucrates qui ont le dernier mot, y compris par l'envoi d'un scientifique en prison pour avoir dit la vérité. Il n'est pas étonnant que lorsque le bureau politique a mis en place le 25 janvier un groupe de travail spécial de neuf membres pour faire face à l'épidémie, il n'a pas jugé nécessaire d'inclure un spécialiste de la pandémie.

Le 7 janvier, Xi a rappelé tranquillement à son parti que même s'il était nécessaire d'agir contre le coronavirus, cela ne devait pas affecter la tenue du Festival. Pourquoi était-il si préoccupé par ce Festival ? On rappelle aux lecteurs qu'apporter de la joie aux gens pendant la Fête du printemps est un projet d'État. Cela est illustré par le Gala du Festival de printemps de la télévision centrale, qui pendant quatre décennies, s'est tenu à la veille du nouvel an. En regardant un tel spectacle grandiose, les Chinois doivent se sentir reconnaissants envers le parti. Quiconque connaît un peu l'histoire de l'Empire chinois sait que l'empereur avait besoin d'être régulièrement conforté sur la façon dont ses sujets vivaient heureux, et lui étaient reconnaissants dans la mesure où même le fleuve Jaune était devenu limpide et purifié de tous ses sédiments, que la mer était devenue calme. Il détestait les mauvaises nouvelles. Ses subordonnés le savaient trop bien, et après avoir été témoins du sort tragique de ceux qui avaient échoué, les fonctionnaires de rang inférieur s'étaient nécessairement transformés en béni-oui-oui, et n'hésitaient jamais à le glorifier quel qu'en soit le prix social.

VERSION MODERNE DU FRANKENSTEIN DE MARY SHELLEY ?

Nous devons garder à l'esprit que la pandémie de 2019 est dans la prolongation de l'épidémie de Sras de 2003. Le personnage principal dans les deux drames est le même Parti communiste chinois, qui a agi de la même manière en 2019 qu'en 2003. Ce n'est que le virus qui a été différent ; mais dans sa version de 2019 il a été plus contagieux et mortel. Seize ans se sont écoulés entre les deux. Cependant, le parti, bien qu'il soit armé de technologies encore plus avancées, n'a pas seulement fait aucun progrès pour surmonter son inertie bureaucratique, il est même devenu pire. Si l'on se rappelle comment le parti a fait face à une autre catastrophe naturelle il y a quarante ans, on peut se poser la question : «Le parti a-t-il fait des progrès politiques depuis le début de la période de "réforme et d'ouverture"?» Je parle du tremblement de terre de Tangshan en 1976. Des mois, des semaines, des jours et des heures avant le désastre, des experts, du niveau local jusqu'au niveau national, avaient averti et avaient exhorté les responsables du parti à agir rapidement. Ils ont été entièrement ignorés et on leur a interdit de faire leur rapport aux principaux dirigeants. Pourquoi ? Parce que le parti a déclaré aux experts que la priorité de la journée était de continuer à «critiquer Deng Xiaoping et s'opposer à l'aile droitière».

Après que le tremblement de terre eut tué plus de 240 000 personnes, la Bande des quatre[11] aurait déclaré : «Nous ne pouvons pas permettre que le travail de secours détourne notre critique de Deng. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées à Tang Shan, mais cela n'a pas vraiment d'importance[12].» Si cela est vrai, quel genre de monstre peut dire de telles choses ? Ce qui importe, ce ne sont pas seulement les dirigeants eux-mêmes individuellement, mais la bureaucratie d'État du parti qui montre constamment le même genre d'indifférence face au résultat catastrophique de leur arrogance et de leur ignorance.

À l'heure actuelle, le gouvernement chinois élabore une nouvelle législation sur la biosécurité et

11. NdT : la Bande des quatre est le nom d'un groupe de dirigeants chinois qui furent arrêtés et démis de leurs fonctions en 1976, peu de temps après la mort de Mao Zedong. On les accusait d'être les instigateurs de la révolution culturelle.
12. Yan jiaqi et Gaogao, *Wenhua dageming shinian shi*, Chaoliu Press, p. 863.

l'élève en question de sécurité nationale. Le projet de loi, encore une fois, comprend des articles sur la punition de ceux qui osent mentir sur l'épidémie. Peut-être de nos jours les commentateurs occidentaux ne sont-ils plus aussi enthousiastes que par le passé à propos de l'autoréforme du parti par le biais de l'élaboration de nouvelles lois. Beaucoup se sont sentis trompés. Ou peut-être y avait-il aussi une dose d'auto-illusion ? L'économiste hongrois bien connu, Janos Kornai, a écrit un article dans le *Financial Times* en juillet dernier sous le titre «Economists share blame for China's "monstrous" turn». Il a reconnu avoir conseillé des hauts responsables du PCC en 1985 sur l'introduction d'une réforme du marché en Chine «par le choc électrique de la commercialisation et de la propriété privée», mais finalement son effort, dit-il, n'a produit que «la version moderne du Frankenstein de Mary Shelley» [13].

En ce moment, le gouvernement chinois élabore une nouvelle législation sur la biosécurité et je pense que Bill Clinton nous doit également des excuses pour avoir déclaré dans son discours de 2000 :

> En rejoignant l'OMC, la Chine n'accepte pas simplement d'importer davantage de nos produits ; elle accepte d'importer l'une des valeurs les plus chères à la démocratie : la liberté économique[14].

L'Union européenne a partagé alors la même politique de «changement par le commerce». Mais l'histoire a prouvé que la reconnaissance par le PCC de la «liberté économique» n'avait entraîné aucun changement démocratique. La concurrence sur le marché est l'«impératif catégorique» du capital, mais pas la démocratie.

Si Kornai s'était entretenu assez longtemps avec des travailleurs, il aurait peut-être eu une opinion différente. Après l'adhésion de la Chine à l'OMC, une ONG de Hong Kong avait publié un livre *Voices from Below : China's Accession to WTO and Chinese Workers* qui était un recueil d'entretiens avec des travailleurs. Des années ont passé depuis, mais le souvenir de ces entretiens reste actuel pour moi. L'un d'eux avait déclaré que «l'entreprise d'État deviendra une entreprise privée, ses dirigeants deviendront également des capitalistes» ; l'autre se moquait des étrangers qui faisaient trop confiance aux textes des lois et des accords de l'OMC, sans se rendre compte de l'importance du «*guanxi*» ou du «lien privé[15]».

Paradoxalement, alors que les syndicats occidentaux ou les chercheurs chinois en matière de travail auraient dû mieux connaître cette situation, certains d'entre eux ont quand même laissé croire que le syndicat officiel ACFTU commençait à promouvoir une législation du travail et que, par conséquent, il devenait de plus en plus favorable aux intérêts des travailleurs, et par suite ont donc commencé à défendre une grande stratégie de «politique d'engagement» avec l'ACFTU. Ou encore, lorsque Pékin a commencé à avoir des lois sur les associations civiles (ONG), certains dirigeants d'ONG internationales les ont considérées comme un grand pas en avant vers le développement de la société civile en Chine.

UNE BUREAUCRATIE MI-MODERNE ET MI-PRÉMODERNE

Le nœud du problème est que, cependant, les «règles cachées» en général et le «guanxi» en particulier passent toujours avant la loi. Il y a un peu moins de trois ans, lorsque j'ai écrit sur le 19e congrès du parti, j'ai parlé de l'élément prémoderne du PCC. Cet élément politique prémoderne exige dans ses propres rangs une sorte de loyauté et d'obéissance semblable à la servitude

13. www.ft.com/content/f10ccb26-a16f-11e9-a282-2df48f366f7d.
14. Texte complet du discours de Bill Clinton, www.iatp.org/sites.
15. May Wong (dir.), *Voices from Below : China's Accession to WTO and Chinese Workers,* Hong Kong, AMRC, 2008, p. 73-76.

personnelle prémoderne. L'avantage de ce niveau de fidélité est qu'il rassure le leader de son pouvoir, l'inconvénient est qu'il est également très diviseur car il crée nécessairement un mécanisme de concurrence féroce pour obtenir la confiance des plus hauts leaders au sein de la bureaucratie subordonnée, créant ainsi de multiples cliques et des luttes intestines. Cela dégénère souvent en une course folle dans la servilité, mettant en mouvement ce que j'appelle la survie des «plus-sans-scrupule». Deuxièmement, l'hypercentralisation du pouvoir oblige les bureaucrates de niveau inférieur – lorsqu'ils mettent en œuvre les politiques du chef de file – à exagérer les choses afin à la fois de sauver leur peau et de récolter des avantages, sans se soucier des conséquences. Nous l'avons vu pour la première fois dans le cas de Hong Kong et de nouveau dans la pandémie actuelle.

Ce retour de la tradition politique de la Chine impériale a incité Fei-Ling Wang à soutenir dans son livre *The China Order: Centralia, World Empire, and the Nature of Chinese Power* que la Chine d'aujourd'hui «est une entité politique Qin-Han réincarnée» qui vise l'expansion mondiale et entre donc nécessairement en conflit avec les États-Unis[16]. «Qin» fait référence à la première dynastie unifiée fondée par Qin Shihuang en 221 avant J.-C. «Han» fait référence à la dynastie Han qui a succédé au Qin. Je pense que l'avantage de cette approche est qu'elle saisit bien la culture politique prémoderne du régime de Pékin, mais il y a aussi un inconvénient. N'oublions pas qu'il est également résolument engagé à mobiliser le peuple dans l'industrialisation et la modernisation de la Chine. Ses caractéristiques modernes côtoient ses caractéristiques prémodernes et l'effort d'industrialisation du parti a eu des conséquences inattendues.

Le parti a transformé la Chine en un pays qui a un peuple très instruit, une société urbanisée, une grande classe ouvrière et une classe moyenne – que certains politologues considèrent comme des classes démocratiques[17]. Personne ne le sait mieux que le PCC. Ce sont ces forces potentielles qui ont empêché ses principaux dirigeants de supprimer complètement les derniers éléments de la république et de glisser vers la monarchie pure et simple. C'est également l'une des principales raisons de la paranoïa constante du parti face aux moindres signes de dissidence et de trouble.

Le fait que les principaux dirigeants soient obsédés par l'autopromotion n'est pas uniquement lié à la culture prémoderne. Les bureaucrates s'enrichissent par la voie moderne, la voie du capitalisme, non par l'ancienne voie impériale d'appropriation directe des surplus agricoles. Ils s'enrichissent beaucoup plus rapidement que leurs homologues dans le monde, car ils sont capables de combiner à la fois le pouvoir de l'État coercitif et le pouvoir du capital entre leurs mains, dévorant ainsi une part de plus en plus importante du surplus social aux dépens du peuple – ironiquement, avec l'aide des pays occidentaux.

Ils sont conscients d'être un ennemi du peuple trop gourmand et trop voyant. Ils ont donc, d'une part, dépensé une grande partie de l'argent public pour espionner le peuple et pour lui laver du cerveau sur la qualité de ses dirigeants. Ce n'est pas seulement par vanité personnelle que Xi demande à ses subordonnés de le glorifier sans arrêt. C'est un effort collectif à la fois pour justifier leur avidité et pour paralyser l'esprit des gens afin qu'ils cessent de penser par eux-mêmes. Ironiquement, la tendance du PCC à exagérer massivement les choses peut également l'amener sur la voie de la prophétie autoréalisatrice.

La pandémie actuelle offre déjà des signes de troubles. Après la mort de Li Wenliang, des millions d'internautes ont pleuré les médecins et des centaines de milliers d'entre eux lui ont adressé des salutations. Un habitant de Wuhan a même osé dire ceci :

16. Fei-Ling Wang, *The China Order: Centralia, World Empire, and the Nature of Chinese Power,* New Taipei City, Gusa Publishing, 2018, p. 16.
17. Dietrich Rueschemeyer, Evelyne Huber Stephens, Evelyne Huber, John D. Stephens, *Capitalist Development and Democracy,* Chicago, University of Chicago Press, 1992.

J'espère que les gens comprennent que [...] ce dont ils ont besoin, c'est d'un gouvernement qui protège l'intérêt ultime de chaque citoyen. Cet intérêt ultime ne concerne pas seulement la propriété, mais aussi la vie ! Si j'ai la chance de vivre, je ne me soucierai plus des conneries du grand renouveau de notre nation ! Ni de ce pet du chien de route de la soie ! Je m'en fous... si Taiwan est indépendant ou unifié (avec le continent) ! Dans cette crise, je souhaite juste pouvoir manger du riz et avoir de quoi me vêtir ! [...] Je suis avant tout un individu, une personne vivante ! Désolé, je ne peux pas me permettre d'aimer un gouvernement et un pays qui me permettent juste de pourrir dans un moment de crise[18] !

2 MAI 2020

18. Wuhan fengcheng, mianlin rendao zainan (Wuhan Lockdown, Facing Humanity Crisis), Radio France Internationale, éd. chinoise, 25 janvier 2020. Trad. de l'auteur.

L'AVENIR DU TRAVAIL VU DU SUD… À LA LUMIÈRE DU COVID-19

CÉDRIC LETERME[1]

L'avenir du travail vu du Sud : critiques de la « quatrième révolution industrielle » est paru il y a un peu plus d'un an. L'ouvrage offre une critique sur le fond et sur la forme du débat mondial autour de « l'avenir du travail », qui s'est principalement déroulé entre 2015 et 2019. Face à un débat perçu comme réducteur et biaisé, notamment parce qu'il masquait la réalité du travail et des travailleur·euses du Sud, le livre donne la parole aux personnes qui se sont le moins exprimées dans ces discussions pour leur permettre de donner à voir ce qu'elles occultent le plus.

Entre-temps, la crise du Covid-19 est passée par là. L'occasion de revenir sur certains des éléments développés dans le livre et qui prennent une signification nouvelle à la lumière des événements récents.

QUI SE SOUCIE ENCORE DE « L'AVENIR DU TRAVAIL » AU NIVEAU INTERNATIONAL ?

Un des points de départ du livre consiste à interroger la sincérité de toutes ces grandes organisations internationales (G20, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Forum de Davos, etc.) qui se sont tout d'un coup découvert une passion pour le travail et son avenir. Comme le souligne une des personnes interviewées, cet intérêt soudain est en effet d'autant plus suspect qu'aucune ou presque de ces institutions ne s'était jusque-là caractérisée par sa sollicitude pour le monde du travail, au contraire. Or, leur réaction face à l'épidémie de Covid-19 est venue largement confirmer ces soupçons.

En effet, la plupart de ces institutions se montrent aujourd'hui bien moins préoccupées par l'avenir des travailleur·euses, qui ont à subir à la fois les conséquences de la pandémie et de sa gestion, que par l'avenir de la mondialisation économique et financière. « Tragiquement, les ministres du G20 se sont engagés en paroles, mais pas dans un plan d'action coordonné au niveau mondial réclamé par les syndicats », regrettait par exemple la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI) fin avril[2].

L'Union internationale des travailleur·euses de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) fustigeait quant à elle un communiqué conjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce communiqué en appelait à « une action internationale coordonnée pour maintenir la circulation transfrontalière des denrées alimentaires dans le cadre de la crise du Covid-19 », mais en oubliant au passage, selon l'UITA, un élément clé, à savoir les mesures « visant à protéger la vie, la sécurité et les moyens de subsistance des travailleurs agricoles dont la sécurité alimentaire dépend »[3].

Rien d'étonnant, évidemment. Mais cela confirme si besoin était que l'engouement international

1. Cédric Leterme est docteur en sciences politiques et sociales, chargé d'étude au CETRI-Centre tricontinental (www.cetri.be) et au Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (www.gresea.be). Il est l'auteur de *L'Avenir du travail vu du Sud : critiques de la « quatrième révolution industrielle »*, Paris, Syllepse, 2019.
2. CSI, « G20 Labour ministers step back from globally co-ordinated action plan to respond to Covid-19 social and economic crisis », 24 avril 2020, www.ituc-csi.org/g20-labour-ministers-step-back?lang=en.
3. UITA, « Covid-19 : WTO-FAO-WHO ignore crucial link in food supply chain », 3 avril 2020, www.iuf.org/w/?q=node/7517.

soudain pour «l'avenir du travail», ces dernières années, masquait surtout des intérêts et des stratégies dans lesquels l'intérêt des travailleur·euses n'occupait qu'une place marginale.

Seule l'Organisation internationale du travail (OIT), fidèle à son mandat, s'est penchée un peu sérieusement ces derniers mois sur les conséquences de la pandémie et de sa gestion sur les conditions de travail et de vie des populations[4]. Mais là encore avec des biais et des limites déjà identifiés dans le livre. Parmi ceux-ci, on soulignera en particulier son appel, désormais traditionnel, à ce que les réponses à la crise se fassent le plus possible dans le respect du «dialogue social». Ce genre d'appels sonne déjà creux dans les anciennes économies industrielles où ce «dialogue» s'est presque complètement vidé de sa substance ces dernières décennies, mais dans le Sud où priment le travail informel et l'absence de liberté syndicale, il apparaît tout simplement déconnecté de la réalité.

DES RÉALITÉS DU TRAVAIL DÉCIDÉMENT OPPOSÉES ENTRE LE NORD ET LE SUD

L'avenir du travail vu du Sud met en évidence en outre le fait que la plupart des acteurs et des questions constitutives du débat sur «l'avenir du travail» correspondent à la réalité des sociétés du Nord où l'emploi salarié constitue toujours la forme dominante du travail. À l'inverse, les travailleur·euses du Sud relèvent en effet dans leur immense majorité des secteurs informels et/ou de l'agriculture. Cela signifie que les discussions sur la précarisation de l'emploi, l'avenir de la protection sociale ou encore les façons de renouveler le «dialogue social» n'ont pas les mêmes significations pour ces travailleur·euses, à supposer qu'elles aient un sens tout court.

Or, ici encore, la pandémie et les conséquences de sa gestion ont montré avec brutalité à quel point la fracture dans ces domaines reste béante entre les sociétés du Nord et du Sud. «Près d'un milliard de personnes étaient confinées ce dimanche, remarquait par exemple il y a quelques semaines Frédéric Thomas du CETRI[5]. Cela n'en reste pas moins un luxe, tant, au niveau mondial, la majorité de la population n'a pas les moyens du confinement. Ainsi, 60% des travailleurs dans le monde (85% en Afrique) sont actifs dans le secteur informel, n'ayant d'autres ressources que de continuer à travailler. Une personne sur quatre vit dans des bidonvilles et des quartiers informels, et 40% ne disposent pas d'équipements de base pour se laver les mains à la maison».

L'OIT, de son côté, rappelait qu'«aujourd'hui, 40% de la population mondiale n'a pas d'assurance-maladie, […] qu'une écrasante majorité de travailleurs n'ont pas les moyens de se mettre en congé maladie ou de faire face à une situation d'urgence imprévue, […] que la protection en cas de chômage est également insuffisante dans la plupart des pays du monde […] et que 55% de la population mondiale – soit environ quatre milliards de personnes – ne bénéficient d'aucune forme de protection sociale»[6]…

LE MYTHE DE LA « 4IR » DÉMASQUÉ

Dans sa deuxième partie, l'ouvrage s'attaque également au mythe fondateur du débat sur «l'avenir du travail»: l'existence d'une supposée «quatrième révolution industrielle» (4IR selon l'acronyme anglais: *4th Industrial Revolution*), appelée à bouleverser le travail de la même façon que les révolutions industrielles précédentes l'avaient fait jusqu'ici. Plus précisément, l'émergence d'un ensemble de nouvelles technologies numériques menacerait à terme à la fois la quantité et la qualité des emplois, à tel point que si pour les uns, c'est le travail lui-même qui serait progressivement

4. Par exemple: OIT, «Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail, 2e éd.», Genève, 2020, www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS_740982/lang--fr/index.htm.
5. Frédéric Thomas, «La mondialisation au temps du Covid-19», CETRI, 2020, www.cetri.be/La-mondialisation-au-temps-du.
6. OIT, «Covid-19: Des systèmes de protection sociale défaillants pour les groupes vulnérables», Genève, 25 mars 2020.

appelé à disparaître, pour les autres, on pourrait déjà faire une croix sur le salariat et ses principales institutions.

Pourtant, s'il y a eu un «avantage» à cette crise, c'est celui d'avoir rappelé, souvent cruellement, que l'économie est encore très loin de pouvoir se passer de travailleur·euses… Cela a été dit et répété, mais il vaut la peine d'y insister : ce n'est pas le moindre des paradoxes que les métiers et les tâches unanimement célébrés comme essentiels depuis quelques semaines, sont précisément ceux qui sont le plus souvent dévalorisés et invisibilisés en temps normal. Notamment parce que la plupart sont assumés par des femmes ou des personnes racisées. La liste inclut le travail dans les soins de santé, les écoles, l'entretien des rues, la livraison, etc. Mais aussi celui des travailleur·euses domestiques, dont les employeur·euses découvrent tout à coup la pénibilité des tâches[7], les travailleur·euses saisonnie·ères dans l'agriculture, que l'on s'empresse de régulariser pour ne pas se priver de tomates cet été[8], ou encore les travailleur·euses industrielles chinois à qui l'on a sous-traité la production de l'essentiel de nos biens de consommation courante.

Même les fleurons de la nouvelle économie numérique, tels Amazon[9] ou Deliveroo[10], ont été obligés de reconnaître que leurs activités continuaient de reposer sur du travail humain - on ne peut plus humain. Quant à leurs discours cyniques sur la libération du salariat par l'auto-entrepreneuriat numérique, il apparaît aujourd'hui encore plus crûment pour ce qu'il a toujours été : un voile futuriste jeté sur des rapports d'exploitation qui rappellent bien plus le 19e siècle que le 21e…

CE QUI CHANGE MALGRÉ TOUT

Si les discours sur la «quatrième révolution industrielle» relèvent surtout de la manipulation, il n'en existe pas moins des changements bien réels dans le domaine de l'économie sous l'impulsion des technologies numériques, avec des conséquences potentiellement considérables sur le travail, y compris au Sud. Or, la crise actuelle accentue et accélère un certain nombre de ces changements.

Ainsi, l'automatisation et la relocalisation au Nord de certaines activités productives pourraient effectivement impacter le Sud plus rapidement que ce qui était envisagé avant la crise. De même, le pouvoir des grandes plateformes numériques pourrait sortir considérablement renforcé de la situation actuelle. Les défis que pose cette domination pour les pays et populations du Sud en proie à de nouvelles formes de dépendance et d'exploitation apparaissent avec d'autant plus d'acuité[11].

L'AVENIR DU TRAVAIL AU-DELÀ DE LA 4IR

La troisième et dernière partie de L'avenir du travail vu du Sud est centrée sur trois enjeux jugés plus déterminants pour l'avenir du travail en Afrique, en Asie et en Amérique latine que les imprimantes 3D et les algorithmes : le modèle de développement, les migrations et l'organisation des travailleurs.

Sur le premier point, on voit bien que la quête d'alternatives à la mondialisation néolibérale, voire au capitalisme tout court, a connu un sérieux regain d'intérêt dans la foulée de la crise du Covid-19,

7. Par exemple : CNEWS, «Confinés sans personnel de maison, le «choc» des riches New-Yorkais qui doivent s'occuper des tâches du quotidien», 2 mai 2020, www.cnews.fr/france/2020-05-02/confines-sans-personnels-de-maison-le-choc-des-riches-new-yorkais-qui-doivent?fbclid=IwAR37wzCT2XpcJZ0RT6UZKjh6VVo8628VtOX3Jd4WRMux5UBlbaQ7W_QFElQ.
8. «Coronavirus : manquant de bras, l'Italie va régulariser 200 000 sans-papiers», *Les Échos,* 20 avril 2020.
9. «Amazon tourne à plein régime et va recruter 100 000 personnes», *L'Écho,* 17 mars 2020, www.lecho.be/entreprises/logistique/amazon-tourne-a-plein-regime-et-va-recruter-100-000-personnes/10214919.html.
10. RTBF, «Coronavirus : les livreurs en première ligne face à l'épidémie de Covid-19», 12 mars 2020,: www.rtbf.be/info/dossier/epidemie-de-coronavirus/detail_coronavirus-les-livreurs-en-premiere-ligne-face-a-l-epidemie-de-covid-19?id=10454769.
11. Sur ce point, lire le dossier : «Impasses numériques», *Alternatives Sud,* vol. 27, n° 1, CETRI/Syllepse, 2020, www.cetri.be/Impasses-numeriques.

et ce aussi bien au Nord qu'au Sud. Rien d'étonnant, tant la responsabilité de notre modèle d'exploitation est écrasante à la fois dans les causes de cette crise et dans notre incapacité à y faire face. Or, certaines des stratégies de dépassement de la mondialisation mises en avant dans le livre trouvent justement aujourd'hui un écho particulier.

C'est le cas, notamment, de la proposition d'un modèle de développement centré sur l'agriculture ; proposition formulée par l'activiste philippin Walden Bello à destination de pays agraires, comme la Birmanie par exemple[12]. Dans la foulée, ce dernier est également revenu, plus récemment, sur la nécessité connexe de revoir de fond en comble le système alimentaire mondial à la lumière des nombreuses failles révélées par la crise du Covid-19[13].

« LES DROITS DES MIGRANT·ES SONT DES DROITS DE TRAVAILLEUR·EUSES »

Sur la question des migrations, nous soutenions notamment, avec d'autres, qu'il s'agit d'un enjeu étroitement lié au travail, ne serait-ce que parce que la toute grande majorité des migrant·es sont des travailleur·euses. Nous avons relayé les analyses qui voient dans les durcissements récents des politiques migratoires des pays industrialisés une logique de gestion de l'exploitation et de la misère, plutôt qu'une volonté d'arrêt pur et simple des migrations[14]. Or, encore une fois, la crise du Covid-19 est venue confirmer ces analyses, en montrant avec quel cynisme les politiques migratoires pouvaient être mobilisées au service d'intérêts purement mercantiles.

Frontières ouvertes, d'un côté, pour les travailleur·euses et les marchandises jugé·es essentiel·les, mais fermées, de l'autre, pour les réfugié·es qui s'entassent dans les camps de la mort en Grèce. Si on peut se réjouir de la régularisation massive de sans-papiers dans des pays comme le Portugal ou l'Italie, force est de reconnaître qu'elle sert principalement à leur permettre d'aller travailler dans les champs, en révélant au passage toute l'hypocrisie des discours d'extrême droite sur «les étrangers qui volent le travail des nationaux». En réalité, ces travailleur·euses font simplement le travail dont personne ne veut. Et ils et elles le font dans des conditions d'autant plus abjectes que l'on s'obstine à les traiter comme des citoyen·nes de seconde zone.

REDÉCOUVRIR DES RÉALITÉS ET PRATIQUES ALTERNATIVES DU TRAVAIL AU SUD

Concernant l'organisation des travailleur·euses, enfin, le propos du livre est double. D'un côté, s'inscrire en faux contre les discours «déclinistes» sur la classe ouvrière – ses institutions, ses pratiques –, en montrant notamment qu'à l'échelle mondiale elle n'a jamais été aussi nombreuse. Simplement, ses effectifs se sont massivement «sudifiés» et féminisés au cours de ces dernières décennies, comme le révèlent aujourd'hui de façon exemplaire les conséquences pour l'économie mondiale de l'arrêt des grands centres de production que sont la Chine ou l'Inde, par exemple.

Mais de l'autre côté, le livre vise également à montrer que le travail et ses pratiques au Sud ne peuvent pas être réduits à une simple antichambre du travail du Nord. L'histoire du travail au Sud n'est pas celle du Nord, avec quelques décennies de retard. Il s'agit d'une histoire autre, qui repose sur des expériences et des pratiques différentes du travail, dont les travailleur·euses du Nord pourraient en partie s'inspirer, notamment au moment de faire face à la déliquescence des droits et des garanties historiquement fournis par l'emploi salarié.

12. Walden Bello, «Paradigm Trap : The development establishment's embrace of Myanmar and how to break loose», *Transnational Institute,* 2018.
13. Walden Bello, «The Corporate Food System Is Making the Coronavirus Crisis Worse», *Foreign Policy in Focus,* 2020.
14. Par exemple : D. Pieret, Les frontières de la mondialisation : gestion des flux migratoires en régime néolibéral, CIRÉ asbl, 2014, www.cire.be/wp-content/uploads/2015 ou encore N. Hirtz, «Sexe, race et classe : aux racines des mouvements migratoires», *Gresea Échos,* n° 95, 2018, www.gresea.be/Classe-sexe-et-race-1858.

En effet, dans la mesure où ces droits et garanties n'ont jamais eu la même portée dans les pays du Sud – loin de là –, on y retrouve davantage des stratégies de lutte et de solidarité qui ne passent pas par les institutions classiques du salariat dans leur version occidentale. Des stratégies qui montrent à nouveau l'étendue de leur créativité dans le cadre de la crise du Covid-19[15], même si, ici comme ailleurs, il faut se garder d'idéaliser des situations qui restent très largement dramatiques.

15. Sur ce point, voir notamment la série d'entrevues « Organising in the times of Covid-19 » sur le site de Daraja Press : https://daraja-press.com/2020/03/27/organsing-in-the-times-of-covid19.

LA MALADIE AU SERVICE DE LA CONQUÊTE DU NOUVEAU MONDE

TORIBIO DE BENAVENTE[1]

Après l'extrait de *La Guerre du Péloponnèse* de Thucydide, notre ami Pablo F. Luna[2] nous propose ce texte. Selon la formule consacrée, toute ressemblance avec la situation actuelle est fortuite.

Dieu a frappé et puni cette terre, ses hommes et ceux qui l'ont découverte, qu'ils soient des indigènes ou des conquistadores, avec [des châtiments très sévères]. La première de ces punitions a été la variole. Durant la période du capitaine et gouverneur Hernando Cortés [au moment où il préparait son assaut contre Tenochtitlán, la capitale de la Confédération aztèque], avec l'arrivée du capitaine Pánfilo de Narvaez, est aussi venu sur cette terre, dans l'un de ses navires, un homme noir touché par la variole ; une maladie inconnue ici.

À cette époque-là, la Nouvelle Espagne [le futur Mexique] était une terre très peuplée, remplie d'habitants, et comme la variole a commencé à contaminer les Indiens, c'est devenu pour eux une peste très mortelle dans tout le pays [et très loin dans les environs]. Dans la mesure où les Indiens ne connaissaient pas cette maladie, pas plus que la manière de se protéger, dans la plupart des provinces sont morts plus ou moins la moitié des gens, souvent à cause de leur pratique, qu'ils soient sains ou malades, de se baigner régulièrement [dans les lacs]. Puisqu'ils n'ont pas cessé de le faire [et de se contaminer], ils sont morts très nombreux, comme des punaises.

Mais ce sont aussi le manque de nourriture et la faim qui les ont fait mourir. Parce que comme tout le monde était tombé malade tout d'un coup, ils ont surtout cherché à se soigner les uns les autres, et il n'y avait plus personne pour les travaux agricoles ou autre chose. Dans de nombreux endroits, la mort a frappé tous les membres d'une maison, et parce qu'ils ne pouvaient pas enterrer tous les morts, pour remédier à la mauvaise odeur qui venait de leurs corps, les maisons ont été détruites et jetées sur eux, de sorte que leur maison est devenue leur sépulture.

À cause du nombre des pustules sur le corps, les Indiens ont appelé cette maladie «la grande lèpre» ; ils se couvraient de plaies d'une telle manière qu'ils ressemblaient à des lépreux, et aujourd'hui certaines personnes qui ont pu guérir peuvent être reconnues de par le nombre de trous qu'ils portent sur le corps, comme des traces de la maladie.

Plus tard, il y a environ onze ans, un Espagnol touché par la rougeole est venu et, très rapidement, les Indiens ont été également contaminés. S'il n'y avait pas eu l'interdiction de la baignade et d'autres précautions, il en aurait été de même [qu'avec la variole]. Malgré cela, il y en a eu beaucoup de morts. Ils ont également appelé cela l'année de la «petite lèpre».

CIRCA 1544

BOLSONARO À L'ÉPREUVE DU CORONAVIRUS

FABIO BARBOSA DOS SANTOS[1]

On trouve un peu partout dans le monde des gens qui s'ennuient en quarantaine, mais pas au Brésil. Dans ce pays, la politique s'accélère et est conduite par un président potentiellement suicidaire dont la devise est : « Plutôt avoir un accident que de freiner ».

Au contraire d'Orbán ou d'Erdogan, Bolsonaro n'a pas profité de la pandémie pour s'arroger plus de pouvoir et réduire les libertés publiques. Il s'agit plutôt pour lui de durcir son plan de refondation morale et politique : une révolution à l'envers, à la mode fasciste.

Récapitulons. Après une décennie de succès pendant laquelle les privilèges de ceux d'en haut purent être combinés à de modestes améliorations des conditions de vie de ceux d'en bas, le lulisme perdit toute consistance. La combinaison des journées de juin 2013 avec les scandales de corruption et la récession économique poussèrent les classes dominantes à abandonner le néolibéralisme inclusif au profit d'une stratégie de spoliation sociale. De la conciliation à la guerre de classes en somme. C'est dans ce contexte qu'eut lieu la destitution de Dilma Rousseff en 2016, l'emprisonnement de Lula et la victoire de Bolsonaro en 2018.

UN MODÈLE DE NÉOLIBÉRALISME AUTORITAIRE

Pour ceux d'en haut, Bolsonaro offre un modèle de néolibéralisme autoritaire, c'est-à-dire l'État policier. Étant dépourvu de programme, il sous-traite la gestion de l'économie à un véritable Chicago boy. Il avance cependant avec un agenda comportemental, culturel et scientifique rétrograde que l'élite tolère mais trouve « désagréable », pour reprendre le mot de Marine le Pen. L'élite avait conclu un mariage de convenance avec l'ex-capitaine, puisque son idéal serait un bolsonarisme sans Bolsonaro.

Cependant le militaire a des idées bien à lui : former une dynastie ayant comme parti les militaires et comme base sociale les évangéliques. De ce point de vue, son plus grand défi est de convertir le soutien en ligne qui lui a permis de se faire élire en mobilisation réelle. Transformer des internautes en chemises noires. Sur cette route il suit toujours le même script : il désigne des ennemis qu'il attaque tout en se posant en victime. Il accuse non seulement des personnes mais aussi des institutions et la presse dans son ensemble d'être des obstacles à son projet, ce qui génère des prophéties autoréalisatrices. Quand le président accuse le congrès de le boycotter, il transfère la responsabilité de ses échecs sur ceux qui « ne le laissent pas » gouverner. En même temps il mobilise le soutien populaire pour s'opposer à des institutions qui, aux yeux des citoyens, incarnent la politique pourrie et corrompue. Quand le congrès réagit, le président voit son récit légitimé et hausse le ton. Quand il se tait, le président avance d'une case. Dans ce jeu des contraires, Bolsonaro apparaît comme subversif alors que la gauche brandit la constitution pour défendre l'ordre.

À Brasília, on pose des réponses simples aux problèmes complexes. Il s'agit de suivre le récit du héros qui affronte une succession de méchants et qui est le même que celui ayant cours sur les chaînes de vidéos en ligne et dans les jeux vidéo. Dans cette logique, ce que fait réellement le gouvernement importe peu. Il s'agit plutôt d'exciter ses supporters et de rendre naturel ce qui était

1. Fabio Barbosa Dos Santos est l'auteur de *L'Espoir vaincu par la peur : de Lula à Bolsonaro,* Paris, Syllepse, 2020.

encore intolérable il y a peu. Bolsonaro déplace le cadre de la normalité et élargit l'horizon des aspirations de sa base.

Il s'agit d'un mouvement qui ne peut pas reculer. Au contraire, comme une boule de neige il ne fait qu'accumuler de la masse, de la vitesse et de la violence. Dans ce mouvement, le président a fait descendre sa base dans la rue le 15 mars pour revendiquer la fermeture du congrès national. Trois jours plus tard, la manifestation prévue en défense de l'éducation eut l'air d'une contre-manifestation.

C'est dans ce contexte que le Covid-19 a débarqué au Brésil. La manifestation du 15 mars fut annulée, mais quelques irréductibles sortirent dans les rues pour saluer personnellement le président. Face à cela, la manifestation du 18 se transforma en panelaço[2] national et mit en évidence le déclin du soutien à Bolsonaro parmi les riches et la classe moyenne, qui furent les premiers à être atteints par un virus qui est arrivé avec ceux qui ont un passeport.

Le président renforça alors son négationnisme et commença à collectionner les ennemis. À chaque nouveau discours prononcé, les casseroles tintaient aux fenêtres. Le président serait-il perdu dans son monde parallèle ? La stratégie de survie de cet animal politique pervers considère n'importe quelle pulsion de mort comme une opportunité politique. Il faut donc chercher la logique à l'œuvre derrière la folie.

Bolsonaro reconnaît que la crise a deux dimensions : sanitaire et économique. Il fait le pari que le peuple sera plus sensible aux effets de la seconde. Son discours contre l'isolement horizontal s'adresse donc à ceux qui meurent de faim, pas du Covid. Bolsonaro présume correctement que les travailleurs veulent travailler : j'ai entendu des marchands de rue critiquer le gouverneur qui soutient le confinement et défendre Bolsonaro. En plus des commerçants et des entrepreneurs, les leaders évangéliques sont aussi contre le confinement qui vide leurs églises.

Cette politique repose également sur la certitude que l'État brésilien, ayant été fondé sur l'esclavage, ne portera jamais secours aux travailleurs comme en Europe. Au contraire, les mesures provisoires facilitent les réductions de salaires et les licenciements. Le fondamentalisme néolibéral de Paulo Guedes, le ministre de l'économie, sert de base au calcul politique de Bolsonaro.

Évidemment il s'agit d'un pari risqué, qui peut mener le pays à la catastrophe. Comme l'a fait remarquer Pierre Salama, si la lutte contre le Covid est décrite comme une guerre, alors Bolsonaro est un criminel de guerre. Dans ce contexte, le fait qu'un président suicidaire et génocidaire à la Hitler soit toléré par la population et par le Congrès nous donne la mesure du découragement de ceux d'en bas et du cynisme de ceux d'en haut.

Ce cynisme inclut Lula et le Parti des travailleurs (PT) en tant que membres à part entière de la famille de Brasília. En mars, le parti était contre la destitution de Bolsonaro. Il est exact de dire qu'une révolte au congrès donnerait du grain à moudre à Bolsonaro. Mais cet argument révèle que les principes (la vie humaine) sont subordonnés aux intérêts (les calculs politiques).

Face à la vingtaine de protocoles d'*impeachment* déclenchés pour la plupart par de nouveaux ennemis de Bolsonaro en avril, le PT a nuancé sa position. Mais il fait partie des éléments qui empêchent ce combat d'avancer car personne ne veut se lancer dans cette voie pour faire triompher quelqu'un d'autre. Autrement dit, la destitution de Bolsonaro n'aura lieu que quand les parlementaires penseront qu'ils y gagneraient plus qu'en exploitant les faiblesses du gouvernement.

Pendant ce temps, Bolsonaro a doublé la mise. Son gouvernement qui comprend plus de militaires que ceux de la dictature, s'est libéré des deux figures qui pouvaient lui faire de l'ombre. Il s'est d'abord agi du ministre de la santé qui n'était pas d'accord avec le président pour considérer ce virus comme « une petite grippe ». Puis fin avril ce fut le tour de Sergio Moro, ministre de la justice

2. NdT : manifestation se déroulant aux fenêtres pendant lesquelles les participant·es tapent sur des casseroles.

responsable de l'emprisonnement de Lula, désormais remplacé par un évangélique. Le coût de la défection d'un homme vu comme le paladin de la lutte anticorruption n'est pas encore clair. Moro est parti en faisant une déclaration fracassante : il affirme que le président voulait mettre la Police fédérale sous sa coupe, ce qui a débouché sur une plainte devant la Cour suprême, autre cible du président. Bolsonaro s'est aussi mis à dos les gouverneurs des États fédérés qui furent nombreux à ignorer ses consignes pour mettre en place des mesures de confinement.

Critiqué dans la presse, mis à mal par la justice, hué par la classe dominante et voyant sa popularité menacée, Bolsonaro s'est lancé dans une fuite en avant. Il a annoncé une aide d'urgence de 600 réaux [100 euros] pour plus de 50 millions de personnes. C'est-à-dire quatre fois plus d'argent destiné à quatre fois plus de personnes que le *Bolsa familia,* programme phare du lulisme. Dans la foulée, il est apparu entouré de militaires et sans Paulo Guedes pour annoncer un plan d'investissement public massif, mettant au placard l'orthodoxie néolibérale. L'objectif est clair : renforcer le lien direct avec ceux d'en bas en s'appuyant sur les militaires et mettant donc de côté sa solidarité de classe avec ceux d'en haut. Le philosophe Paulo Arantes parle de lulisme à l'envers pour décrire cette situation.

POURTANT LE PRÉSIDENT MARCHE SUR DES ŒUFS

Les turbulences politiques qui inquiètent le capital ont déjà forcé Bolsonaro à reculer et à réaffirmer les pleins pouvoirs au ministre de l'économie. À contre-courant des *panelaços*, les fidèles du gouvernement manifestent en voiture et klaxonnent devant les hôpitaux contre le confinement et à tout ce qui s'oppose à leur leader.

Pour le moment personne n'a le pouvoir de l'emporter et l'avenir du pays est dans les mains de ce parlement que le président voudrait fermer. Puisqu'il n'a pas la force pour le faire, Bolsonaro achète la stabilité avec le *centrão*, un assemblage hétérogène de petits partis vénaux prêt à soutenir n'importe qui en échange de budgets publics et de postes dans l'appareil d'État. En somme, il fait de la politique comme elle se pratique depuis toujours.

En mai, en dehors de Brasília, le pays était en route pour devenir l'épicentre de l'épidémie malgré la sous-évaluation notoire du nombre de cas. Des études montrent une corrélation entre la popularité du président, le non-respect du confinement et l'effondrement du système de santé publique dans diverses régions. Dans les banlieues, le confinement est irréalisable et les travailleurs se massent devant les banques pour recevoir leurs 600 réaux. À la campagne, la couverture médicale est minuscule et le virus a commencé à atteindre les territoires des populations natives, ce qui peut avoir un effet dévastateur. Le système de santé public frôle l'effondrement et les assurances ne cèdent rien lors des négociations avec le gouvernement qui souhaite utiliser des lits dans les cliniques privées. En somme, l'apartheid social continue.

Nombreux sont ceux qui frappent sur leurs casseroles, mais qui ont continué de faire venir leurs employées domestiques. D'autres ont passé le confinement avec leurs employées qui ne pouvaient donc plus rentrer chez elles. Les entreprises de livraisons à domicile ont augmenté leurs commissions pour que les personnes en télétravail ne manquent de rien et les livreurs ont protesté en vain dans des avenues vides. La *senzala*[3] est toujours en place.

Bien qu'on ait pu assister à de nombreux épisodes de solidarité, c'est la dynamique autophage typique du néolibéralisme qui prévaut. La pandémie peut ouvrir des champs de réflexion mais semble incapable de provoquer par elle-même l'émergence de nouvelles subjectivités. Au Brésil, la gauche semble plus que jamais condamnée à l'insignifiance.

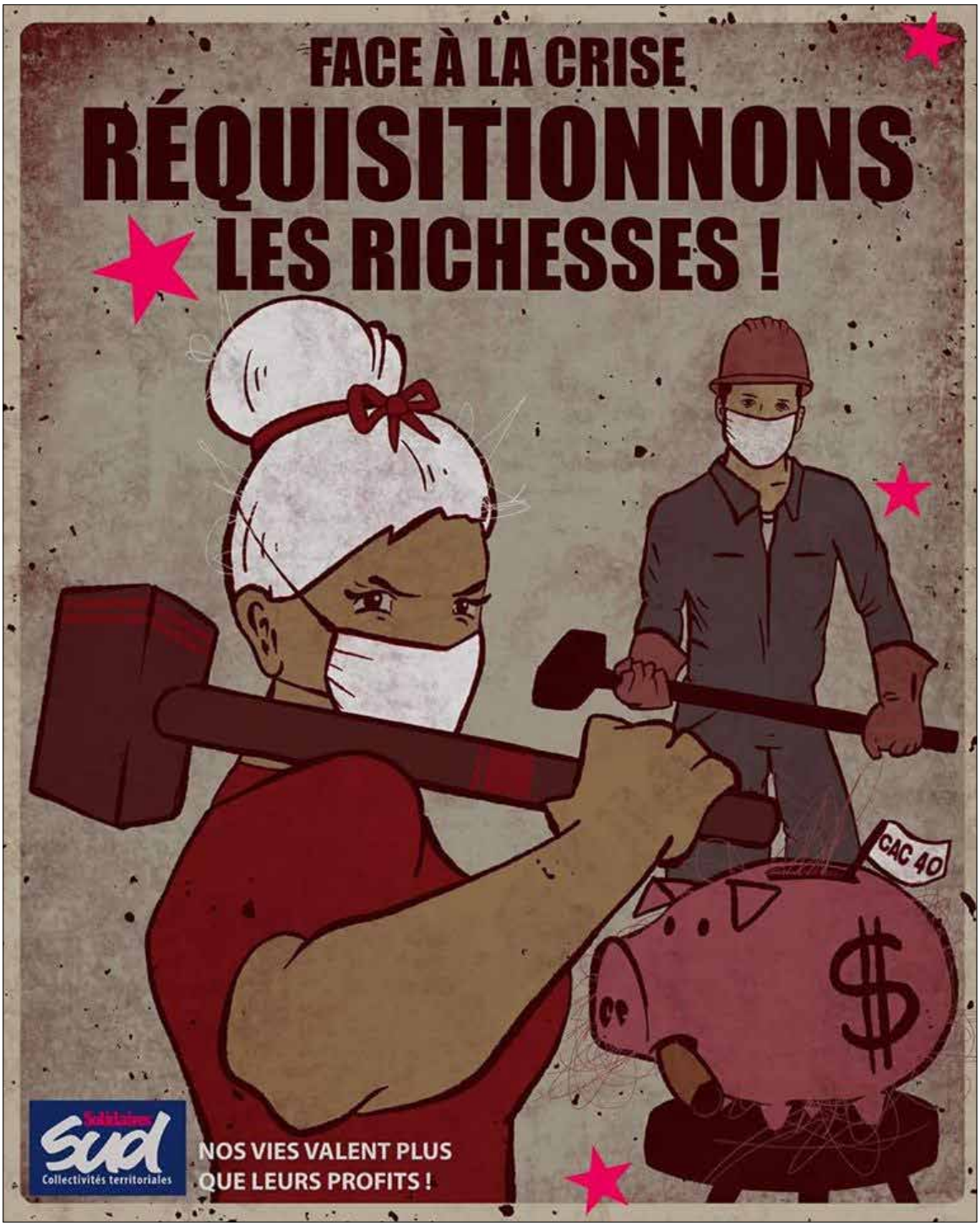
3. NdT : la *senzala* désignait le lieu où logeaient les esclaves dans l'économie de plantation.

La criminalité a baissé, le ciel s'est éclairci et les oiseaux chantent aux fenêtres de la classe moyenne. Mais derrière l'accalmie se cache la souffrance. La crise économique atteint tout le monde, bien que de manière différente. Cela crée de la tension dans une société qui attend un futur meilleur que le présent, mais pas au-delà du passé. Au Brésil il n'y aura pas de reflux keynésien ni de remise en place d'un État-providence qui n'a jamais existé. La tendance est plutôt à la reprise furieuse de la spoliation sociale, alors que la population espère pouvoir retrouver une certaine normalité dont les standards sont de plus en plus bas, avec ou sans Bolsonaro.

We're HUMAN
NOT
Robots
AMAZON WORKERS
ON STRIKE

IMAGES

SEIU
Uber
DRIV
NITED


FACE À LA CRISE
RÉQUISITIONNONS
LES RICHESSES !
CAC 40
Solidaires
Sud
Collectivités territoriales
NOS VIES VALENT PLUS
QUE LEURS PROFITS !

455
Uber
SEIU
LOCAL 1021
MARTIN

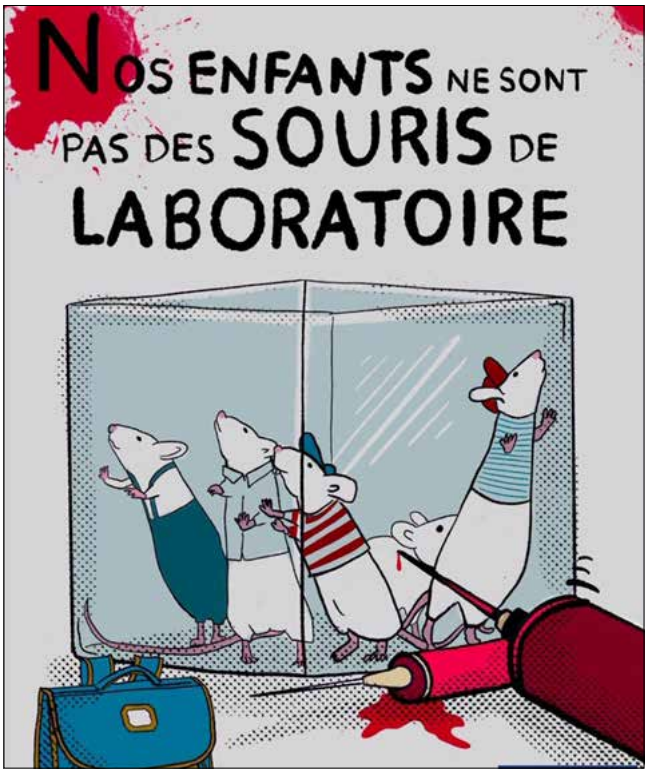
CASTANER ment
CASTANER
DEMISSION
UNE INSTANCE
INDEPENDANTE
FILMER
LA POLICE
SAUVE DES VIES

IBK
J'ai Faim
10 mois sans Salaire
IBK
J'ai Faim
10 mois sans Salaire
IBK
J'ai Faim
10 mois sans Salaire
IBK

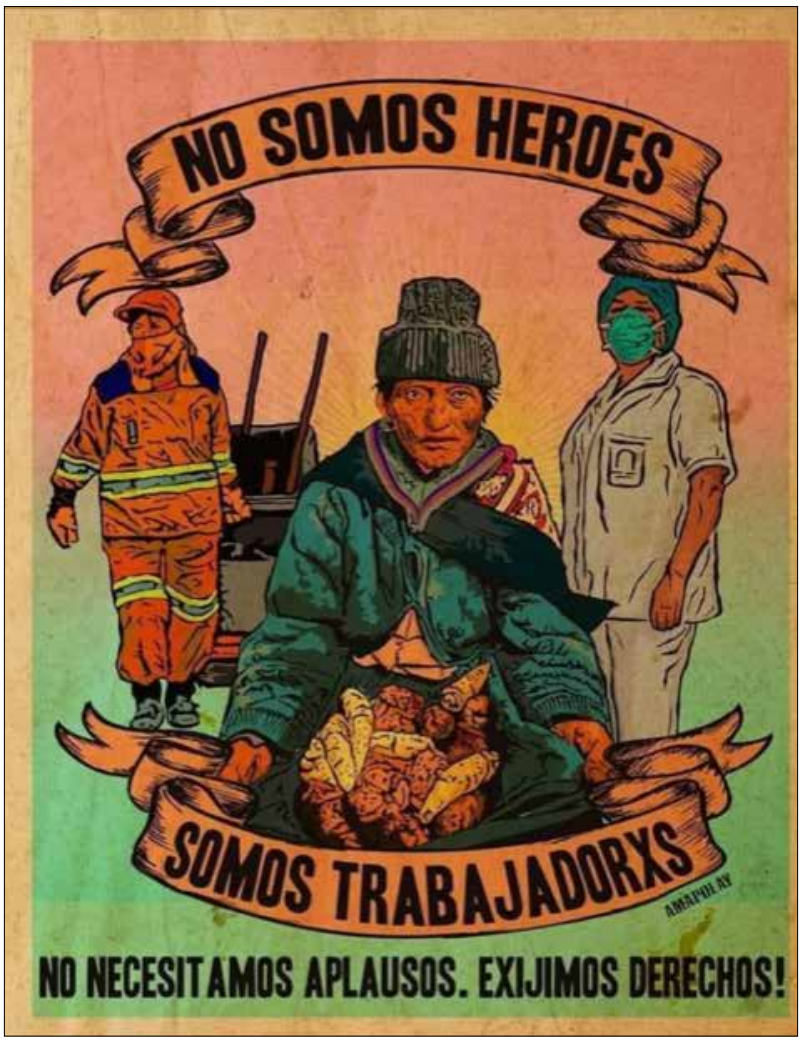
Out sick...
Due to Covid 19
Out sick...
Due to Covid 19

POUR LES SANS-ABRI DE LYON
APPEL À DONS
donner la main
Donner Des Ailes
DENRÉES DE PREMIÈRES NÉCESSITÉS
voir la liste dans l'article
Venez déposer vos dons
MERCREDIS et JEUDIS, 18h30-19h30
ALTERNATI BAR
Maison des alternatives !

PROLÉTAIRES
DE TOUS
LES PAYS,
CHAMAILLEZ-VOUS !


NOS ENFANTS NE SONT PAS DES SOURIS DE LABORATOIRE

COVID-19 OVERWHELMS HOSPITALS.
IN OVERWHELMED HOSPITALS, MORE PEOPLE DIE.
YOU CAN SAVE LIVES, TOO.
PLEASE STAY HOME!
ESSENTIAL:
LIFE
LIBERTY
LIVELIHOOD


NO SOMOS HEROES
SOMOS TRABAJADORXS
NO NECESITAMOS APLAUSOS. EXIJIMOS DERECHOS!

LA LUTTE CONTINUE
RESTEZ CHEZ VOUS

UNION
Union Mie

CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE DE NICE
HOPITAL DE CIMIEZ
EGALITE
POUR LES
RENFORTS

ils
nous disent
d'éternuer dans
la Manche mais
moi j'habite dans
le Gers, ça fait
trop loin !

En scannant ce QR code vous accéderez directement à notre site

pour aller plus loin que l'impossible
et n'oubliez pas que nous avons besoin de vous

COVID-19, UN VIRUS TRÈS POLITIQUE

FIN
(PROVISOIRE ?)